

RAPPORT

DE LA CONFÉRENCE DE LA FAO

Trente-quatrième session
Rome, 17- 24 novembre 2007



CONSEIL
(jusqu'au 31 décembre 2008)

Président indépendant du Conseil: Mohammed Saeid Noori Naeini

Afrique du Sud ²	États-Unis d'Amérique ³	Niger ³
Allemagne ²	Fédération de Russie ³	Pakistan ¹
Arabie saoudite ¹	France ¹	Panama ²
Australie ¹	Gabon ²	République de Corée ²
Bangladesh ²	Inde ¹	République de Moldova ³
Belgique ³	Indonésie ¹	Royaume-Uni ¹
Bolivie ³	Iran (République islamique d') ²	Sénégal ³
Brésil ³	Italie ¹	Soudan ³
Canada ³	Japon ²	Suède ¹
Chili ²	Kenya ³	Thaïlande ²
Chine ²	Koweït ³	Trinité-et-Tobago ³
Congo ³	Liban ¹	Turquie ³
Côte d'Ivoire ¹	Madagascar ¹	Ukraine ²
Cuba ³	Malaisie ²	Uruguay ²
Égypte ¹	Maroc ³	Zambie ¹
El Salvador ¹	Mexique ³	
Éthiopie ²	Nigéria ¹	

¹ Mandat expirant le 31 décembre 2008.

² Mandat expirant à la fin de la trente-sixième session de la Conférence (2009).

³ Mandat expirant le 31 décembre 2010.

CONSEIL
(à partir du 1^{er} janvier 2007)

Président indépendant du Conseil: Mohammed Saeid Noori Naeini

Afghanistan ³	Australie ³	Brésil ²
Afrique du Sud ¹	Bangladesh ¹	Canada ²
Allemagne ¹	Belgique ²	
Arabie saoudite ³	Bolivie ²	
	Indonésie ³	République de Corée ¹
Chili ¹	Iran (République islamique d') ¹	République de Moldova ¹
Chine ¹	Italie ³	République-Unie de Tanzanie ³
Congo ²	Japon ¹	Royaume-Uni ³
Cuba ²	Kenya ²	Sénégal ²
Égypte ³	Koweït ²	Soudan ²
El Salvador ³	Malaisie ¹	Thaïlande ¹
États-Unis d'Amérique ²	Mauritanie ³	Trinité-et-Tobago ²
Éthiopie ¹	Maroc ²	Turquie ²
Fédération de Russie ²	Mexique ²	Ukraine ¹
France ³	Niger ²	Uruguay ¹
Gabon ¹	Norvège ³	Zimbabwe ³
Ghana ³	Pakistan ³	
Inde ³	Panama ¹	

¹ Mandat expirant à la fin de la trente-sixième session de la Conférence (2009).

² Mandat expirant le 31 décembre 2010.

³ Mandat expirant à la fin de la trente-septième session de la Conférence (2011).

RAPPORT

DE LA CONFÉRENCE DE LA FAO

Trente-quatrième session
Rome, 17-24 novembre 2007

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies (FAO) pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

ISBN 978-92-5-205802-1

Tous droits réservés. Les informations contenues dans ce produit d'information peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au:

Chef de la Sous-division des politiques et de l'appui en matière
de publications électroniques

Division de la communication, FAO

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie

ou, par courrier électronique, à:

copyright@fao.org

Table des matières

	Paragrophes
INTRODUCTION	1-9
VINGT-CINQUIÈME CONFÉRENCE MCDOUGALL	1
REMISE DES PRIX B.R. SEN	2-4
REMISE DU PRIX A.H. BOERMA	5
REMISE DU PRIX EDOUARD SAOUMA	6-7
MÉDAILLE MARGARITA LIZÁRRAGA	8
IN MEMORIAM	9
INTRODUCTION ET EXAMEN DE LA SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE	10-49
ÉLECTION DU PRÉSIDENT ET DES VICE-PRÉSIDENTS	10-11
CONSTITUTION DU BUREAU ET DE LA COMMISSION DE VÉRIFICATION DES POUVOIRS	12
ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DE LA SESSION	13-37
<i>Constitution des Commissions et désignation de leurs Présidents,</i>	
<i>Vice-Présidents et Comités de rédaction</i>	15-19
<i>Comité des Résolutions de la Conférence</i>	20-22
<i>Droit de réponse</i>	23
<i>Procès-verbaux</i>	24
<i>Vérification des pouvoirs</i>	25-26
<i>Événements spéciaux de haut niveau</i>	27-28
<i>Droits de vote (RÉSOLUTION 1/2007)</i>	29-37
ADMISSION DES OBSERVATEURS	38-41
<i>Demandes d'admission à la qualité de membre</i>	38
<i>Admission d'observateurs d'États non membres</i>	39
<i>Mouvements de libération</i>	40
<i>Organisations intergouvernementales et organisations internationales non gouvernementales</i>	41

EXAMEN DE LA SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE	42-49
QUESTIONS DE FOND ET DE POLITIQUE GÉNÉRALE AYANT TRAIT À L'ALIMENTATION ET À L'AGRICULTURE	50-81
RAPPORT DE SITUATION SUR L'APPLICATION DU PAN D'ACTION POUR LA PARITÉ HOMMES-FEMMES ET LE DÉVELOPPEMENT	50-56
RAPPORT INTÉRIMAIRE SUR L'EXAMEN TRIENNAL D'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES DU DÉVELOPPEMENT DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES (RÉSOLUTION 2/2007)	57-64
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL ONU/FAO	65-69
ANNÉE INTERNATIONALE DE LA POMME DE TERRE 2008	70-77
ANNÉE INTERNATIONALE DES FIBRES NATURELLES 2009	78-81
QUESTIONS RELATIVES AU PROGRAMME ET AU BUDGET	82-108
RAPPORT SUR L'EXÉCUTION DU PROGRAMME 2004-2005	82-85
RAPPORT D'ÉVALUATION DU PROGRAMME	86-88
PROGRAMME DE TRAVAIL ET DE BUDGET 2008-09 (RÉSOLUTIONS 3/2007 ET 4/2007)	89-103
ÉVALUATION EXTERNE INDÉPENDANTE DE LA FAO (RÉSOLUTION 5/2007)	104-108
QUESTIONS JURIDIQUES, ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES	109-128
ADOPTION DU RUSSE EN TANT QUE LANGUE DE L'ORGANISATION (AMENDMENT DE L'ARTICLE XXII DE L'ACTE CONSTITUTIF DE L'ARTICLE XLVII DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION) (RÉSOLUTIONS 6/2007 ET 7/2007)	109-113
AUTRES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES	114-117
<i>Rationalisation des règles d'adhésion aux Comités dits « ouverts » du Conseil de la FAO (RÉSOLUTION 8/2007)</i>	114-115
<i>Amendements du Règlement général de l'Organisation</i>	116-117
COMPTES VÉRIFIÉS 2004-2005 (RÉSOLUTION 9/2007)	118
BARÈME DES CONTRIBUTIONS 2008-2009 (RÉSOLUTION 10/2007)	119-120

PAIEMENT PAR LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DES DÉPENSES ADMINISTRATIVES ET AUTRES DÉCOULANT DE SON STATUT DE MEMBRE DE L'ORGANISATION	121-127
AUTRES QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES	128
<i>Déclaration d'un représentant des associations du personnel de la FAO</i>	128
NOMINATIONS ET ÉLECTIONS	129-134
DEMANDES D'ADMISSION À LA QUALITÉ DE MEMBRE DE L'ORGANISATION	129-134
ÉLECTION DES MEMBRES DU CONSEIL	135
NOMINATIONS	136-138
<i>Nomination du Président indépendant du Conseil</i> (RÉSOLUTION 11/2007)	136-137
<i>Nomination des Représentants de la Conférence de la FAO au Comité de la Caisse des pensions du personnel de la FAO</i>	138
AUTRES QUESTIONS	139-150
DATE ET LIEU DE LA TRENTE-CINQUIÈME SESSION DE LA CONFÉRENCE	139
RAPPORTS DE LA CONFÉRENCE TECHNIQUE INTERNATIONALE SUR LES RESSOURCES ZOOGÉNÉTIQUES (INTERLAKEN (SUISSE), 3-7 SEPTEMBRE 2007) ET DE LA ONZIÈME SESSION ORDINAIRE DE LA COMMISSION DES RESSOURCES GÉNÉTIQUES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (ROME, 11-15 JUIN 2007) (RÉSOLUTION 12/2007)	140-147
MESURES DESTINÉES À AMÉLIORER LA SITUATION DE TRÉSORERIE DE L'ORGANISATION (RÉSOLUTIONS 13/2007 ET 14/2007)	148
RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE ÉQUITABLE ET ÉQUILIBRE HOMMES-FEMMES DANS LA STRUCTURE DU CADRE ORGANIQUE	149-150

ANNEXES

- A** Ordre du jour de la trente-quatrième session de la Conférence
- B** Liste des délégués et observateurs
- C** Liste des documents
- D** Rapport de l'Événement spécial de haut niveau sur le rôle de l'aquaculture dans le développement rural
- E** Rapport de l'Événement spécial de haut niveau sur les forêts et l'énergie
- F** Rapport de l'Événement spécial de haut niveau sur le financement de l'agriculture
- G** Rapport de l'Événement spécial de haut niveau sur la qualité et la sécurité sanitaire des aliments
- H** Rapport de l'Événement spécial de haut niveau sur l'aide au commerce et à la sécurité alimentaire
- I** Barème des contributions 2008-2009

INTRODUCTION

VINGT-CINQUIÈME CONFÉRENCE MCDOUGALL¹

1. M. Moussa Hussein Abdullah Al-Sarraf, Ministre koweïtien des travaux publics et Ministre d'État chargé de la ville, a donné, au nom du cheikh Nasser Al Mohamed Al Ahmad Al Sabah, Premier Ministre du Koweït, la vingt-cinquième Conférence McDougall à la mémoire de Frank Lidgett MacDougall, l'un des pères fondateurs de l'Organisation.

REMISE DES PRIX B.R. SEN²

2. Le Prix B.R. Sen, décerné chaque année en reconnaissance du rôle de l'ancien Directeur général, M. B.R. Sen, qui a transformé l'institut d'étude qu'était la FAO en une organisation de développement, est remis à chaque session ordinaire de la Conférence à un fonctionnaire de terrain qui a contribué de façon remarquable au développement du pays ou du groupe de pays auquel il est affecté.

3. En 2006, le Prix B.R. Sen a été décerné à M. Brian Dugdill, citoyen britannique, en reconnaissance des résultats remarquables de son système novateur couvrant l'ensemble de la chaîne alimentaire des produits laitiers, « du producteur au consommateur », système qu'il avait élaboré en Mongolie alors qu'il était Conseiller technique principal d'un projet financé par le Japon. M. Dugdill et son équipe de projet ont introduit six modèles visant à transporter le lait des zones rurales vers les centres urbains de façon sûre et économique, en mettant un accent particulier sur la qualité du produit et sa rentabilité. Ces modèles étaient alors utilisés à des fins commerciales par des partenaires des secteurs public et privé situés dans seize points du centre de la Mongolie, région où vit la majeure partie de la population urbaine. La Mongolie s'était ainsi engagée sur la voie de l'autosuffisance et de la sécurité alimentaire en matière de lait et de produits laitiers, une résolution adoptée par le gouvernement en 2006 ayant en outre institutionnalisé cette « révolution blanche » en élaborant un programme laitier national. La clairvoyance de M. Dugdill, son autorité et le sérieux de ses compétences techniques ont joué un rôle de catalyseur pour parvenir à ces résultats rapides.

4. En 2007, le Prix B.R. Sen a été décerné à M. Shin Imai, citoyen japonais, en reconnaissance de son rôle moteur pour adapter et appliquer une approche de développement rural innovante à la sécurité alimentaire, à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des moyens d'existence, lorsqu'il travaillait en Indonésie dans le cadre du Programme spécial régional pour la sécurité alimentaire en qualité de coordinateur des PSSA financés par le Japon au Bangladesh, en Indonésie, en République démocratique populaire lao et à Sri Lanka. L'approche utilisée pour ces projets intégrait trois instruments: le Plan pour le développement des groupements d'agriculteurs, qui est un outil de planification des interventions sur le terrain; le Système de fonds renouvelables, un outil de gestion de micro-finance; et le Projet d'analyse vectorielle, un outil permettant de contrôler et d'évaluer les résultats d'un projet. Cette approche a amélioré la capacité de planification des petits agriculteurs, accordant une attention particulière aux segments les plus pauvres et les plus désavantagés de la communauté tout en introduisant des dispositifs institutionnels appropriés. La coordination efficace de M. Imai et la vigueur de son engagement professionnel ont été essentiels à la bonne application de cette approche par les unités de gestion des projets des quatre pays. Dans le cadre de leurs efforts pour réduire de manière importante la pauvreté, les quatre gouvernements ont entrepris des actions concrètes visant à reproduire ces méthodes et à en propager l'utilisation dans des domaines plus larges au sein de leurs pays respectifs.

¹ C 2007/INF/9; C 2007/PV/1; C 2007/PV/11.

² C 2007/INF/6; C 2007/PV/1; C 2007/PV/11.

REMISE DU PRIX A.H. BOERMA³

5. Le Prix A.H. Boerma pour 2006-2007 a été décerné conjointement à Mme Elisabeth Rosenthal, correspondante (santé, sciences, environnement) aux quotidiens International Herald Tribune/New York Times, pour sa contribution remarquable à la sensibilisation du public à la grippe aviaire et à d'autres problèmes liés à la sécurité alimentaire et à M. Hany El Banna, journaliste et rédacteur en chef du périodique "The Agricultural Magazine" qui, depuis plus de trente ans, s'attache à sensibiliser l'opinion publique aux problèmes agricoles de la région Proche-Orient.

REMISE DU PRIX ÉDOUARD SAOUMA⁴

6. Le Prix Édouard Saouma est remis tous les deux ans à une institution qui a exécuté de façon particulièrement efficace un projet financé par le Programme de coopération technique (PCT). Le Prix pour 2006-2007 a été remis à la "*Secretaría de Agricultura, Ganadería, Pesca y Alimentos*" (SAGPyA) de l'Argentine pour sa contribution exceptionnelle à l'exécution d'un projet du PCT ayant trait au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques.

7. L'institution était représentée lors de la cérémonie par l'Ambassadeur de l'Argentine auprès de la FAO, Son Excellence, Victorio José María Taccetti, qui avait été désigné pour recevoir le Prix au nom du Secrétaire de la SAGPyA, Son Excellence Javier de Urquiza et son équipe. L'institution a fait preuve de capacités exceptionnelles de coordination et d'organisation et a joué un rôle primordial par son effet catalyseur, puisque le projet a débouché sur l'adoption de la décision la plus importante des quinze dernières années dans le secteur céréalier, visant à différencier les céréales selon les divers usages auxquels elles sont destinées. Le dévouement, le professionnalisme, la motivation et l'enthousiasme du personnel de la SAGPyA ont joué un rôle décisif dans la bonne exécution du projet. Les résultats de ce projet ont été appliqués dans la pratique par plusieurs institutions gouvernementales et privées, dans le cadre de nouveaux scénarios de ségrégation et de traçabilité, contribuant ainsi à renforcer le rôle de l'Argentine dans le cadre du Protocole de Cartagena et la mettant en mesure de jouer un rôle de premier plan dans les débats sur les questions liées au Codex Alimentarius.

MÉDAILLE MARGARITA LIZÁRRAGA⁵

8. La médaille Margarita Lizárraga pour 2006-2007 a été décernée au Centre de développement des pêches de l'Asie du Sud-Est (SEAFDEC), organisation intergouvernementale ayant pour mandat la promotion du développement des pêches en Asie du Sud-Est. Le Centre s'est consacré à la régionalisation du Code de conduite pour une pêche responsable et a achevé les procédures y afférentes avec la publication de quatre Directives régionales pour une pêche responsable en Asie du Sud-Est, concernant les opérations de pêche, l'aquaculture, l'aménagement des pêches, les pratiques après capture et le commerce. Il a également préparé des directives supplémentaires en matière de cogestion. Le Centre a été félicité pour sa contribution remarquable et concrète à l'application du Code.

IN MEMORIAM⁶

9. La Conférence a observé une minute de silence à la mémoire des fonctionnaires morts au service de l'Organisation depuis sa dernière session. Les noms des fonctionnaires décédés, qui ont été lus à haute voix, figurent dans les comptes rendus *in extenso* de la Conférence.

³ C 2007/INF/7; C 2007/PV/2; C 2007/PV/11.

⁴ C 2007/LIM/6; C 2007/PV/2; C 2007/PV/11.

⁵ C 2007/LIM/6; C 2007/PV/2; C 2007/PV/11.

⁶ C 2007/PV/9; C 2007/PV/11.

INTRODUCTION ET EXAMEN DE LA SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

ÉLECTION DU PRÉSIDENT ET DES VICE-PRÉSIDENTS⁷

10. La Conférence a élu Carlos Vallejo López (Équateur) Président de sa trente-quatrième session.

11. La Conférence a élu ses trois Vice-Présidents:

Kaman Nainggolan (Indonésie)

Abu Baker Al-Mabrouk Al-Mansouri (Jamahiriya arabe libyenne)

Vladimir Iosifov (Fédération de Russie)

CONSTITUTION DU BUREAU ET DE LA COMMISSION DE VÉRIFICATION DES POUVOIRS⁸

12. Sur proposition du Conseil, la Conférence a élu:

Sept Membres du Bureau

Chine

Koweït

Danemark

Nouvelle-Zélande

Gabon

États-Unis d'Amérique

Guatemala

Neuf Membres de la Commission de vérification des pouvoirs

Autriche

Gabon

Saint-Marin

Canada

Malaisie

Ukraine

El Salvador

Oman

Zambie

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DE LA SESSION⁹

13. La Conférence a adopté son ordre du jour tel qu'amendé par le Bureau et tel qu'il figure à l'Annexe A du présent rapport.

14. La Conférence a adopté les dispositions et le calendrier proposés par le Conseil à sa cent trente-deuxième session, tels qu'approuvés par le Bureau.

⁷ C 2007/LIM/8; C 2007/PV/1; C 2007/PV/11.

⁸ C 2007/LIM/4; C 2007/LIM/8; C 2007/LIM/10; C 2007/PV/1; C 2007/PV/11.

⁹ C 2007/1; C 2007/12-Rev.1; C 2007/INF/4; C 2007/LIM/9; C 2007/LIM/10; C 2007/LIM/18; C 2007/LIM/20; C 2007/LIM/21; C 2007/PV/2; C 2007/PV/9; C 2007/PV/11.

*Constitution des Commissions et désignation de leurs Présidents,
Vice-Présidents et Comités de rédaction*

15. La Conférence a souscrit à la recommandation du Conseil d'établir deux commissions chargées d'examiner les parties I et II de l'ordre du jour et de faire rapport à leur sujet.
16. Conformément aux dispositions des Articles VII et XXIV-5 b) du Règlement général de l'Organisation, le Conseil a élu à sa cent trente-deuxième session l'Ambassadeur Mario Arvelo Caamaño (République Dominicaine) Président de la Commission II et il a élu à sa cent trente-troisième session l'Ambassadeur Christer Wretborn (Suède), Président de la Commission I. La Conférence a approuvé ces nominations.
17. Mme Hasanthi Dissanayake (Sri Lanka) a été élue Présidente du Comité de rédaction de la Commission I, dont la composition est la suivante: Afrique du Sud, Bolivie, Canada, Colombie, Indonésie, Irlande, Japon, Nouvelle Zélande, Portugal, Qatar, Slovénie, Sri Lanka, et Tanzanie.
18. L'Ambassadeur Zohrab V. Malek (Arménie) a été élu Président du Comité de rédaction de la Commission II, dont la composition est la suivante: Afghanistan, Allemagne, Argentine, Australie, Brésil, Cameroun, États-Unis d'Amérique, France, Inde, Japon, Koweït, Ouganda, Pakistan et Portugal.
19. La Conférence, compte tenu des propositions du Bureau et conformément à l'Article XIII-2 du Règlement général de l'Organisation, a également nommé les Vice-présidents ci-après:

Commission I	M. Abdelmalek Tittah (Algérie) Mme Hedwig Wögerbauer (Autriche)
Commission II	M. James Melanson (Canada) M. Yaya Olaniran(Nigeria)

Comité des Résolutions de la Conférence

20. La Conférence a fait sienne la recommandation formulée par le Conseil à sa cent trente-deuxième session de créer un Comité des résolutions composé de sept membres, un pour chaque région de la FAO, et a désigné les Membres ci-après:

Afrique	:	Madagascar
Asie	:	Philippines
Europe	:	Italie
Amérique latine et Caraïbes	:	Paraguay
Proche-Orient	:	Égypte
Amérique du Nord	:	Canada
Pacifique Sud-Ouest	:	Australie

21. La Conférence a fait sienne la recommandation du Bureau tendant à ce que le Comité des résolutions soit présidé par M. Yasser Abdel Rahman Sorour (Égypte).
22. La Conférence a approuvé les fonctions du Comité des résolutions et les critères applicables à la formulation des résolutions, comme indiqués à l'Annexe C du document C 2007/12-Rev.1.

Droit de réponse

23. La Conférence a confirmé la décision qu'elle avait prise à ses sessions précédentes, selon laquelle, si un membre souhaite répondre à des critiques concernant la politique de son gouvernement, il doit le faire de préférence l'après-midi du jour où ces critiques ont été émises, après que toutes les personnes désireuses de participer au débat ont eu la possibilité de prendre la parole.

Procès-verbaux

24. Comme prévu à l'Article XVIII-1 du Règlement général de l'Organisation, il est établi un procès-verbal de toutes les séances plénières et de toutes les séances des commissions de la Conférence. La Conférence a approuvé la recommandation du Bureau d'insérer dans le procès-verbal les déclarations qui, faute de temps, n'ont pu être prononcées, en tenant compte, toutefois, des conditions stipulées par le Bureau.

Vérification des pouvoirs

25. Les pouvoirs des délégations de 172 Membres ont été reconnus valides. Les autres membres n'ont pas présenté de pouvoirs valides.

26. Les pouvoirs des représentants de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées et des organismes apparentés ont été dûment déposés comme prescrit à l'Article III-2 du Règlement général de l'Organisation.

Événements spéciaux de haut niveau

27. La Conférence a noté que les cinq événements spéciaux ci-après se sont tenus:

- Le rôle de l'aquaculture dans le développement durable
- Forêts et énergie
- Le financement de l'agriculture
- Qualité et sécurité sanitaire des aliments
- Aide au commerce et sécurité alimentaire

28. Des rapports sur les événements spéciaux de haut niveau ont été présentés en plénière et sont reproduits aux *Annexes D, E, F, G et H* au présent rapport.

Droits de vote

29. La Conférence a noté qu'au début de la session, conformément aux dispositions de l'Article III-4 de l'Acte constitutif, 22 États Membres (Antigua-et-Barbuda, Argentine, Burundi, Comores, Costa Rica, République démocratique du Congo, Gambie, Guinée-Bissau, Îles Salomon, Iraq, Kirghizistan, Libéria, Nauru, Nicaragua, Palaos, Paraguay, République centrafricaine, République dominicaine, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tadjikistan) ne pouvaient participer aux scrutins de la Conférence, le montant de leurs arriérés de contributions à l'Organisation étant supérieur à la contribution due par eux pour les deux années civiles précédentes.

30. Par la suite, un de ces États Membres (Nicaragua) a versé un montant suffisant pour retrouver son droit de vote.

31. Trois États Membres (Nauru, Palaos et Turkménistan) n'étaient pas inscrits à la Conférence et n'ont pas demandé d'autorisation spéciale.

32. Six États Membres participant à la session (Antigua-et-Barbuda, Comores, Guinée-Bissau, îles Salomon, Kirghizistan et Sao Tomé-et-Principe) n'avaient pas demandé le rétablissement de leur droit de vote.

33. Douze États Membres avaient demandé une autorisation spéciale au titre de l'Article III.4 de l'Acte constitutif et le rétablissement de leur droit de vote (Argentine, Costa Rica, Gambie,

Iraq, Libéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République dominicaine, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tadjikistan).

34. La Conférence a été informé du fait que le Gouvernement iraquien avait demandé au Directeur général de soumettre à la trente-quatrième session de la Conférence une demande visant à annuler 70 pour cent de ses arriérés accumulés avant le 1^{er} janvier 2004 et à modifier le taux de contribution du pays afin de refléter la détérioration exceptionnelle de sa situation financière.

35. La Conférence a décidé de rétablir le droit de vote de l'Iraq. Compte tenu de la complexité des questions soulevées par l'Iraq, elle a toutefois décidé de les soumettre au Comité financier, au CQCJ et à l'ONU, selon qu'il conviendra, pour complément d'examen et avis.

36. Après une évaluation cas par cas, la Conférence a également décidé de rétablir le droit de vote de onze États Membres qui avaient demandé une autorisation spéciale au titre de l'Article III.4 de l'Acte constitutif et la permission de voter: Argentine, Costa Rica, Gambie, Libéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République dominicaine, Sierra Leone, Somalie, Soudan et Tadjikistan.

37. La Conférence a en outre décidé de rétablir le droit de vote du Burundi en acceptant de considérer qu'avec les versements prévus au titre du plan de paiement échelonné qu'il avait proposé, il s'acquittait de ses obligations financières à l'égard de l'Organisation. À cet effet, la Conférence a adopté la résolution ci-après:

RÉSOLUTION 1/2007 **Païement des contributions - Burundi**

LA CONFÉRENCE,

Notant que le Gouvernement burundais a proposé d'échelonner le règlement de ses arriérés de contributions sur une période de trois années commençant en 2008, ces règlements échelonnés s'ajoutant au versement de sa contribution l'année civile de la mise en recouvrement,

Décide ce qui suit:

1. Nonobstant les dispositions de l'article 5.5 du Règlement financier, les arriérés de contributions du Burundi, d'un montant total de 90 768,33 dollars des États-Unis et 7 024,74 euros, seront réglés au moyen de trois versements annuels de 30 256,11 dollars des États-Unis et 2 341,58 euros, de 2008 à 2010.
2. Le premier versement sera exigible le 1^{er} janvier 2008.
3. Par le versement annuel des montants échelonnés susmentionnés, s'ajoutant au règlement des contributions dues l'année civile de mise en recouvrement et des éventuelles avances au Fonds de roulement, le Burundi sera considéré comme s'étant acquitté de ses obligations financières à l'égard de l'Organisation.
4. Les versements seront exigibles selon les modalités prévues à l'article 5.5 du Règlement financier.
5. Deux défaillances de versement des montants échelonnés rendront le présent plan nul et non avenu.

(Adoptée le 24 novembre 2007)

ADMISSION D'OBSERVATEURS¹⁰

Demandes d'admission à la qualité de membre

38. Le Directeur général avait provisoirement invité les États ayant demandé à être admis à la qualité de membre à se faire représenter par des observateurs jusqu'à ce qu'il ait été statué sur

¹⁰ C 2007/13; C 2007/LIM/9; C 2007/PV/2; C 2007/PV/11.

leurs demandes. La Conférence a approuvé les invitations adressées par le Directeur général à la Principauté d'Andorre, à la République du Monténégro et aux Îles Féroé.

Admission d'observateurs d'États non membres

39. La Conférence a confirmé l'invitation adressée par le Directeur général à la Principauté d'Andorre, à la République du Monténégro et aux Îles Féroé à participer à la session en qualité d'observateur.

Mouvements de libération

40. La Conférence a confirmé l'invitation adressée par le Directeur général, sur proposition du Conseil à sa cent trente-deuxième session, à l'Organisation de libération de la Palestine.

Organisations intergouvernementales et organisations internationales non gouvernementales

41. La Conférence a examiné la liste des organisations intergouvernementales et des organisations internationales non gouvernementales auxquelles le Directeur général avait provisoirement adressé une invitation à participer à la session et a confirmé ces invitations provisoires.

EXAMEN DE LA SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE¹¹

42. Cent quatorze Chefs de délégation et le Saint-Siège sont intervenus sur ce point de l'ordre du jour. Les Membres ont formulé des observations sur la situation générale de l'agriculture et de la sécurité alimentaire mondiale. Nombre d'entre eux ont également fourni des informations sur les problèmes se posant dans leur pays en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire. Quatre observateurs ont également pris la parole.

43. La Conférence a pris acte avec préoccupation de la persistance de la pauvreté, de la faim et de la sous-alimentation dans de nombreux pays du monde, ainsi que de la lenteur des progrès accomplis en vue de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement, notamment le premier objectif, et celui du Sommet mondial de l'alimentation, à savoir réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation pour 2015 au plus tard. Elle a toutefois noté avec satisfaction que l'on reconnaissait de plus en plus, au niveau international, le rôle important du développement rural dans la réalisation de ces objectifs et le rôle crucial du secteur agricole, en particulier pour réduire la faim et la pauvreté dans le monde. Elle a notamment souligné l'importance des investissements et des dépenses publiques pour garantir la fourniture de biens publics essentiels encourageant le développement agricole et rural. Elle a également souligné la nécessité d'assurer un accès adéquat des petits agriculteurs aux technologies appropriées et aux financements.

44. La Conférence a souligné la nécessité de concilier l'augmentation de la production agricole, qui permettra de nourrir une population mondiale en expansion, et l'utilisation durable de nos ressources naturelles ainsi que la préservation des services environnementaux fondamentaux. Elle s'est déclarée particulièrement préoccupée des effets des changements climatiques, notamment sur les pays et les populations les plus pauvres et les plus vulnérables. Elle a noté que l'agriculture, qui est en soi une source d'émission de gaz à effet de serre, serait probablement l'un des secteurs les plus touchés par les changements climatiques, mais qu'elle avait également des solutions à offrir. À cet égard, la Conférence a souligné la nécessité d'adopter des stratégies visant à éviter et atténuer les effets des changements climatiques. Elle a également noté la fréquence accrue des catastrophes naturelles et des épisodes climatiques extrêmes, qui étaient l'une des conséquences des changements climatiques mondiaux. À ce propos, la

¹¹ C 2007/2; C 2007/PV/4; C 2007/PV/5; C 2007/PV/6; C 2007/PV/7; C 2007/PV/8; C 2007/PV/11.

Conférence a souligné l'importance des programmes d'alerte rapide et d'aide d'urgence de la FAO. La Conférence a également souligné la nécessité de prendre des mesures appropriées afin d'assurer la préservation de la biodiversité et la gestion durable des ressources en eau. L'importance d'une gestion durable des ressources halieutiques et forestières a également été soulignée.

45. La Conférence a pris note des changements de grande ampleur survenus sur les marchés mondiaux des produits agricoles. Elle s'est déclarée préoccupée par les effets de la hausse des prix des produits de base sur l'accès aux aliments et la sécurité alimentaire dans de nombreux pays. Elle a également appelé l'attention sur la croissance rapide de la production de biocarburants, qui avait un effet important sur les marchés des produits agricoles. Elle a reconnu que si le développement de la production de biocarburants pouvait présenter des perspectives intéressantes pour les producteurs agricoles des pays en développement, il risquait également d'avoir des conséquences négatives sur la sécurité alimentaire, du fait de la concurrence avec la production vivrière pour l'utilisation des terres et des ressources naturelles et de la hausse des prix des produits alimentaires. Elle a demandé au Secrétariat d'analyser les effets du développement des biocarburants sur le plan économique ainsi que sur celui de l'environnement et de la sécurité alimentaire. À cet égard, les participants ont appuyé les conférences de haut niveau prévues par la FAO en 2008, notamment en ce qui concerne les effets des changements climatiques et les bioénergies.

46. De nombreux Membres ont également souligné l'importance d'un système commercial international libre et fondé sur des règles équitables; ils ont appelé à conclure rapidement et de manière positive le Cycle de négociations commerciales multilatérales de Doha. Plusieurs Membres ont également demandé une assistance technique pour le renforcement des capacités dans ce domaine.

47. Des Membres ont mentionné un certain nombre d'autres domaines prioritaires pour la FAO, y compris les ravageurs et les maladies transfrontières (notamment la grippe aviaire), les effets du VIH/SIDA, le travail normatif dans le cadre de la Commission du Codex Alimentarius, la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV), la concrétisation progressive du droit à l'alimentation ainsi que la collecte et la diffusion de données et d'informations statistiques. L'accent a été mis en particulier sur le rôle de la FAO en tant qu'organisation du savoir. Plusieurs Membres ont également souligné le rôle critique des femmes dans le développement agricole et rural et ont instamment invité à poursuivre l'intégration des questions de parité dans les activités de la FAO.

48. La Conférence a confirmé le rôle important de la FAO dans la fourniture d'une assistance technique aux États Membres, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Plusieurs Membres ont spécifiquement reconnu la contribution importante de la FAO à leurs efforts nationaux de développement.

49. La Conférence a réaffirmé le rôle indispensable de la FAO, qui continuait à fournir nombre de services irremplaçables, mais a noté la nécessité de réformer la FAO pour lui permettre de bien remplir son mandat. Elle s'est félicitée du rapport de l'Évaluation externe indépendante (EEI), une étude bien documentée et détaillée qui servira de base pour la réforme de la FAO, dans le cadre de la réforme d'ensemble du système des Nations Unies, afin de renforcer l'Organisation et d'améliorer son efficacité. Elle s'est également félicitée de la réponse de principe de la Direction à ce rapport, qui avait été préparée par le Secrétariat.

QUESTIONS DE FOND ET DE POLITIQUE GÉNÉRALE AYANT TRAIT À L'ALIMENTATION ET À L'AGRICULTURE

RAPPORT DE SITUATION SUR L'APPLICATION DU PLAN D'ACTION POUR LA PARITÉ HOMMES-FEMMES ET LE DÉVELOPPEMENT¹²

50. La Conférence a rappelé qu'à sa trente-troisième session, en novembre 2005, elle avait demandé à l'Organisation de préparer un nouveau Plan d'action pour la parité hommes-femmes et le développement (2008-2013) et d'élaborer le troisième rapport de situation sur l'application du Plan d'action en cours pour la parité hommes-femmes et le développement (2002-2007).

51. Les Membres ont accueilli favorablement le nouveau Plan et se sont félicités du fait que le document avait été rédigé avec la pleine participation des divisions techniques. Ils se sont déclarés satisfaits de l'incorporation du Plan dans le Programme de travail et budget de la FAO, et des liens spécifiques au Cadre stratégique ainsi qu'aux objectifs du Millénaire pour le développement. Certains Membres ont constaté avec satisfaction que le Plan se conformait aux recommandations de l'EEL. Ils ont noté avec satisfaction les domaines prioritaires mis en évidence dans le nouveau Plan, ainsi que les orientations et les priorités du programme, telles que décrites dans le document.

52. Les Membres ont accueilli favorablement le rapport de situation et ont félicité la FAO pour ses progrès en matière d'intégration de la parité hommes-femmes, tout en notant les défis restants. Ils ont entériné le rapport en signalant la nécessité de renforcer la responsabilisation de tous les cadres supérieurs; de veiller à ce que les cadres supérieurs faisant office de points de contact pour la parité hommes-femmes soient sélectionnés dans ce but et évalués sur la base des résultats obtenus; de s'assurer que des ressources humaines et financières adéquates soient consacrées à sa mise en œuvre; de mettre en place un système de suivi et d'évaluation; d'augmenter la sensibilisation parmi les membres du personnel; de renforcer les capacités du personnel dans le domaine de l'intégration de la parité hommes-femmes; et de créer un meilleur équilibre hommes-femmes au niveau du personnel de la FAO, notamment en ce qui concerne les postes de direction.

53. Les Membres se sont félicités de l'élargissement de la collaboration de la FAO avec les autres organismes des Nations Unies, en particulier les institutions basées à Rome, dans des domaines tels que le programme de formation en analyse socioéconomique selon les questions de parité hommes-femmes (SEAGA). En même temps, les Membres sont convenus que cette collaboration devait être renforcée, notamment en accentuant la collecte des données et statistiques désagrégées par sexe et en élaborant des indicateurs qui rendent compte de la parité.

54. L'introduction dans le Plan de nouvelles questions telles que les situations de crise, le changement climatique et la bioénergie, les maladies et la mondialisation a été favorablement accueillie. Un Membre a insisté sur la nécessité d'un suivi de la Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural (CIRADR), en lui allouant les financements nécessaires; il a souligné que la parité était une question importante parmi la vaste gamme de questions cruciales ayant trait au développement rural, y compris un accès plus démocratique à la terre. Des Membres ont souligné qu'il était nécessaire de lier les travaux de la FAO en matière d'intégration de la parité hommes-femmes aux efforts et programmes pilotes « Unis dans l'action » déployés au niveau national et à la réalisation des Objectifs 3 et 1 du Millénaire pour le développement.

55. La Conférence s'est félicitée des travaux d'intégration des questions de parité hommes-femmes réalisés à ce jour, et les Membres ont approuvé l'importance accordée à la mise en œuvre dans le nouveau Plan. Des Membres ont souligné la nécessité d'avoir une stratégie de mise en œuvre qui se base à la fois sur des interventions ciblées, quantifiables et spécifiques et sur

¹² C 2007/16; C 2007/19; C 2007/I/PV/1; C 2007/I/PV/3; C 2007/PV/11.

l'intégration des questions de parité. Ce ciblage devrait définir les résultats attendus et pas seulement les produits.

56. Enfin, la Conférence a approuvé le nouveau Plan d'action de la FAO pour la parité hommes-femmes et le développement, 2008-2013.

RAPPORT INTÉrimAIRE SUR L'EXAMEN TRIENNAl D'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES DE DÉVELOPPEMENT DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES¹³

57. La Conférence a rappelé qu'un rapport intérimaire avait été présenté pour donner suite à la Résolution 13/2005 de la Conférence de la FAO. Cette résolution demandait au Directeur général de prendre les dispositions nécessaires pour la mise en application pleine et entière de la Résolution 59/250 de l'Assemblée générale sur l'examen triennal d'ensemble des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (2004).

58. La Conférence a pris note avec satisfaction du rapport intérimaire et de son analyse pertinente de l'approche suivie par la FAO pour mettre en œuvre la résolution sur l'examen triennal d'ensemble. La Conférence a reconnu que la réponse de la FAO à l'examen triennal avait été importante et de grande ampleur et elle a encouragé la FAO à poursuivre sur cette voie. Certains Membres se sont félicités de la participation de la FAO au processus pilote « Unis dans l'action » et l'ont encouragée tout en notant que le rapport du Groupe de haut niveau sur la cohérence à l'échelle du système des Nations Unies devait encore être examiné au niveau intergouvernemental.

59. Plusieurs Membres ont recommandé à la FAO de poursuivre ses efforts concernant la mise en œuvre de la Résolution 13/2005 de la Conférence, conformément aux recommandations de l'EEl, alors qu'un Membre a fait remarquer que les conclusions de l'EEl étaient encore examinées par les organes directeurs.

60. La Conférence a souligné le rôle de la FAO dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement - notamment les Objectifs 1, 7, et 8 – et a reconnu les contributions de grande portée de la FAO à la coopération Sud-Sud, aux secours d'urgence et au passage de la phase des secours aux activités de développement, ainsi qu'au renforcement des capacités au niveau national. Sur ce dernier point, la Conférence a souligné qu'il importait que le renforcement des capacités appuie la prise en charge nationale, qu'il soit aligné sur les priorités nationales et fondé sur l'exécution nationale.

61. La Conférence a pris note de l'engagement ferme de la FAO vis-à-vis du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) et du bon fonctionnement du système des Coordonnateurs résidents. Elle a reconnu les défis que les institutions spécialisées doivent relever afin d'être en mesure d'aider les pays à appliquer les normes internationales relevant de leurs mandats spécifiques, dans le cadre du PNUAD, en reconnaissant le rôle important de la FAO à cet égard. Elle a encouragé la FAO à créer davantage de partenariats dans ce domaine (avec les donateurs et les organisations du système des Nations Unies, ainsi qu'aux niveaux régional et national). La Conférence a en outre reconnu qu'il fallait veiller à ce que les dépenses de coordination ne se traduisent pas par un détournement des ressources consacrées aux activités de développement. À cet égard, il a été noté que les dépenses de coordination devraient être évaluées par rapport aux coûts qu'entraînerait une absence de coordination. Il a également été souligné que la mobilisation de fonds par les Coordonnateurs résidents ne devrait pas être la seule source de mobilisation de ressources au niveau national pour les institutions spécialisées et qu'il devrait être possible de mobiliser des fonds pour des activités normatives. Un Membre a souligné l'importance du principe selon lequel il n'existe pas de « prêt-à-porter taille unique » pour les activités

¹³ C 2007/17; C 2007/LIM/11; C 2007/I/PV/1; C 2007/I/PV/3; C 2007/PV/11.

opérationnelles au niveau national, en ajoutant qu'il convenait de préserver le caractère unique des institutions spécialisées au sein du système des Nations Unies.

62. La Conférence, tout en indiquant que le processus de réforme offrait des possibilités uniques d'accroître la pertinence et l'efficacité des institutions spécialisées du système des Nations Unies, a reconnu les défis qui se posaient aux institutions spécialisées pour la mise en œuvre de la résolution sur l'examen triennal. Elle a notamment admis que les financements devaient être adéquats, disponibles et prévisibles. Un Membre a souligné la nécessité d'accroître les ressources du Programme ordinaire de la FAO, en ajoutant que les activités opérationnelles pour le développement ne devraient pas dépendre exclusivement des contributions extrabudgétaires. Un autre Membre a pris note avec préoccupation de la baisse de l'aide publique au développement, en reconnaissant les difficultés auxquelles la FAO était en butte en raison d'un manque de ressources assurées et programmables au niveau national. La Conférence a recommandé que la FAO élabore une stratégie cohérente et dynamique de mobilisation des ressources autour de thèmes prioritaires en rapport avec son mandat.

63. La Conférence a reconnu que l'examen triennal devait être pris comme base pour le renforcement de la coopération entre les organismes ayant leur siège à Rome (le FIDA, le PAM et la FAO). La Conférence est venue qu'un autre rapport intérimaire devrait être préparé pour la session de 2009 de la Conférence, compte tenu des résultats des consultations en cours à l'Assemblée générale des Nations Unies concernant l'examen triennal.

64. La Conférence a adopté la résolution ci-après:

RÉSOLUTION 2/2007

Mise en œuvre de la Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'examen triennal d'ensemble des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies

LA CONFÉRENCE,

Rappelant sa Résolution 13/2005,

Consciente de l'importance cruciale du processus de réforme des Nations Unies lancé par le Secrétaire général de l'ONU concernant, entre autres, les activités opérationnelles de développement et visant à la fois à assurer une meilleure coordination des activités sur le terrain et à exécuter les services de manière cohérente et efficace,

Compte tenu des recommandations pertinentes figurant dans le rapport sur l'Évaluation externe indépendante de la FAO:

1. **Prend note** du rapport intérimaire établi par le Secrétariat sur l'application de la Résolution 13/2005,
2. **Prie** le Directeur général de poursuivre les efforts qu'il a engagés pour appliquer pleinement la Résolution 13/2005,
3. **Demande** au Secrétariat de la FAO de soumettre à la prochaine session ordinaire de la Conférence un rapport intérimaire sur l'application de la Résolution 13/2005, tenant compte des conclusions des négociations de la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale sur l'examen triennal d'ensemble des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies.

(Adoptée le 24 novembre 2007)

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL ONU/FAO¹⁴

65. De nombreux Membres ont souligné l'importance des partenariats entre le Programme alimentaire mondial (PAM), les organismes ayant leur siège à Rome et d'autres institutions des Nations Unies et ONG pour lutter contre la faim. De nouveaux partenariats stratégiques devraient également être établis afin d'accroître l'efficacité du PAM et de réduire les coûts. Si certains Membres ont rendu hommage aux efforts engagés dans le cadre du Programme conjoint ainsi qu'au nombre record de partenariats noués avec les ONG, d'autres ont recommandé aux organismes de Rome d'étendre leurs initiatives de coopération.

66. Certains Membres ont pris acte de l'approche globale et participative adoptée par le PAM pour préparer son Plan stratégique (2008-2011) et ont souligné la nécessité pour le Programme d'assurer une représentation équilibrée des sexes et des zones géographiques dans ses efforts de restructuration des ressources humaines. Un Membre a noté que le nouveau Plan stratégique du PAM devrait faire des choix sur ce qui constitue le plus grand avantage comparatif du Programme. D'aucuns craignent en outre que le nouveau Plan de gestion du PAM (2007-2008) n'ait effectivement réduit certains postes de base destinés à l'évaluation des besoins au moment même où ils étaient le plus nécessaires.

67. De nombreux Membres ont félicité le PAM pour l'efficacité avec laquelle il a exercé son mandat, pour ses activités d'aide humanitaire et de développement ainsi que pour ses efforts d'éradication de la faim chez les enfants et au plan mondial. Ils ont également salué les nouvelles initiatives en cours pour mettre un terme à la faim et à la malnutrition. Les participants ont souligné que le PAM joue un rôle important dans les pays en développement, dans la mesure où il contribue à la réalisation des OMD en promouvant la sécurité alimentaire et en éradiquant la pauvreté.

68. Certains Membres ont félicité le PAM pour l'efficacité de ses opérations d'urgence, qui ont bénéficié de l'amélioration de ses mécanismes de ciblage. Hommage a également été rendu aux apports du Programme à la cartographie de la vulnérabilité ainsi qu'à son rôle moteur dans le renforcement des réformes des Nations Unies dans les domaines de la logistique et de l'aide humanitaire.

69. Des regrets ont été exprimés quant à la baisse continue de la part du financement pleinement multilatéral du PAM. Il a été souligné que l'aide devait être inconditionnelle et souple, comme prévu dans la Déclaration de Paris.

ANNÉE INTERNATIONALE DE LA POMME DE TERRE 2008¹⁵

70. La Conférence a rappelé que lors de sa trente-troisième session, en novembre 2005, elle avait adopté la Résolution 4/2005 à la suite de laquelle l'Assemblée générale des Nations Unies, à sa soixantième session, en décembre 2005, avait proclamé 2008 Année internationale de la pomme de terre.

71. La Conférence a souligné la très grande importance sociale, culturelle et économique de la pomme de terre, dans le monde entier, et a réaffirmé que la conservation des variétés et le développement de systèmes durables de production de pommes de terre et d'aliments étaient des éléments centraux pour parvenir à la sécurité alimentaire mondiale et réduire la pauvreté rurale dans de nombreuses régions du monde.

72. La Conférence a noté avec satisfaction que la FAO avait relevé avec détermination l'invitation de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui lui demandait de jouer un rôle de premier plan afin de faciliter la mise en route de l'Année internationale de la pomme de terre dans

¹⁴ C 2007/INF/10; C 2007/INF/14; C 2007/I/PV/2; C 2007/I/PV/3; C 2007/PV/11.

¹⁵ C 2007/14; C 2007/I/PV/2; C 2007/I/PV/3; C 2007/PV/11.

ses dimensions technologiques, environnementales, économiques et sociales, dans le cadre de sa mission, de façon à mieux faire connaître le rôle de la pomme de terre (*Solanum tuberosum*) ainsi que sa place dans le régime et les systèmes alimentaires de la population mondiale. Elle a noté qu'il convenait d'encourager la recherche, la conservation et le développement afin de contribuer à la réalisation d'Objectifs du Millénaire pour le développement tels que l'élimination de la faim et de la pauvreté.

73. La Conférence a reconnu que l'Année internationale de la pomme de terre offrait une occasion très importante à la communauté mondiale de travailler ensemble en vue d'atteindre un objectif commun et a souligné le rôle essentiel qui devait être joué aux niveaux local et national, avec la participation de toutes les parties prenantes, y compris des partenaires de la société civile et du secteur privé, pour atteindre les objectifs de l'Année internationale de la pomme de terre.

74. La Conférence a noté que les objectifs de l'Année internationale de la pomme de terre bénéficiaient d'un appui vigoureux et de grande ampleur, en faisant remarquer que des campagnes et programmes nationaux destinés à célébrer l'Année internationale de la pomme de terre avaient déjà été lancés dans de nombreux pays. Elle a encouragé le Secrétariat à appuyer davantage ces efforts et à continuer à partager les informations disponibles et à jouer un rôle de sensibilisation. Elle a également demandé aux États Membres d'appuyer les activités de l'Année internationale de la pomme de terre qui contribuaient à renforcer la sécurité alimentaire et le développement durable.

75. La Conférence a noté qu'un projet multidonateur avait été créé pour permettre aux donateurs et aux partenaires de soutenir les travaux normatifs de la FAO à l'appui des préparatifs et de la réalisation de l'Année internationale de la pomme de terre, ainsi que son suivi et l'établissement de rapports. Elle a reconnu l'appui généreux fourni par plusieurs donateurs et partenaires du secteur privé, qui avaient déjà fourni des contributions au Fonds fiduciaire, mais elle a souligné que des contributions complémentaires de 500 000 dollars EU étaient nécessaires, afin de garantir la réussite de la célébration de l'Année internationale de la pomme de terre en 2008, aux niveaux national et régional.

76. La Conférence a reconnu que la pomme de terre était une culture importante à la fois pour intensifier et pour diversifier les systèmes agricoles et elle a admis qu'il restait encore à résoudre de nombreux défis techniques affectant directement la production de pommes de terre et les systèmes alimentaires à base de pomme de terre. La Conférence, estimant que l'Année internationale de la pomme de terre était une première étape d'un processus continu, a instamment invité la FAO à appuyer les États Membres, en 2008 et au-delà, pour réaliser des programmes et stratégies de développement durable du secteur de la pomme de terre, à l'échelle nationale.

77. La Conférence a noté que, manifestement, des années internationales étaient proclamées de plus en plus souvent et elle a demandé instamment que la question du financement soit examinée soigneusement bien avant la proclamation de toute année à l'avenir. Elle a en outre recommandé que l'impact de l'Année internationale de la pomme de terre, une fois celle-ci terminée, soit évalué et communiqué à la Conférence.

ANNÉE INTERNATIONALE DES FIBRES NATURELLES 2009¹⁶

78. La Conférence a rappelé qu'à sa trente-troisième session, tenue en 2005, elle avait approuvé la Résolution 3/2005 proposant de faire de 2009 l'Année internationale des fibres naturelles. Elle a noté que le Directeur général avait transmis cette résolution au Secrétaire général des Nations Unies et que l'Assemblée générale avait, en décembre 2006, proclamé 2009 Année internationale des fibres naturelles.

¹⁶ C2007/15; C 2007/I/PV/2; C 2007/I/PV/3; C 2007/PV/11.

79. La Conférence a pris note de l'importance économique des diverses fibres naturelles dans les pays producteurs et consommateurs. De nombreux petits agriculteurs et ouvriers du textile dépendent de la production et de l'exportation des fibres naturelles, qui de ce fait contribuent notablement à la réduction de la pauvreté et à la sécurité alimentaire, surtout dans les zones rurales.

80. La Conférence a pris acte de l'avancement des premiers préparatifs de l'Année internationale de fibres naturelles, notamment du dialogue qui s'est instauré entre les participants des branches d'activité liées aux fibres naturelles, et de la formulation des objectifs de l'Année. Elle s'est félicitée du rôle moteur que la FAO serait amenée à jouer dans les activités de 2009. Toutefois, elle a reconnu qu'il restait encore beaucoup à faire pour assurer le succès de l'Année internationale des fibres naturelles, ce qui nécessiterait des ressources extrabudgétaires considérables. Elle a vivement engagé les Membres à soutenir l'Année internationale afin que ses avantages potentiels puissent se concrétiser.

81. La Conférence a noté que, manifestement, des Années internationales étaient proclamées de plus en plus souvent, et elle a demandé instamment que la question du financement des années internationales et de leur justification soit examinée soigneusement, en collaboration avec d'autres institutions des Nations Unes, bien avant leur proclamation. Elle a en outre recommandé que l'impact de l'Année internationale des fibres naturelles, une fois celle-ci terminée, soit évalué et communiqué à la Conférence.

QUESTIONS RELATIVES AU PROGRAMME ET AU BUDGET

RAPPORT SUR L'EXÉCUTION DU PROGRAMME 2004-2005¹⁷

82. La Conférence s'est félicitée de ce document concis et mieux ciblé, qui donnait une vue d'ensemble des réalisations de l'Organisation et dressait une synthèse de l'exécution du programme, selon l'approche axée sur les résultats. Elle a noté que le Rapport sur l'exécution du Programme était complété par l'évaluation de réalisations et d'objectifs à plus long terme qui fait l'objet d'évaluations indépendantes portant sur un horizon temporel plus long que l'évaluation biennale quantitative contenue dans le Rapport sur l'exécution du Programme.

83. La Conférence a déclaré attendre avec intérêt de nouvelles améliorations au format du Rapport sur l'exécution du Programme, axé sur les résultats. Cela suppose notamment une analyse ultérieure du PCT du point de vue de l'efficacité et de l'efficience; l'articulation des réalisations du programme par rapport aux résultats prévus et escomptés, avec une analyse plus quantitative des réalisations et des résultats des auto-évaluations; une analyse plus approfondie du rôle catalytique des projets du PCT et de leur relation avec les programmes de la FAO, notamment par le truchement de l'appui au renforcement des capacités; la description des résultats de la collaboration avec les partenaires, notamment avec les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome et une présentation plus claire des dimensions régionales.

84. La Conférence a noté avec satisfaction que le Programme ordinaire avait utilisé pleinement les ressources inscrites au budget et avait exécuté le programme de travail comme prévu. Les Membres ont souligné les résultats positifs obtenus lors de l'exécution des programmes, y compris les travaux du Codex et l'application du mécanisme de mise en recouvrement fractionnée des contributions. Des inquiétudes ont été exprimées quant à l'effet des virements effectués à partir du Chapitre 2 sur l'exécution et au coût de l'appui au Programme de terrain. Les Membres ont rappelé l'importance fondamentale du Programme de coopération technique et ont invité instamment le Secrétariat à maintenir les allocations budgétaires lors de la mise en œuvre.

¹⁷ C 2007/8; C 2007/LIM/2; CL 131/PV/5; CL 131/PV/6; CL 131/PV/11; C 2007/II/PV/1; C 2007/PV/11.

85. La Conférence a apprécié la description détaillée concernant la répartition géographique et l'équilibre hommes-femmes dans le cadre organique, qui ont été examinés régulièrement par le Comité financier. Certains Membres se sont inquiétés de la faible représentation de la région Asie parmi les membres du cadre organique et ont instamment invité le Secrétariat à poursuivre ses initiatives afin d'y remédier.

RAPPORT D'ÉVALUATION DU PROGRAMME¹⁸

86. La Conférence a noté les améliorations progressives de la méthodologie, du détail et de la portée des activités d'évaluation de la FAO.

87. La Conférence a exprimé le souhait de recevoir le Rapport d'évaluation du Programme dans de meilleurs délais aux futures sessions. Il a été rappelé qu'à sa dernière session, la présentation et le contenu de ce rapport avaient été modifiés, ce dont la Conférence s'était félicitée. Le Rapport d'évaluation du Programme donnait un résumé de l'évolution des arrangements institutionnels et des politiques régissant l'évaluation, y compris de la décision, prise par le Conseil en juin 2007, de procéder à l'évaluation complète des activités financées par des ressources extrabudgétaires. Le rapport présentait aussi un résumé d'une évaluation, réalisée à la demande de l'Évaluation externe indépendante de la FAO, de la fonction d'évaluation, ainsi que des résumés des évaluations qui avaient été examinées par le Comité du Programme et le Conseil.

88. La Conférence a réaffirmé l'importance du rôle que les évaluations indépendantes jouaient dans l'obligation institutionnelle de rendre compte et dans l'amélioration de l'Organisation. Elle a été informée que le travail d'évaluation avait fait l'objet d'un examen constant du Comité du Programme pour veiller à ce qu'il soit conforme à l'évolution des normes en la matière et à ce qu'il continue à s'adapter et à répondre aux besoins tant des Membres que de la Direction.

PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET 2008-09¹⁹

89. La Conférence a examiné le Programme de travail et budget proposé pour l'exercice 2008-09, compte tenu des vues exprimées par le Conseil à sa cent trente-troisième session, qui s'était tenue la semaine précédente.

Portée du PTB

90. La Conférence a reconnu que la version intégrale du PTB répondait aux orientations fournies par le Conseil à sa session de juin 2007 et a noté que le « budget de maintenance » présenté, qui comme l'a expliqué le Secrétariat, visait à préserver les priorités de fond récemment indiquées par les Membres, mais incluait aussi les augmentations de coûts prévues ainsi que d'autres ressources requises pour maintenir le pouvoir d'achat des programmes de la FAO au niveau approuvé pour l'exercice 2006-07, prévoyait une augmentation d'un peu plus de 120 millions de dollars EU (101,4 millions de dollars pour les augmentations de coûts, plus 18,7 millions pour les dépenses supplémentaires qui avaient été examinées ou approuvées par les Membres pour la période 2008-09, y compris les dépenses d'investissement, les coûts ponctuels et de transition découlant des réformes approuvées et l'introduction progressive du russe comme langue de la FAO).

91. La Conférence a également noté que le PTB contenait des propositions graduelles visant à reconstituer les réserves et à financer les obligations de dépenses à long terme de manière à rétablir la santé financière de l'Organisation; ces propositions se limitaient, pour l'exercice 2008-09, à une reconstitution partielle du Compte de réserve spécial à hauteur de 6,4 millions de

¹⁸ C 2007/4; C 2007/II/PV/1; C 2007/PV/11.

¹⁹ C 2007/3; C 2007/LIM/14; C 2007/II/PV/2; C 2007/PV/11.

dollars EU (comme prévu dans un projet de résolution figurant dans le PTB) et une contribution complémentaire de 30,9 millions de dollars EU pour financer les obligations de dépenses de l'assurance maladie après la cessation de service, au titre des services passés, comme le recommandaient les dernières évaluations actuarielles.

92. La Conférence a en outre constaté que la version intégrale du PTB répondait aux attentes exprimées par le Comité du Programme, le Comité financier et le Conseil, dans la mesure où aucun changement majeur de priorité n'avait été introduit, en attendant les résultats de l'EEI, et les ressources du Programme ordinaire et les fonds extrabudgétaires avaient été présentés de manière plus intégrée. En outre, le document mettait particulièrement en évidence, comme suggéré par le Conseil, les travaux prévus dans quatre domaines multidisciplinaires clés: gestion des connaissances, renforcement des capacités, changements climatiques et bioénergies.

Liens avec l'EEI

93. La Conférence a noté que, faute de temps, les propositions du PTB n'avaient pas pu intégrer des mesures destinées à assurer le suivi de l'EEI et elle a reconnu que les deux processus parallèles d'examen intergouvernemental du PTB et des documents de l'EEI convergeaient au cours de la présente session de la Conférence.

94. À cet égard, la Conférence a reconnu que des ressources complémentaires seraient nécessaires en 2008 pour appuyer le suivi du rapport de l'EEI, y compris la formulation d'un Plan d'action immédiate et d'un projet de Cadre stratégique.

Opinions sur le montant du budget

95. La majorité des Membres ont appuyé le budget de maintenance proposé qui, à leur avis, représentait le strict minimum pour permettre à l'Organisation de continuer à fonctionner et à servir ses Membres sans bouleversements au cours du prochain exercice biennal, tout en s'engageant dans un processus rationnel de réforme. En même temps, ils ont noté avec regret que les crédits affectés au PCT resteraient nettement en dessous du niveau fixé par la Conférence en 1989, à savoir 17 pour cent du budget total. Ces mêmes Membres ont également appuyé les propositions préliminaires du PTB visant à rétablir la santé financière de l'Organisation, y compris la reconstitution partielle du Compte de réserve spécial. Ils ont souligné que les réserves de l'Organisation, y compris le Fonds de roulement et le Compte de réserve spécial, devraient être relevées au cours des prochains exercices biennaux pour éviter la crise de liquidités que l'Organisation connaît chaque année. Ils ont noté que le budget de maintenance était en accord avec la croissance réelle zéro du budget pour 2008-09 et la « réforme dans la croissance » recommandées par l'EEI.

96. De nombreux autres Membres, tout en appuyant le principe d'un budget de maintenance, ont déclaré qu'ils s'attendaient à un montant inférieur du budget, rendu possible par d'importants gains d'efficience, sans qu'il faille réduire les programmes. Compte tenu du processus en cours de l'EEI, ces membres ont jugé qu'il serait nécessaire de prévoir, dans la résolution sur les ouvertures de crédit, un mécanisme de réexamen, afin d'ajuster le PTB, y compris le budget, lors de la session extraordinaire de la Conférence, en 2008. En outre, ils n'étaient pas d'accord avec les propositions visant, à ce stade, à reconstituer le Compte de réserve spécial et à accroître les contributions pour financer l'amortissement de l'assurance-maladie après la cessation de service.

97. Certains autres Membres n'étaient pas non plus d'accord avec les propositions de reconstitution du Compte de réserve spécial et d'augmentation des contributions pour financer l'amortissement de l'assurance-maladie après la cessation de service. Ils ont également noté que différentes interprétations pouvaient être données au concept de budget de maintenance. Ils ont souligné l'importance de nouveaux gains d'efficience, qui devaient permettre de maintenir les programmes en l'état avec moins de ressources que ce qui était proposé. Ils ont estimé que le budget de maintenance devrait être vu dans le contexte des opérations en cours plutôt que dans celui des activités prévues en 2008-09.

98. De nombreux Membres s'attendaient à ce que la mise en application des recommandations de l'EEI à court terme et à plus long terme, dans le cadre du Plan d'action immédiate qui serait approuvé par une session extraordinaire de la Conférence au cours du second semestre de 2008, aide grandement à clarifier les besoins totaux du budget ordinaire pour le prochain exercice biennal. Certains Membres ont estimé que les crédits budgétaires pour la première année pourraient être délibérément limités aux montants nécessaires pour préserver les programmes les plus importants.

99. Certains Membres ont estimé que le montant du budget pour le prochain exercice biennal était trop élevé et irréaliste.

100. Un Membre a souligné qu'il ne pouvait pas appuyer le montant du budget proposé dans le PTB, car il n'était pas conforme à la discipline financière que son pays attendait des organisations internationales, d'autant plus que l'application des recommandations de l'EEI devrait se traduire par d'importants gains d'efficacité.

101. Un autre Membre a souligné que les propositions du PTB ne pouvaient pas être examinées de manière isolée, car l'EEI offrait une occasion unique d'introduire des réformes importantes visant à renforcer la FAO et à améliorer son efficacité. Il a souligné que son Gouvernement préférerait un montant du budget nettement inférieur à celui prévu dans le budget de maintenance présenté dans le PTB.

102. Compte tenu des divergences d'opinions, un Groupe des « Amis du Président » a été créé afin d'aider à rapprocher les points de vue concernant le montant du budget.

103. La Conférence a adopté la résolution ci-après:

RÉSOLUTION 3/2007²⁰

Ouvertures de crédits 2008-09

LA CONFÉRENCE,

Ayant examiné, à la lumière de sa Résolution 5/2007, le Programme de travail et budget présenté par le Directeur général;

Ayant examiné les ouvertures nettes de crédits de 867 628 000 dollars EU, proposées pour l'exercice financier 2008-09 au taux de change de 2006-07, de 1 euro = 1,19 dollar EU, ce qui suppose des dépenses de 432 148 000 dollars EU et de 365 950 000 euros;

Ayant considéré que les crédits nets ci-dessus équivalent à 929 840 000 dollars EU au taux de change de 1 euro = 1,36 dollar EU établi pour 2008-09, après conversion de la portion en euros;

1. **Approuve** le Programme de travail proposé par le Directeur général pour 2008-09, comme suit:

- a) Des crédits budgétaires sont ouverts, au taux de change de 1 euro = 1,36 dollar EU, pour les objets suivants:

		\$EU
Chapitre 1:	Gouvernance de l'Organisation	27 038 000
Chapitre 2:	Systèmes alimentaires et agricoles durables	266 474 000
Chapitre 3:	Échange des connaissances, politiques générales et activités de plaidoyer	239 851 000

²⁰ C 2007/PV/9.

Chapitre 4:	Décentralisation, coopération à l'échelle du système des Nations Unies et exécution du programme	234 553 000
Chapitre 5:	Services de gestion et de supervision	139 671 000
Chapitre 6:	Imprévus	600 000
Chapitre 8:	Dépenses d'équipement	20 378 000
Chapitre 9:	Dépenses de sécurité	23 420 000
Économies et gains d'efficience complémentaires, non identifiés		-22 145 000
Ouverture totale de crédits (chiffre net)		929 840 000
Chapitre 10:	Transfert au Fonds de péréquation des impôts	94 300 000
Ouverture totale de crédits (chiffre brut)		1 024 140 000

- b) Les ouvertures de crédits (chiffre net) votées au paragraphe a) ci-dessus comprennent, au Chapitre 1, un montant de 4 000 000 dollars EU destiné à financer l'application de la Résolution sur le suivi de l'Évaluation externe indépendante de la FAO (Résolution 5/2007) et un montant de 1 700 000 dollars EU pour l'adoption du russe en tant que langue de l'Organisation.
 - c) Les ouvertures (nettes) de crédits budgétaires ouvertes au paragraphe a) ci-dessus, après déduction du montant estimé des Recettes accessoires (5 000 000 dollars EU), seront couvertes par les contributions des États Membres, pour un montant total de 924 840 000 dollars EU.
 - d) Ces contributions sont fixées en dollars EU et en euros et comprendront 428 258 000 dollars EU et 365 134 000 euros. Cela traduit une répartition de 46,5 pour cent en dollars EU et 53,5 pour cent en euros pour les ouvertures de crédits nettes et de 77,8 pour cent en dollars EU et 22,2 pour cent en euros pour les recettes accessoires.
 - e) Un montant supplémentaire de 14 100 000 dollars EU sera également financé par des contributions des États Membres pour financer l'amortissement de l'Assurance maladie après la cessation de service. Les contributions seront fixées en dollars EU et en euros, avec une répartition de 40 pour cent en dollars EU et 60 pour cent en euros, soit respectivement 5 640 000 dollars EU et 6 221 000 euros.
 - f) Les contributions totales dues par les États Membres pour mettre en œuvre le Programme de travail approuvé et financer l'amortissement de l'Assurance maladie après la cessation de service se chiffreront à 433 898 000 dollars EU et 371 355 000 euros. Ces contributions dues par les États Membres en 2008 et 2009 seront payées conformément au barème adopté par la Conférence à sa trente-quatrième session.
 - g) Pour le calcul de la contribution effectivement due par chaque État Membre, un montant supplémentaire sera exigible, par l'intermédiaire du Fonds de péréquation des impôts, pour tout État Membre qui perçoit des impôts sur les traitements, émoluments et indemnités versés par la FAO aux fonctionnaires, impôts que l'Organisation rembourse aux fonctionnaires intéressés. Un montant provisionnel de 11 600 000 dollars EU a été prévu à cette fin.
2. **Demande** au Directeur général de présenter un rapport au Comité financier sur les ajustements apportés au Programme de travail et budget pour les économies et gains d'efficience complémentaires non identifiés, à hauteur de 22 145 000 dollars EU, mentionnés au paragraphe 1 a) ci-dessus, qui ne sont pas actuellement reflétés dans la structure par chapitre, en notant que les virements à l'intérieur des chapitres ou d'un

chapitre à l'autre qui seraient nécessaires afin de mettre en application les propositions seront traités en vertu des dispositions de l'Article 4.5 du Règlement financier.

3. **Se réserve** le droit, à sa session extraordinaire de novembre 2008, de réexaminer les ouvertures nettes de crédit votées au paragraphe 1 a) ci-dessus afin d'approuver tout ajustement qui pourrait s'avérer nécessaire après les décisions prises à propos du Plan d'action immédiate établi à la suite de l'Évaluation externe indépendante de la FAO (EEI).
4. **Encourage** les Membres à fournir des contributions volontaires pour faciliter les mesures rapides qui peuvent être décidées par le Directeur général afin de donner suite aux recommandations de l'EEI.

(Adoptée le 23 novembre 2007)

RÉSOLUTION 4/2007²¹

Reconstitution du Compte de réserve spécial

LA CONFÉRENCE,

Notant qu'un des objectifs du Compte de réserve spécial, créé par la Résolution 13/81 de la Conférence, est, sous réserve de l'examen et de l'approbation préalables du Comité du Programme et du Comité financier, de financer les dépenses supplémentaires non inscrites au budget mais afférentes à des programmes approuvés et qui résultent de poussées inflationnistes imprévues, dans la mesure où ces dépenses ne peuvent être couvertes par voie d'économie budgétaire sans nuire à l'exécution de ces programmes;

Notant que le Comité du Programme et le Comité financier, à leur réunion conjointe de septembre 2006, étaient convenus d'imputer au Compte de réserve spécial une partie de l'augmentation non prévue et non budgétisée des traitements des agents des Services généraux en 2006-07 découlant des conclusions de l'étude relative aux traitements du personnel des services généraux, à hauteur de 6,4 millions de dollars EU, et que cette décision a été approuvée par le Conseil à sa session de novembre 2006;

Rappelant qu'à sa session de septembre 2006, le Comité financier a recommandé que les fonds nécessaires pour couvrir les 6,4 millions de dollars EU imputés au Compte de réserve spécial soient obtenus par une mise en recouvrement auprès des États Membres d'un montant équivalent lors de la formulation du Programme de travail et budget pour 2008-09 pour reconstituer le Compte de réserve;

Rappelant également que le Conseil, à sa session de novembre 2006, avait demandé au Comité financier de passer en revue le financement des coûts non inscrits au budget et de faire rapport au Conseil à ce sujet;

Ayant examiné, conformément à ce qui précède, les propositions soumises par le Directeur général au Comité financier, à sa session de septembre 2007, et au Conseil, à sa session de novembre 2007, portant sur la reconstitution du Compte de réserve spécial à hauteur de 6,4 millions de dollars EU; en examinant de façon plus approfondie la question la Conférence;

Décide de reporter la reconstitution du Compte de réserve spécial, à hauteur de 6,4 millions de dollars EU, et de revoir la question lors de la Conférence de 2008.

(Adoptée le 23 novembre 2007)

²¹ C 2007/PV/9.

ÉVALUATION EXTERNE INDÉPENDANTE DE LA FAO²²

104. Ayant rappelé le rapport de la cent trente-troisième session du Conseil, la Conférence s'est unanimement félicitée du Rapport de l'Évaluation externe indépendante (EEI) de la FAO. Elle s'est associée à l'avis du Conseil, selon lequel il s'agissait de l'évaluation la plus approfondie, la plus exhaustive et la plus tournée vers l'avenir, jamais réalisée dans une institution des Nations Unies. Elle a estimé que l'EEI avait pleinement rempli son mandat. L'Évaluation avait suivi une méthodologie solide, à caractère consultatif qui prenait en compte les vues des principales parties prenantes. Elle était complète, reposait sur des éléments concrets et présentait des conclusions et des recommandations bien documentées et précieuses pour l'avenir de la FAO.

105. La Conférence a accueilli favorablement la Réponse de principe de la Direction (document C 2007/7 B). Elle s'est félicitée en particulier de la déclaration de la Direction exprimant son soutien à la mise en œuvre de la « réforme dans la croissance » préconisée par l'EEI, et sa détermination à lancer immédiatement, comme recommandé par l'Évaluation, les réformes et les améliorations qui relèvent de l'autorité effective du Directeur général et n'entraînent pas de dépenses supplémentaires.

106. La Conférence a exprimé sa reconnaissance à tous ceux qui avaient concouru aux travaux de l'Évaluation, en particulier à l'Équipe centrale de l'EEI, au Président du Comité du Conseil pour l'EEI, l'Ambassadeur Perri, et au Président indépendant du Conseil, M. Noori-Naeini, qui avait piloté les activités des Amis du Président. Le précieux soutien du Directeur général de la FAO, du Secrétariat, et tout particulièrement de M. John Markie, chef du Service de l'évaluation, et des ses collègues, a été également apprécié.

107. En approuvant la Résolution 5/2007/14, la Conférence a réaffirmé l'attachement des États Membres à la réalisation du mandat de la FAO. L'agriculture reste au cœur des efforts pour résoudre les problèmes de la faim, de la pauvreté et du développement économique et social dans le monde. Il a été reconnu qu'elle joue un rôle crucial face aux enjeux des changements climatiques et de la gestion durable des ressources naturelles. L'EEI avait conclu que le monde a besoin de la FAO, mais d'une FAO plus en prise sur les réalités, performante et efficace. Se fondant sur les résultats de l'EEI, la Conférence s'est dite déterminée à aller de l'avant avec dynamisme et dans l'unité pour accélérer le renouveau de l'Organisation, et lui permettre de s'adapter et répondre aux besoins du XXI^e siècle.

108. La Conférence a adopté la Résolution ci-après:

RÉSOLUTION 5/2007²³

Suivi de l'Évaluation externe indépendante de la FAO

LA CONFÉRENCE,

1. **Rappelle** la Résolution 6/2005 qu'elle avait adoptée en 2005 afin d'engager une Évaluation externe indépendante de la FAO, pour « tracer la voie à suivre » par l'Organisation.
2. **Accueille favorablement** le rapport de l'EEI sur lequel se fonderont les décisions des Membres quant à un ensemble intégré de réformes dans la croissance. Salue en outre la réponse « de principe » du Directeur général, qui aidera également les Membres dans leur prise de décision.
3. **Réaffirme** le mandat mondial de l'Organisation en ce qui concerne l'alimentation, l'agriculture et les ressources naturelles correspondantes et se félicite du regain d'intérêt

²² C 2007/7A.1-Rev.1; C 2007/7A.1-Corr.1; C 2007/7A.2; C 2007/7B; C 2007/II/PV/3; C 2007/II/PV/4; C 2007/II/PV/11.

²³ C 2007/PV/9.

pour l'agriculture, dont on reconnaît l'importance pour le bien-être des générations présentes et futures, **soulignant** l'importance de la Déclaration du Millénaire et des contributions majeures que l'Organisation doit apporter aux trois objectifs convenus par les États Membres dans le Plan stratégique:

- vaincre la faim et la malnutrition;
- contribuer par l'agriculture à un développement économique et social durable; et
- conserver et utiliser de manière durable les ressources naturelles.

4. **Réaffirme** sa volonté politique et sa détermination à saisir cette opportunité et à prendre des mesures rapides et rationnelles en vue d'un programme de renouveau, dans le cadre global des réformes en cours dans le système des Nations Unies.

La Conférence décide:

5. **D'élaborer** un Plan d'action immédiate et un Cadre stratégique pour le renouveau de la FAO après avoir conduit un examen systématique du rapport de l'EEL, de ses conclusions et recommandations, et de la réponse de la Direction. Le plan d'action abordera les points suivants:
- a) vision de la FAO et priorités du programme:
 - i) priorités immédiates et ajustements du programme pour la période 2009-2011;
 - ii) projet de texte couvrant les principaux éléments d'un Cadre stratégique à long terme et d'un projet de plan à moyen terme;
 - b) réforme de la gouvernance;
 - c) réforme des systèmes, changement de culture, et restructuration organisationnelle:
 - i) changement de la culture institutionnelle et réforme des systèmes administratifs et de gestion;
 - ii) restructuration pour une meilleure efficacité et efficience.

Pour chacune des mesures de réforme, le Plan d'action immédiate précisera les éléments suivants: incidences financières; objectifs à atteindre, calendrier d'exécution et étapes de mise en œuvre sur la période 2009-2011.

6. **De convoquer** fin 2008 une session extraordinaire de la Conférence de la FAO, immédiatement précédée d'une session de courte durée du Conseil. Cette session extraordinaire de la Conférence permettra à tous les Membres de se réunir afin de décider de propositions pour un Plan d'action immédiate, d'en débattre et de prendre des décisions sur les incidences budgétaires.
7. **D'établir** un Comité de la Conférence de durée limitée en vertu de l'Article VI de l'Acte constitutif de la FAO, chargé de conclure ses travaux par la présentation de propositions relatives à un Plan d'action immédiate lors de la session extraordinaire du Conseil en 2008. Ce Comité sera ouvert à la pleine participation de l'ensemble des Membres de l'Organisation. Il cherchera à travailler de manière transparente et unitaire et décidera collégialement des recommandations finales soumises par le Comité à la Conférence, prenant le plus souvent possible ses décisions par consensus. Il travaillera dans toutes les langues de l'Organisation. Les fonctions du Comité, sans préjudice des fonctions statutaires des comités permanents du Conseil, sont les suivantes:

- a) recommander à la Conférence des propositions relatives au Plan d'action immédiate, telles que définies au paragraphe 5 ci-dessus;
 - b) assurer un examen et un retour d'information continus sur la mise en œuvre par le Directeur général de l'ensemble des mesures, notamment celles produisant des effets immédiats, dans les domaines du suivi de l'EEI qui relèvent pour l'essentiel de son autorité, reconnaissant que certaines mesures ne peuvent être prises que si les ressources budgétaires voulues sont disponibles.
8. Pour que la dynamique nécessaire à un accord sur un plan d'action immédiate pour la réforme dans la croissance de la FAO ne s'amenuise pas, **prier le Comité de la Conférence d'entamer ses travaux en décembre 2007 et mettre au point avant la fin de janvier 2008 les arrangements correspondants, un calendrier indicatif de travail et un échéancier de résultats.** Étant donné que la session extraordinaire de la Conférence de la FAO devrait avoir lieu au plus tard en novembre 2008, la Conférence **prie le Comité de lui communiquer un rapport intérimaire avant le 1^{er} mai 2008 et son rapport final avant la fin de septembre 2008**, et de se pencher sans tarder sur les éléments ci-après:
- a) un examen détaillé du rapport de l'EEI, notamment de chacune des recommandations qui y figurent, afin d'élaborer des conclusions préliminaires permettant d'orienter ensuite le travail du Comité;
 - b) la définition des informations indispensables à la prise de décisions, dont l'aide que le Secrétariat devra assurer aux organes directeurs pour qu'ils puissent parvenir à des conclusions sur chacun des points énumérés plus haut au paragraphe 5;
 - c) des orientations visant: le projet des éventuelles réformes de gouvernance convenues appelant un examen du Comité des questions constitutionnelles et juridiques; les études approfondies qui seraient nécessaires; et tout ajustement immédiat proposé dans des domaines tels que le programme de travail et budget en 2009, l'administration, les ressources humaines et l'organigramme de l'Organisation;
 - d) un accord sur un projet d'éléments essentiels d'un cadre stratégique et de plan à moyen terme; la formulation de suggestions pour d'autres activités de suivi à entreprendre en 2009 et au-delà; et les éventuels arrangements spéciaux qu'auraient à prendre les organes directeurs pour formuler et mettre en œuvre plus avant un programme de renouveau de la FAO.
9. **De nommer M. Mohammed Saeid Noori-Naeini Président du Comité et Mme Agnes van Ardenne van der Hoeven et Wilfred Joseph Ngirwa Vice-Présidents.** Le Comité devra nommer son Bureau et ses co-Vice-Présidents en suivant les principes de la répartition géographique. Les réunions du Bureau seront ouvertes aux observateurs, sans droit de parole, et traiteront exclusivement de questions administratives et organisationnelles.

La Conférence convient en outre des points suivants:

10. Pour une meilleure efficience, le Comité de la Conférence établira les groupes de travail ad hoc qu'il estimera nécessaires pour préparer les diverses contributions qu'il examinera. Les groupes de travail seront constitués au maximum de trois représentants d'États Membres par région. Les réunions des groupes de travail seront ouvertes à tous les observateurs des États Membres, ce qui permettra d'assurer la transparence, et se tiendront dans toutes les langues de l'Organisation. Afin de s'assurer que tous les Membres puissent être présents aux sessions des groupes de travail et du Bureau, les différentes réunions, et notamment celles du bureau, se tiendront à des horaires différents. Les présidents du Comité, du Bureau et des groupes de travail prépareront des aide-mémoire pour les Membres de la FAO à la suite de chaque session. Le Président du Comité présentera son rapport final lors de la session extraordinaire de la Conférence.

11. La Direction de la FAO fournira, selon les besoins, un appui total aux travaux du Comité de la Conférence, de son Bureau et de ses groupes de travail.
12. Dans le cadre de ses travaux, le Comité de la Conférence demandera, le cas échéant, aux comités du Conseil de le conseiller sur certains aspects du processus de réforme relevant de leur mandat.
13. La Conférence reconnaît qu'il est nécessaire de disposer de ressources supplémentaires pour le Budget du programme ordinaire 2008-2009 de l'Organisation afin de financer la mise en œuvre de cette Résolution. Ces ressources s'élèvent à 4 millions de dollars EU et sont prévues par la Résolution 3/2007.

(Adoptée le 23 novembre 2007)

QUESTIONS JURIDIQUES ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES

ADOPTION DU RUSSE EN TANT QUE LANGUE DE L'ORGANISATION (AMENDEMENT DE L'ARTICLE XXII DE L'ACTE CONSTITUTIF ET DE L'ARTICLE XLVII DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION)²⁴

109. La Conférence a noté que le Comité des questions constitutionnelles et juridiques (CQCJ), à sa quatre-vingt-unième session (4 et 5 avril 2007), avait proposé au Conseil d'examiner à sa cent trente-deuxième session (18-22 juin 2007) deux projets de résolution de la Conférence pour l'adoption du russe en tant que langue de l'Organisation. Ces deux résolutions avaient été entérinées par le Conseil et transmises à la Conférence pour approbation.
110. Une des résolutions prévoyait que le texte en langue russe de l'Acte constitutif fasse également foi, en plus des textes anglais, arabe, chinois, espagnol et français, ce qui impliquait un amendement à l'Article XXII de l'Acte constitutif. Le Conseil a également proposé que la Conférence approuve par la même résolution un texte authentique de l'Acte constitutif en langue russe.
111. En outre, la Conférence a noté que le Conseil avait, également sur la base d'une recommandation du CQCJ, adopté un projet de résolution de la Conférence portant amendement de l'Article XLVII du Règlement général de l'Organisation sur les langues de l'Organisation.
112. La Conférence a adopté, à l'issue d'un vote par appel nominal, la résolution ci-après qui amende l'Acte constitutif et en approuve le texte authentique en langue russe:

RÉSOLUTION 6/2007

Amendement à l'Article XXII de l'Acte constitutif de la FAO - Texte authentique de l'Acte constitutif de la FAO en langue russe

LA CONFÉRENCE,

Rappelant la décision prise par la première session de la Conférence tenue à Québec (Canada) du 16 octobre au 1er novembre 1945, selon laquelle les langues de l'Organisation seraient celles adoptées par l'Organisation des Nations Unies;

²⁴ C 2007/18; C 2007/PV/10; C 2007/PV/11.

Rappelant en outre la décision prise par la Conférence, à sa session extraordinaire tenue à Washington en 1950, selon laquelle les amendements nécessaires devaient être apportés à l'Acte constitutif pour que ses versions dans les autres langues de l'Organisation fassent également foi;

Considérant que le Bélarus et la Fédération de Russie sont devenus des États Membres de l'Organisation en 2005 et 2006 respectivement;

Ayant pris connaissance du fait qu'à sa cent trente-deuxième session, tenue du 18 au 22 juin 2007, le Conseil, donnant suite à la recommandation du Comité des questions constitutionnelles et juridiques formulée à sa quatre-vingt-unième session, tenue les 4 et 5 avril 2007, a proposé que le texte de l'Acte constitutif en langue russe fasse également foi, en plus des textes anglais, arabe, chinois, espagnol et français et que l'Acte constitutif soit amendé en ce sens;

1. **Décide** d'amender comme suit l'Article XXII de l'Acte constitutif:
« *Les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe de l'Acte constitutif font également foi.* »
2. **Approuve** le texte authentique en russe de l'Acte constitutif, tel qu'énoncé à l'Annexe au document C 2007/18.

(Adoptée le 24 novembre 2007)

113. La Conférence a également adopté, à l'issue d'un vote par appel nominal, la résolution ci-après amendant l'Article XLVII du Règlement général de la FAO et concernant l'adoption du russe en tant que langue de l'Organisation:

RÉSOLUTION 7/2007
**Amendement à l'Article XLVII du Règlement général de l'Organisation -
adoption du russe en tant que langue de l'Organisation**

LA CONFÉRENCE,

Rappelant les décisions prises par la Conférence à sa trente-quatrième session en vue de l'approbation du texte authentique en russe de l'Acte constitutif de la FAO et de l'amendement de l'Article XXII de l'Acte constitutif aux termes duquel « *les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe de l'Acte constitutif font également foi* »;

Considérant que le Bélarus et la Fédération de Russie sont devenus des États Membres de l'Organisation en 2005 et 2006 respectivement;

Ayant pris connaissance du fait qu'à sa cent trente-deuxième session, tenue du 18 au 22 juin 2007, le Conseil, donnant suite à la recommandation du Comité des questions constitutionnelles et juridiques formulée à sa quatre-vingt-unième session, tenue les 4 et 5 avril 2007, a proposé que l'Article XLVII du Règlement général de l'Organisation soit amendé pour faire du russe une langue de l'Organisation;

Décide d'amender comme suit l'Article XLVII du Règlement général de l'Organisation:
« *L'anglais, l'arabe, le chinois, l'espagnol, le français et le russe sont les langues de l'Organisation* ».

(Adoptée le 24 novembre 2007)

AUTRES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES

Rationalisation des règles d'adhésion aux Comités dits « ouverts » du Conseil de la FAO (Amendements du Règlement général de l'Organisation)²⁵

114. La Conférence a noté que la rationalisation des règles d'adhésion aux Comités dits « ouverts » du Conseil de la FAO avait été examinée par le Comité des questions constitutionnelles et juridiques à sa quatre-vingtième session (Rome, 2-3 octobre 2006); il avait proposé d'apporter plusieurs amendements au Règlement général de l'Organisation. Le Conseil, à sa cent trente et unième session (Rome, 20-25 novembre 2006), a approuvé un projet de résolution de la Conférence amendant les articles XXIX.2, XXX.2, XXXII.2 et XXXIII.2 du Règlement général de l'Organisation et elle l'a transmis à la Conférence.

115. La Conférence a adopté, à l'issue d'un vote par appel nominal, la résolution ci-après:

RÉSOLUTION 8/2007

Amendement aux articles XXIX.2, XXX.2, XXXI.2, XXXII.2 et XXXIII.2 du Règlement général de l'Organisation

LA CONFÉRENCE,

Ayant pris note des vues du Comité des questions constitutionnelles et juridiques, à sa quatre-vingtième session (Rome, 2-3 octobre 2006) concernant les amendements proposés aux articles XXIX, paragraphe 2, (Membres du Comité des produits); XXX, paragraphe 2, (Membres du Comité des pêches); XXXI, paragraphe 2, (Membres du Comité des forêts); XXXII, paragraphe 2 (Membres du Comité de l'agriculture); et XXXIII, paragraphe 2, (Membres du Comité de la sécurité alimentaire mondiale) du Règlement général de l'Organisation;

Considérant que le Conseil, à sa cent trente et unième session (Rome, 20-25 novembre 2006), était convenu de transmettre à la Conférence, pour approbation, les amendements proposés aux articles XXIX, paragraphe 2; XXX, paragraphe 2; XXXI, paragraphe 2; XXXII, paragraphe 2; et XXXIII, paragraphe 2, du Règlement général de l'Organisation;

Ayant noté que ces articles, qui exigent une notification biennale de l'adhésion aux « Comités ouverts » du Conseil, entraînent une procédure administrative lourde et longue, sans ajouter de réelle valeur aux travaux de fond de ces Comités et que les amendements proposés à ces articles régissant la composition des Comités permettraient de rationaliser les procédures administratives ayant trait à la participation des Membres;

Ayant noté en outre que la présence effective des Membres aux réunions des Comités doit être officiellement enregistrée pour éviter toute contestation de la validité des délibérations, mais qu'il est tout aussi évident que le système actuel, basé sur la perte de la qualité de membre au terme de chaque période biennale, entraîne une charge administrative pour les représentants permanents, les administrations nationales et le Secrétariat de l'Organisation de sorte que la réduction de cette charge permettrait de réaliser des gains d'efficience en matière de gouvernance;

Rappelant que le principe de la perte de la qualité de membre après une absence à deux sessions consécutives du Conseil est déjà inscrite à l'article XXII, paragraphe 7, du Règlement général de l'Organisation sur la composition du Conseil de la FAO, qui stipule ce qui suit: « *Un Membre du Conseil est considéré comme démissionnaire s'il [...] ne s'est pas fait représenter à deux sessions consécutives du Conseil.* »,

²⁵ C 2007/LIM/1; C 2007/PV/10; C 2007/PV/11.

Décide ²⁶ d'amender les articles XXIX.2, XXX.2, XXXI.2, XXXII.2 et XXXIII.2 du Règlement général de l'Organisation, comme suit:

“2. La notification ... peut être faite à tout moment et cette adhésion est ~~acquise pour une période biennale~~ considérée comme acquise à moins que le Membre ne se soit pas fait représenter à deux sessions consécutives du Comité, ou qu'il ait notifié son retrait du Comité. Le Directeur général diffuse, au début de chaque session du Comité, un document donnant la liste des Membres du Comité. »

(Adoptée le 24 novembre 2007)

Amendements aux Règles générales du PAM²⁷

116. La Conférence a noté que le Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial avait recommandé des amendements aux Règles générales du Programme, afin de permettre l'application au PAM des Normes comptables internationales pour le secteur public. La Conférence a été informée que les amendements proposés aux Règles générales avaient été avalisés tant par le Conseil économique et social que par le Conseil de la FAO qui les avaient transmis à l'Assemblée générale des Nations Unies et à la Conférence de la FAO pour approbation, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'Article XV des Règles générales du PAM. La Conférence a également noté que les amendements seraient adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa session en cours.

117. En conséquence, la Conférence **a adopté** les amendements ci-après aux Règles générales du PAM:

Article VI (Pouvoirs et fonctions du Conseil), paragraphe 2 b) viii):

[« b) Le Conseil (...) doit, en particulier:]

...

« viii) examiner ~~le rapport biennal sur l'inspection et les enquêtes~~ le rapport annuel de l'Inspecteur général, et prendre en la matière les mesures qu'il juge appropriées. »

Article XIV (Arrangements financiers), paragraphe 6 b):

[6. Le Directeur exécutif soumet les documents suivants au Conseil d'administration pour approbation:]

« b) les états financiers du PAM pour l'exercice ~~biennal~~ annuel, accompagnés du rapport du Commissaire aux comptes ».

COMPTES VÉRIFIÉS 2004-2005²⁸

118. La Conférence a pris connaissance des comptes vérifiés 2004-2005 et du rapport du Commissaire aux comptes, tels que révisés par le Comité financier à sa cent quinzième session et par le Conseil à sa cent trente et unième session et **a adopté** la résolution suivante:

²⁶ Les mots barrés sont à supprimer, les mots soulignés, à ajouter.

²⁷ C 2007/LIM/16; C 2007/PV/10; C 2007/PV/11

²⁸ C 2007/5A; C 2007/5 B; C 2007/LIM/3; C 2007/PV/9; C 2007/PV/11.

RÉSOLUTION 9/2007
Comptes vérifiés de la FAO 2004-2005

LA CONFÉRENCE,

Ayant examiné le rapport de la cent trente et unième session du Conseil,

Ayant pris connaissance des comptes vérifiés de la FAO 2004-2005, ainsi que du rapport du Commissaire aux comptes y relatif,

Invite le Secrétariat à poursuivre l'application des recommandations du Commissaire aux comptes, et

Adopte les comptes vérifiés.

(Adoptée le 24 novembre 2007)

BARÈME DES CONTRIBUTIONS 2008-2009²⁹

119. La Conférence a noté, qu'à sa cent trente-deuxième session, le Conseil avait recommandé que le barème des contributions proposé par la FAO pour 2008-2009 soit calculé en fonction du barème des quotes-parts des Nations Unies en vigueur en 2007.

120. La Conférence a ensuite adopté la résolution suivante:

RÉSOLUTION 10/2007
Barème des contributions 2008-2009

LA CONFÉRENCE,

Ayant pris note des recommandations formulées par le Conseil à sa cent trente-deuxième session;

Confirmant que, comme par le passé, la FAO doit suivre le barème des quotes-parts de l'ONU en l'adaptant pour tenir compte du fait que les Membres de la FAO ne sont pas tous Membres de l'ONU et vice-versa;

1. **Décide** que le barème des contributions de la FAO pour 2008-2009 devrait dériver directement du barème des quotes-parts des Nations Unies en vigueur en 2007;
2. **Adopte** pour 2008 et 2009 le barème qui figure à l'*Annexe I* du présent rapport.

(Adoptée le 24 novembre 2007)

**PAIEMENT PAR LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DES DÉPENSES
ADMINISTRATIVES ET AUTRES DÉCOULANT DE SON STATUT DE
MEMBRE DE L'ORGANISATION³⁰**

121. Le paragraphe 6 de l'article XVIII de l'Acte constitutif stipule ce qui suit:

« Une Organisation Membre n'est pas tenue de contribuer au budget selon les termes du paragraphe 2 du présent article, mais verse à l'Organisation une somme à déterminer par

²⁹ C 2007/INF/11; C 2005/LIM/5; C 2007/LIM/5-Corr.1; C 2007/PV/9; C 2007/PV/11.

³⁰ C 2007/LIM/17; C 2007/PV/9; C 2007/PV/11.

la Conférence afin de couvrir les dépenses administratives et autres découlant de son statut de membre de l'Organisation (...) ».

122. À sa vingt-septième session, en 1993, la Conférence a prié le Comité financier d'examiner la méthodologie de calcul du montant forfaitaire versé par la Communauté européenne. À sa soixante-dix-huitième session, en avril 1994, le Comité financier a recommandé à la Conférence une méthodologie en vue de fixer, lors de différentes sessions, le niveau du montant dû par la Communauté européenne.

123. À ses cent huitième et cent neuvième sessions (respectivement septembre 2004 et mai 2005), le Comité financier a examiné à nouveau cette méthodologie. Il a étudié une proposition de méthodologie révisée selon laquelle l'ajustement biennal de la contribution de la Communauté européenne serait fonction de l'augmentation officielle du coût de la vie dans la zone euro ou le pays hôte. Cette méthodologie révisée alignerait mieux la formule d'ajustement sur le système de mise en recouvrement fractionnée des contributions et n'aurait pas d'incidences substantielles sur l'ajustement biennal de la contribution de la Communauté européenne à l'Organisation. Le Comité a accepté la révision proposée de la méthodologie qui, pour ajuster la contribution de la Communauté européenne pour un exercice biennal donné, utiliserait le taux officiel d'augmentation du coût de la vie que connaîtrait la zone euro ou le pays hôte, le chiffre le plus élevé étant retenu.

124. Selon la nouvelle méthode, la Conférence a fixé, à sa trente-troisième session, en 2005, le montant forfaitaire dû par la Communauté européenne pour l'exercice biennal 2006-07 à 517 145 euros.

125. Conformément à ce qui précède, la méthodologie utilisée pour ajuster le montant forfaitaire était basée sur le taux officiel d'augmentation du coût de la vie le plus élevé entre la zone euro et le pays hôte. Selon les chiffres de l'Economist Intelligence Unit (EIU), en 2006, l'inflation des prix à la consommation dans la zone euro (27 pays) s'est élevée à 2,2 pour cent, et sera de l'ordre de 2 pour cent en 2007, soit un taux moyen de 2,1 pour cent. Selon l'EIU, l'indice harmonisé des prix à la consommation relatif à l'Italie est de 2,2 pour cent pour 2006 et est estimé à 1,9 pour cent pour 2007, soit un taux moyen de 2,05 pour cent. Ainsi, il conviendrait d'utiliser pour le calcul le taux d'inflation le plus élevé des deux, c'est-à-dire 2,1 pour cent. En appliquant ce taux au montant de la précédente contribution, qui était de 517 145 euros, on obtient le nouveau montant, qui s'élève à 528 005 euros.

126. En conséquence, la Conférence a fixé le montant forfaitaire dû par la Communauté européenne pour couvrir les dépenses administratives et autres découlant de son statut de membre de l'Organisation à 528 005 euros pour l'exercice biennal 2008-09.

127. Il est proposé, comme pour les exercices précédents, que les montants dus par la Communauté européenne soient versés à un fonds fiduciaire ou un fonds spécial établi par le Directeur général en application de l'Article 6.7 du Règlement financier.

AUTRES QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES³¹

Déclaration d'un Représentant des Associations du personnel de la FAO

128. Le Président de l'Association des fonctionnaires du cadre organique (APS) a pris la parole au nom des trois associations du personnel et a axé son intervention sur l'Évaluation externe indépendante de la FAO. Il a déclaré que le personnel appuyait la réforme et a souligné que des financements suffisants étaient nécessaires pour mettre en œuvre les programmes demandés par les Membres.

³¹ C 2007/PV/9; C 2007/PV/11.

NOMINATIONS ET ÉLECTIONS

DEMANDES D'ADMISSION À LA QUALITÉ DE MEMBRE DE L'ORGANISATION³²

129. La Conférence était saisie de demandes d'admission à la qualité de membre émanant des pays ci-après:

- La Principauté d'Andorre
- La République du Monténégro

130. La Conférence était également saisie de la demande d'admission à la qualité de membre associé émanant des îles Féroé.

131. Ces demandes d'admission étaient accompagnées de l'instrument officiel visé par les dispositions de l'Article II de l'Acte constitutif, et ont donc été jugées recevables. Elles ont été présentées dans les délais prescrits par l'Article XIX du Règlement général de l'Organisation.

132. La Conférence a procédé à un scrutin secret sur la demande d'admission à la qualité de membre de la Principauté d'Andorre, de la République du Monténégro et des Îles Féroé à sa deuxième séance plénière le samedi 17 novembre 2007, conformément aux dispositions de l'Article II-2 de l'Acte constitutif et de l'Article XII-9 du Règlement général de l'Organisation. Les résultats du scrutin ont été les suivants:

Admission de la Principauté d'Andorre

1. Nombre de bulletins déposés	137
2. Bulletins nuls	0
3. Abstentions	1
4. Nombre de suffrages exprimés	136
5. Majorité requise	91
6. Voix pour	136
7. Voix contre	0

Admission de la République du Monténégro

1. Nombre de bulletins déposés	137
2. Bulletins nuls	0
3. Abstentions	2
4. Nombre de suffrages exprimés	135
5. Majorité requise	90
6. Voix pour	134
7. Voix contre	1

³² C 2007/10; C 2007/LIM/9; C 2007/PV/2; C 2007/PV/11.

Admission des Îles Féroé

1. Nombre de bulletins déposés	137
2. Bulletins nuls	0
3. Abstentions	2
4. Nombre de suffrages exprimés	135
5. Majorité requise	90
6. Voix pour	134
7. Voix contre	1

133. La Conférence a par conséquent admis la Principauté d'Andorre, la République du Monténégro à la qualité de Membres de l'Organisation et les Îles Féroé à la qualité de Membre associé de l'Organisation.

134. La Conférence a décidé que, conformément aux principes et usages établis, la contribution due par ces pays pour le dernier trimestre 2007 et l'avance qu'ils devaient au Fonds de roulement s'établiraient comme suit:

Pays	Contribution		Avance au Fonds de roulement	
	Dernier trimestre 2007			
	EUROS	\$ EU	EUROS	\$ EU
Principauté d'Andorre	2 209,76	2 206,64		2 000,00
République du Monténégro	441,95	441,33		250
Îles Féroé	1 591,02	1 588,78		

ÉLECTION DES MEMBRES DU CONSEIL³³

135. La Conférence a ensuite élu les États Membres suivants pour siéger au Conseil:

Période allant de novembre 2007 au 31 décembre 2010

<u>RÉGION (SIÈGES)</u>	<u>MEMBRES</u>
Afrique (5)	1. Kenya 2. Maroc 3. Niger 4. Congo 5. Sénégal
Asie (3)	1. Inde 2. Indonésie 3. Pakistan
Europe (3)	1. Belgique 2. Fédération de Russie 3. Turquie
Amérique latine et Caraïbes (5)	1. Bolivie 2. Brésil 3. Cuba 4. Mexique 5. Trinité-et-Tobago
Proche-Orient (2)	1. Koweït 2. Soudan
Amérique du Nord (2)	1. Canada 2. États-Unis d'Amérique
Pacifique Sud-Ouest (1)	

³³ C 2007/11; C 2005/PV11; C 2007/PV11

Période allant du 1er janvier 2009 à novembre 2011

<u>RÉGION (SIÈGES)</u>	<u>MEMBRES</u>
Afrique (4)	1. Ghana 2. Mauritanie 3. République-Unie de Tanzanie 4. Zimbabwe
Asie (3)	1. Inde 2. Indonésie 3. Pakistan
Europe (4)	1. France 2. Italie 3. Norvège 4. Royaume-Uni
Amérique latine et Caraïbes (1)	1. El Salvador
Proche-Orient (3)	1. Afghanistan 2. Égypte 3. Arabie saoudite
Amérique du Nord (0)	
Pacifique Sud-Ouest (0)	1. Australie

NOMINATIONS

Nominations du Président indépendant du Conseil³⁴

136. La Conférence a été saisie d'une candidature à la fonction de Président indépendant du Conseil.

137. La Conférence a élu au scrutin secret M. Mohammad Saeid Noori Naeini (Iran, République islamique d') aux fonctions de Président indépendant du Conseil et a adopté la résolution ci-après:

³⁴ C 2007/9; C 2007/LIM/22; C 2007/PV/11; C 2007/PV/11.

RÉSOLUTION 11/2007**Nomination du Président indépendant du Conseil****LA CONFÉRENCE,**

Ayant procédé à un vote au scrutin secret, conformément aux dispositions de l'Article XII du Règlement général de l'Organisation,

1. **Déclare** que M. Mohammad Saeid NOORI NAEINI est nommé Président indépendant du Conseil pour une période de deux ans, c'est-à-dire jusqu'à la fin de la session ordinaire de la Conférence qui se tiendra en 2009;
2. **Décide** que les conditions et indemnités attachées à la charge de Président indépendant du Conseil seront les suivantes:
 - a) une indemnité annuelle équivalant à 22 000 dollars EU pour frais de représentation et services de secrétariat au lieu de résidence du Président, étant entendu que le Directeur général fournit un service de secrétariat au Président lorsque celui-ci assiste à des sessions de la Conférence, du Conseil, du Comité du Programme ou du Comité financier; la moitié de son indemnité est payée en dollars EU et le solde, en totalité ou en partie, dans la devise du pays dont le Président est ressortissant ou en euros, à son choix;
 - b) une indemnité journalière équivalente à celle que reçoit le Directeur général adjoint, lorsque le Président s'absente de son lieu de résidence pour les affaires du Conseil;
 - c) les frais de voyage, y compris l'indemnité journalière ci-dessus, sont à la charge de l'Organisation, conformément à ses règlements et à l'usage établi, lorsque le Président assiste à des sessions du Conseil, du Comité du Programme, du Comité financier ou de la Conférence, ou lorsqu'il est invité par le Conseil ou par le Directeur général à se déplacer pour d'autres raisons.
3. **Décide** qu'à l'avenir, le montant des allocations annuelles versées au Président indépendant du Conseil sera déterminé sur la base d'une étude réalisée par le Comité financier, étant donné que ce montant n'a pas été ajusté depuis 1993.

Adoptée le 24 novembre 2007

*Nomination de représentants de la Conférence de la FAO au Comité de la
Caisse des pensions du personnel de la FAO³⁵*

138. Conformément à l'Article 6c) des Statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, la Conférence a nommé quatre membres et trois membres suppléants qui siégeront au Comité des pensions du personnel pour les périodes indiquées ci-après:

³⁵ C 2007/6; C 2007/PV/9; C 2007/PV/...

Pour la période allant du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2008

Membre	M. Mario Gustavo Mottin Représentant permanent suppléant du Brésil auprès de la FAO
Membre suppléant	M. Ibrahim Abu Atila Représentant permanent suppléant de la Jordanie auprès de la FAO

Pour la période allant du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2009

Membre	M. Kiala Kia Mateva Représentant permanent suppléant de l'Angola auprès de la FAO
--------	-----------------------------------------------------------------------------------------

Pour la période allant du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2010

Membre	M. Leslie deGraffenried Représentant permanent suppléant des États-Unis d'Amérique auprès de la FAO
Membre suppléant	Mme Natalie Feistritzer Représentante permanente de l'Autriche auprès de la FAO

Pour la période allant du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2011

Membre	M. Ibrahim Abu Atila Représentant permanent suppléant de la Jordanie auprès de la FAO
Membre suppléant	M. Mario Gustavo Mottin Représentant permanent suppléant du Brésil auprès de la FAO

AUTRES QUESTIONS**DATE ET LIEU DE LA TRENTE-CINQUIÈME SESSION
DE LA CONFÉRENCE³⁶**

139. La Conférence a décidé de tenir une session extraordinaire à Rome du 17 au 22 novembre 2008.

³⁶ C 2007/PV/9; C 2007/PV/11.

**RAPPORTS DE LA CONFÉRENCE TECHNIQUE
INTERNATIONALE SUR LES RESSOURCES ZOOGÉNÉTIQUES
(INTERLAKEN, SUISSE, 3 – 7 SEPTEMBRE 2007) ET DE LA
ONZIÈME SESSION ORDINAIRE DE LA COMMISSION DES
RESSOURCES GÉNÉTIQUES POUR L'ALIMENTATION ET
L'AGRICULTURE (ROME, 11 – 15 JUIN 2007)³⁷**

140. La Conférence a examiné les rapports de la Conférence technique internationale sur les ressources zoogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (Interlaken, Suisse, 3-7 septembre 2007), et de la onzième session ordinaire de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (Rome, 11-15 juin 2007).

141. La Conférence a exprimé sa gratitude au Gouvernement suisse pour avoir accueilli la Conférence technique internationale sur les ressources zoogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, ainsi qu'aux nombreux pays qui ont généreusement appuyé le processus à la fois en espèces et en nature.

142. La Conférence s'est félicitée de l'issue favorable de la Conférence d'Interlaken, du *Plan d'action mondial pour les ressources zoogénétiques* et de la *Déclaration d'Interlaken sur les ressources zoogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture*, qui constituent une étape majeure dans les efforts internationaux visant à promouvoir l'utilisation durable, le développement et la conservation des ressources zoogénétiques.

143. La Conférence a accueilli avec satisfaction également le Programme de travail pluriannuel, adopté par la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture à sa onzième session ordinaire. Elle a noté que la Commission des ressources génétiques superviserait et évaluerait la mise en œuvre du Plan d'action mondial pour les ressources zoogénétiques et en rendrait compte.

144. La Commission a reconnu que des ressources additionnelles étaient nécessaires à la bonne mise en œuvre du *Plan d'action mondial*. Elle a noté que la responsabilité première de sa mise en œuvre incombait aux gouvernements nationaux, mais que les pays en développement ne disposaient pas de ressources adéquates. Elle est convenue que, pour mettre en œuvre avec succès le Plan d'action mondial dans les pays en développement, il fallait apporter un soutien financier et promouvoir le renforcement des capacités et le transfert de technologies. Elle a demandé à la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture d'élaborer une stratégie de financement pour la mise en œuvre du Plan d'action mondial. Elle a également noté le rôle important de la FAO et de sa Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans l'appui aux efforts déployés par les pays.

145. La Conférence a noté que le Plan d'action mondial faciliterait l'utilisation durable et l'échange de ressources zoogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, conformément aux obligations internationales et aux législations nationales.

146. La Conférence a reconnu le rôle important des petits éleveurs, en particulier dans les pays en développement, en tant que détenteurs de la plus grande partie des ressources zoogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde, en matière d'utilisation, de mise en valeur et de conservation des ressources des animaux d'élevage. Elle a demandé à la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture d'aborder cette question dans son rapport à la session de 2009 de la Conférence de la FAO.

147. La Conférence a adopté la résolution suivante:

³⁷ C 2007/INF/23; C 2007/LIM/11; C 2007/LIM/13; C 2007/I/PV/1; C 2007/PV/II/3; C 2007/PV/11.

RÉSOLUTION 12/2007

Conférence technique internationale sur les ressources zoogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (Interlaken (Suisse), 3-7 septembre 2007) et onzième session de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (Rome, 11-15 juin 2007)

LA CONFÉRENCE,

Se félicitant de l'issue favorable de la Conférence technique internationale sur les ressources zoogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, qui a adopté la Déclaration d'Interlaken sur les ressources zoogénétiques et le Plan d'action mondial pour les ressources zoogénétiques;

Saluant le rapport sur l'état des ressources zoogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde, première évaluation mondiale exhaustive de l'état des ressources génétiques animales;

Rappelant les rôles et les valeurs essentiels des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture, y compris des ressources zoogénétiques, en particulier leur contribution à la sécurité alimentaire pour les générations présentes et à venir, ainsi que les menaces que la perte et l'érosion de ces ressources font peser sur la sécurité alimentaire et les moyens durables d'existence;

1. Approuve le rapport de la Conférence d'Interlaken, le Plan d'action mondial pour les ressources zoogénétiques et la Déclaration d'Interlaken sur les ressources zoogénétiques, contribution majeure de la FAO au cadre général international sur la biodiversité agricole;
2. Approuve le Programme de travail pluriannuel, adopté par la onzième session ordinaire de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture; demande également à la Commission de superviser et d'évaluer la mise en œuvre du Plan d'action mondial et d'indiquer à la session de 2009 de la Conférence les mesures prises pour donner suite à la Conférence d'Interlaken;
3. Souligne combien il est important de mettre pleinement en œuvre le Plan d'action mondial pour les ressources zoogénétiques, afin de réaliser la sécurité alimentaire et de parvenir à un développement rural durable, en particulier afin de réaliser les premier et septième objectifs du Millénaire pour le développement;
4. Appelle à une action rapide pour conserver les races animales menacées par l'érosion des ressources zoogénétiques, qui progresse à un rythme alarmant;
5. Lance un appel à tous les Membres de la FAO ainsi qu'aux mécanismes, fonds et organes internationaux pertinents, pour que la priorité et l'attention voulues soient accordées à l'allocation effective de ressources prévisibles et convenues pour la mise en œuvre effective des activités relevant des domaines prioritaires stratégiques du Plan d'action mondial; et
6. Remercie chaleureusement le Gouvernement suisse pour avoir accueilli la Conférence technique internationale, et les pays qui ont fourni des contributions, notamment en vue de permettre la participation des pays en développement.

(Adoptée le 24 novembre 2007)

MESURES DESTINÉES À AMÉLIORER LA SITUATION DE TRÉSORERIE DE L'ORGANISATION³⁸

148. La Conférence a noté que le Comité financier, à ses sessions de mai 2006, septembre 2006 et mai 2007, avait examiné les effets des contributions non réglées sur les liquidités de l'Organisation et avait proposé au Conseil certaines mesures destinées à encourager le paiement rapide des contributions. La Conférence a noté que le Conseil, à sa cent trente-troisième session, avait examiné deux projets de résolution sur les mesures destinées à améliorer la situation de trésorerie de l'Organisation, et que le Conseil avait recommandé de poursuivre les discussions lors de la trente-quatrième session de la Conférence afin de parvenir à un accord sur la question. À l'issue des négociations tenues au cours de cette session, deux projets de résolution ont été soumis à la Conférence au titre du point 25, *Autres questions*. La Conférence, ayant examiné tous les aspects de la question, a adopté les résolutions ci-après:

RÉSOLUTION 13/2007 Mesures destinées à encourager le paiement rapide des contributions

LA CONFÉRENCE,

Notant que la situation des liquidités du Programme ordinaire de l'Organisation est critique et ne peut être améliorée que par un paiement rapide des contributions mises en recouvrement auprès des États Membres;

Reconnaissant qu'il convient de prendre un ensemble complet de mesures pour encourager tous les États Membres à régler intégralement et dans les délais voulus les contributions mises en recouvrement;

Rappelant que l'accumulation de contributions non payées pourrait avoir un effet sur les droits de vote des États Membres et leur siège au Conseil, étant entendu que la Conférence pouvait tout de même permettre à ces États Membres de voter si elle constatait que le non-paiement était dû à des conditions indépendantes de leur volonté;

1. **Prie instamment** tous les États Membres de déployer tous les efforts nécessaires afin de régler rapidement toutes leurs contributions à l'Organisation, à la fois pour l'année en cours et les années précédentes, le cas échéant, ou de présenter un plan de versements échelonnés pour régler les arriérés;
2. **Demande** au Conseil de lui présenter à sa prochaine session ordinaire, pour examen, un ensemble détaillé de mesures incitatives et autres visant à assurer le paiement intégral des contributions de tous les États Membres dans les délais voulus;
4. **Décide** de maintenir la question à l'étude.

Adoptée le 23 novembre 2007

³⁸ C 2007/LIM/7; C 2007/PV/II; C 2007/PV/11.

RÉSOLUTION 14/2007

Mesures destinées à encourager le paiement rapide des contributions – acceptation, dans certaines conditions, de monnaies qui ne sont pas librement convertibles

LA CONFÉRENCE,

Notant que la situation des liquidités du Programme ordinaire de l'Organisation est critique et ne peut être améliorée que par un paiement rapide des contributions mises en recouvrement auprès des États Membres;

Reconnaissant que des mesures complémentaires sont nécessaires pour encourager le paiement rapide des contributions mises en recouvrement auprès des États Membres;

1. **Décide**, afin de faciliter le paiement des contributions des États Membres ayant des disponibilités limitées en monnaies convertibles, d'approuver une dérogation aux dispositions de l'Article 5.6 du Règlement financier pour permettre au Directeur général d'accepter des contributions dans des monnaies locales qui ne sont pas librement convertibles si les conditions ci-après sont remplies:
 - l'Organisation doit avoir des activités dans le pays pour lesquelles la monnaie pourrait être dépensée;
 - la monnaie peut être utilisée sans autre négociation au titre de la réglementation du marché des changes du pays;
 - les contributions en monnaie locale ne peuvent être acceptées que pour des montants utilisables sur une courte période de temps, de façon que la monnaie puisse être perçue et dépensée au même taux de change opérationnel de l'Organisation des Nations Unies;
 - les montants reçus seront défalqués des contributions mises en recouvrement au taux de change opérationnel de l'ONU appliqué à la date de réception de la monnaie locale dans un compte bancaire de l'Organisation;
 - lorsque le taux de change opérationnel de l'ONU est nettement différent de celui du marché des changes, le taux de conversion applicable pour créditer la contribution de l'État Membre sera le taux que la FAO aura obtenu pour la conversion en euros ou dollars à la date à laquelle la monnaie locale a été créditée au compte bancaire de l'Organisation;
 - les montants en monnaies locales ne seront pas acceptés pour les pays dont la monnaie est soumise à dévaluation chronique. En cas de réduction de la valeur d'échange ou de dévaluation importante de la monnaie locale par rapport à l'euro ou au dollar durant la période d'utilisation des fonds en monnaie locale, l'État Membre sera tenu, sur notification, de verser un montant compensant la perte de change imputable au solde non dépensé de ladite contribution;
 - le paiement des arriérés en monnaies non librement convertibles ne sera pas accepté.
2. **Décide** qu'un État Membre dont la monnaie n'est pas librement convertible et qui souhaite utiliser cette méthode de paiement présentera une demande au Directeur général et obtiendra son approbation avant d'effectuer tout transfert de fonds à l'Organisation. Le Directeur général se prononcera sur cette demande en tenant compte des meilleurs intérêts de l'Organisation, ainsi que des risques de pertes financières.

Adoptée le 24 novembre 2007

**RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE ÉQUITABLE ET ÉQUILIBRE
HOMMES-FEMMES DANS LA STRUCTURE DU CADRE
ORGANIQUE³⁹**

149. La Conférence a salué les efforts faits par l'Organisation pour corriger les déséquilibres en matière de répartition géographique et de parité hommes-femmes au sein du cadre organique.

150. La Conférence a demandé au Directeur général de poursuivre activement ces efforts, conformément au paragraphe 3 de l'Article VIII de l'Acte constitutif, à la Résolution 1/99 « *Correction des déséquilibres en matière de répartition géographique et de parité hommes-femmes au sein du cadre organique* » et à la Résolution 15/2003 « *Méthodologie pour une répartition géographique équitable* ».

³⁹ C 2007/PV/11; C 2007/PV/11.

ANNEXE A

**ORDRE DU JOUR DE LA TRENTE-QUATRIÈME SESSION
DE LA CONFÉRENCE**

**INTRODUCTION ET EXAMEN DE LA SITUATION DE L'ALIMENTATION
ET DE L'AGRICULTURE**

1. Élection du Président et des Vice-Présidents
2. Constitution du Bureau et de la Commission de vérification des pouvoirs
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation de la session
4. Admission d'observateurs
5. Examen de la situation de l'alimentation et de l'agriculture

**QUESTIONS DE FOND ET DE POLITIQUE GÉNÉRALE AYANT TRAIT À
L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE**

6. Rapport de situation sur l'application du Plan d'action pour la parité hommes-femmes et le développement
7. Rapport intérimaire sur l'examen triennal d'ensemble des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies
8. Programme alimentaire mondial ONU/FAO
9. Année internationale de la pomme de terre 2008
10. Année internationale des fibres naturelles 2009

QUESTIONS RELATIVES AU PROGRAMME ET AU BUDGET

11. Rapport sur l'exécution du Programme 2004-2005
12. Rapport d'évaluation du programme 2007
13. Programme de travail et budget 2008-2009 (Projet de résolution)
14. Évaluation externe indépendante de la FAO

QUESTIONS JURIDIQUES, ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES**A. Questions constitutionnelles et juridiques**

15. Adoption du russe en tant que langue de l'Organisation (amendement de l'Article XXII de la Constitution et Article XLVII du Règlement général de l'Organisation) (Projets de résolutions)

16. Autres questions constitutionnelles et juridiques
 - 16.1 Rationalisation des règles d'adhésion aux comités dits « ouverts » du Conseil de la FAO (Amendements au Règlement général de l'Organisation) (Projet de résolution)
 - 16.2 Amendements aux Règles générales du PAM

B. Questions administratives et financières

17. Comptes vérifiés 2004-2005 (Projet de résolution)
18. Barème des contributions 2008-2009 (Projet de résolution)
19. Paiement par la Communauté européenne des dépenses administratives et autres découlant de son statut de Membre de l'Organisation
20. Autres questions administratives et financières

NOMINATIONS ET ÉLECTIONS

21. Demandes d'admission à la qualité de membre de l'Organisation
22. Élection des membres du Conseil
23. Nominations
 - 23.1 Nomination du Président indépendant du Conseil
 - 23.2 Nomination des représentants de la Conférence de la FAO au Comité de la Caisse des pensions du personnel

AUTRES QUESTIONS

24. Date et lieu de la trente-cinquième session de la Conférence
25. Autres questions
 - 25.1 Conférence McDougall
 - 25.2 Remise des prix B.R. Sen
 - 25.3 Remise du prix A.H. Boerma
 - 25.4 Remise du prix Édouard Saouma
 - 25.5 Médaille Margarita Lizárraga
 - 25.6 In Memoriam
 - 25.7 Rapports de la Conférence technique internationale sur les ressources zoogénétiques (Interlaken, Suisse, 3 – 7 septembre 2007) et de la onzième session ordinaire de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (Rome, 11 – 15 juin 2007)
 - 25.8 Mesures destinées à améliorer la situation de trésorerie de l'Organisation
 - 25.9 Répartition géographique équitable et équilibre hommes-femmes dans la structure du cadre organique

المرفق باء
附录 B
APPENDIX B
ANNEXE B
APÉNDICE B

قائمة المندوبين والمراقبين

代表和观察员名单

LIST OF DELEGATES AND OBSERVERS

LISTE DES DÉLÉGUÉS ET OBSERVATEURS

LISTA DE DELEGADOS Y OBSERVADORES

الرئيس المستقل

主 席

Chairperson

Président

Presidente

: Carlos Danilo VALLEJO LÓPEZ (Ecuador)

نواب الرئيس

副主席

Vice-Chairpersons

Vice-présidents

Vicepresidentes

: Kaman NAINGGOLAN (Indonesia)

: Abu Baker Al-Mabrouk AL-MANSOURI (Libyan Arab Jamahirija)

: Vladimir A. IOSIFOV (Russian Federation)

الدول الأعضاء
成员国
MEMBER NATIONS
ÉTATS MEMBRES
ESTADOS MIEMBROS

AFGHANISTAN - AFGANISTÁN

Delegate

Musa M. MAROOFI
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Alternate(s)

Abdul Razak AYAZI
 Agriculture Attaché
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

Ur Rahman HABIB

Senior Adviser
 Ministry of Agriculture, Irrigation and
 Livestock
 Kabul

Ms Fatima ZAHIR

First Secretary
 Embassy of Afghanistan
 Rome

Ms Fahima WAHIDI

Second Secretary
 Embassy of the Islamic Republic of
 Afghanistan
 Rome

ALBANIA - ALBANIE

Delegate

Jemin GJANA
 Minister for Agriculture, Food and
 Consumer Protection
 Tirana

Alternate(s)

Llesh KOLA
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Sali METANI

Chief
 Division of European Integration
 Ministry of Agriculture, Food and
 Consumer Protection
 Tirana

Ms Vera CARA

First Secretary
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

ALGERIA - ALGÉRIE - ARGELIA -
الجزائر

Délégué

Smaïl MIMOUNE
 Ministre de la pêche et des ressources
 halieutiques
 Alger

المندوب

اسماعيل ميمون
 وزارة الصيد البحري والموارد الصيدية
 الجزائر

Suppléant(s)

Rachid MARIF
 Ambassadeur
 Représentant permanent auprès de la FAO
 Rome

المنابوب

رشيد معاريف

السفير

والممثل الدائم لدى المنظمة

روما

Abdessalem CHELGHOUM
Secrétaire général
Ministère de l'agriculture et du
développement rural
Alger

عبد السلام شلغوم
الأمين العام
وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
الجزائر

Abderrahman HAMIDAOU
Ministre plénipotentiaire
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

عبد الرحمان حميداي
الوزير المفوض
والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
روما

Abdelmalek TITAH
Inspecteur général
Direction générale des forêts
Ministère de l'agriculture et du
développement rural
Alger

عبد الملك تيتاح
المفتش العام
للمديرية العامة للغابات
وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
الجزائر

Ramdane OUSSAID
Sous Directeur
Ministère de la pêche et des ressources
halieutiques
Alger

رمضان أوسعيد
نائب مدير
بوزارة الصيد البحري والموارد الصيدية
الجزائر

Abderrahman BOURAD
Directeur général de la Caisse nationale de
la mutualité agricole
Alger

عبد الرحمان بوراد
المدير العام للصندوق الوطني للتعااضي
الفلاحي
الجزائر

Mme Habiba TALEB
Secrétaire diplomatique
Ambassade de la République algérienne
démocratique et populaire
Rome

السيدة حبيبة طالب
سكرتير دبلوماسي
سفارة الجمهورية الجزائرية الديمقراطية
الشعبية
روما

Hamza BELKHODJA
Chef protocole
Ministère de la pêche et des ressources
halieutiques
Alger

حمزة بلخوجة
مديرية تشريفات
وزارة الصيد البحري والموارد الصيدية
الجزائر

ANDORRA - ANDORRE

Délégué
Albert PINTAT SANTOLÀRIA
Premier Ministre
Andorre-la-Vieille

Suppléant(s)
Mme Meritxell MATEU PI
Ministre des affaires étrangères
Andorre-la-Vieille

Joel FONT COMA
Ministre de l'économie et de l'agriculture
Andorre-la-Vieille

Vicenç MATEU
Ambassadeur d'Andorre en Italie
Rome

Ms Meritxell ROQUET
Agent technique au service de l'agriculture
Ministère de l'économie et de l'agriculture
Andorre-la-Vieille

Josep Maria CASALS
Chef de l'unité agriculture et nutrition
Ministère de l'économie et de l'agriculture
Andorre-la-Vieille

Ms Cristel MOLNE
Agent au service du protocole
Ministère de l'économie et de l'agriculture
Andorre-la-Vieille

ANGOLA**Délégué**

Afonso Pedro CANGA
Ministre de l'agriculture et du
développement rural
Luanda

Suppléant(s)

Salomão XIRIMBIMBI
Ministre des pêches
Luanda

Joaquim Ekuma MUAUFUMUA
Ministre du commerce
Luanda

Mme Graça JOB
Vice Ministre de finances
Ministère des finances
Luanda

Manuel Pedro PACAVIRA
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Gomes CARDOSO
Directeur National du Commerce
Ministère du Commerce
Luanda

Rodrigo MUTUNDA
Directeur National de l'Institut national
pour la défense du consommateur
Ministère du commerce
Luanda

Pedro Agostinho KANGA
Directeur
Cabinet des relations internationales
Ministère de l'agriculture et du
développement rural
Luanda

Dielobaka NDOMBELE
Directeur du Cabinet des relations
internationales
Ministère de l'agriculture et du
développement rural
Luanda

David TUNGA
Directeur du Cabinet de la sécurité
alimentaire
Ministère de l'agriculture et du
développement rural
Luanda

Mme Manuela HUNG DE OLIVEIRA
Directrice du Laboratoire national
Ministère du commerce
Luanda

Mme Maria Alvaro DONGALA
DOMBAXE
Chef du Département de l'aquaculture
continentale de la DNA
Ministère des pêches
Luanda

Mme Esperanca JUSTIZ SILVA
Chef du Département de l'aquaculture de
l'Institut de pêche artisanale
Ministère des pêches
Luanda

Kiala Kia MATEVA
Conseiller
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

Carlos Alberto AMARAL
Conseiller
Représentant permanent suppléant auprès
de la FAO
Rome

Mme Maria Luisa CAETANO DO
NASCIMENTO
Assistante
Cabinet du Ministre
Ministère de l'agriculture et du
développement rural
Luanda

Mme Maria Celestina PACAVIRA
Assistante pour les affaires internationales
Ambassade de la République d'Angola
Rome

**ANTIGUA AND BARBUDA –
ANTIGUA-ET-BARBUDA –
ANTIGUA Y BARBUDA**

ARGENTINA - ARGENTINE

Delegado
Victorio José María TACCETTI
Embajador
Representante Permanente ante la FAO
Roma

Suplente(s)
Sra. María DEL CARMEN SQUEFF
Consejero
Representante Permanente Alterno ante la
FAO
Roma

Ariel FERNÁNDEZ
Jefe de Asesores del Subsecretario de
Política Agropecuaria y Alimentos
Secretaría de Agricultura, Ganadería, Pesca
y Alimentos
Buenos Aires

Ruben CIANI
Director de Mercados Agroalimentarios
Secretaría de Agricultura, Ganadería, Pesca
y Alimentos
Buenos Aires

Agustín ZIMMERMANN
Tercer Secretario
Representante Permanente Alterno ante la
FAO
Roma

Sra. María Andrea FORBES
Representación Permanente de la República
Argentina ante la FAO
Roma

Sra. María Inés JAIME BURMEISTER
Representación Permanente de la República
Argentina ante la FAO
Roma

ARMENIA - ARMÉNIE

Delegate
Zohrab V. MALEK
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

AUSTRALIA - AUSTRALIE

Delegate
Ms Amanda VANSTONE
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Alternate(s)
Cliff SAMSON
Deputy Secretary
Department of Agriculture, Fisheries and
Forestry
Canberra

Craig BURNS
Executive Manager
International Division
Department of Agriculture, Fisheries and
Forestry
Canberra

Ian LONGSON
Director-General
WA, Department of Agriculture and Food
Bentley, WA

Brett HUGHES
Manager
Multilateral Trade Branch
Department of Agriculture, Fisheries and
Forestry
Canberra

Ms Judy BARFIELD
Counsellor (Agriculture)
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Ms Fiona BARTLETT
Counsellor (Agriculture) Designate
Department of Agriculture, Fisheries and
Forestry
Canberra

AUSTRIA - AUTRICHE

Delegate

Ms Hedwig WÖGERBAUER
 Director
 Head of Division for FAO, OECD, Food
 Aid and Economic Provision Affairs
 Federal Ministry of Agriculture, Forestry,
 Environment and Water Management
 Vienna

Alternate(s)

Norbert WINKLER
 Officer-in-Charge for OECD, FAO, Food
 Aid and Economic Provision Affairs
 Federal Ministry of Agriculture, Forestry,
 Environment and Water Management
 Vienna

Harald STRANZL
 Minister Counsellor
 Federal Ministry of European and
 International Affairs
 Vienna

Ms Natalie FEISTRITZER
 Counsellor (Agricultural Affairs)
 Permanent Representative to FAO
 Rome

**AZERBAIJAN - AZERBAĬDJAN -
AZERBAIJÁN**

Delegate

Emil Zulfgar oglu KARIMOV
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Alternate(s)

Rashad ASLANOV
 Second Secretary
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

Ms Nigar HUSEYNOVA
 Third Secretary
 Embassy of the Republic of Azerbaijan
 Rome

Mammad ZULFUGAROV

Attaché
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

BAHAMAS

Delegate

Lawrence CARTWRIGHT
 Minister for Agriculture and Marine
 Resources
 Nassau

Alternate(s)

Mrs Colleen NOTTAGE
 Permanent Secretary
 Ministry of Agriculture and Marine
 Resources
 Nassau

Simeon PINDER
 Director of Agriculture
 Ministry of Agriculture and Marine
 Resources
 Nassau

Michael BRAYNEN
 Director of Marine Resources
 Ministry of Agriculture and Marine
 Resources
 Nassau

Ms Theresa CARTWRIGHT
 Ministry of Agriculture and Marine
 Resources
 Nassau

**BAHRAIN - BAHREĬN - BAHREIN -
البحرين**

Delegate

Mansoor Ben Hassan BEN RAJAB
 Minister for Municipalities and Agriculture
 Affairs
 Manama

المندوب

منصور بن حسن بن رجب
 وزير شؤون البلديات والزراعة
 المنامة

Alternate(s)

Jaffar Habib AHMED HASSAN
Assistant Under-Secretary
Agricultural Production
Ministry of Municipalities and Agriculture
Affairs
Manama

المناوب
جعفر حبيب أحمد حسن
مساعد وكيل الوزير للإنتاج الزراعي
وزارة شؤون البلديات والزراعة
المنامة

Own Ali AL KHENAIZI
Technical Advisor
Ministry of Municipalities and Agriculture
Affairs
Manama

عون علي الخنيزي
المستشار الفني
وزارة شؤون البلديات والزراعة
المنامة

Ayman Ahmed AL KHUDHUR
Technical Advisor
Ministry of Municipalities and Agriculture
Affairs
Manama

أيمن أحمد الخضر
مستشار فني
وزارة شؤون البلديات والزراعة
المنامة

Khalil Ebrahim AL DERAZI
Director
Extension and Agriculture Relations
Directorate
Ministry of Municipalities and Agriculture
Affairs
Manama

خليل ابراهيم الدرازي
مدير
إدارة الإرشاد والعلاقات الزراعية
وزارة شؤون البلديات والزراعة
المنامة

Mubarak Aman AL NOAIMI
Director of Water Resources Directorate
Ministry of Municipalities and Agriculture
Affairs
Manama

مبارك أمان النعيمي
مدير إدارة مصادر المياه
وزارة شؤون البلديات والزراعة
المنامة

Moh'd ABBAS ISA
Media Specialist
Ministry of Municipalities and Agriculture
Affairs
Manama

محمد عباس عيسى
أخصائي إعلام
وزارة شؤون البلديات والزراعة
المنامة

BANGLADESH

Delegate
Fazlul KARIM
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Alternate(s)
Ms Nasrin AKHTER
Counsellor (Economic Affairs)
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Shameem AHSAN
Counsellor (Political)
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

BARBADOS - BARBADE

Delegate
Erskine GRIFFITH
Minister for Agriculture and Rural
Development
Bridgetown

Alternate(s)

Frederick FORDE
Permanent Secretary
Ministry of Agriculture and Rural
Development
Bridgetown

Barton CLARKE
Chief Agricultural Officer
Ministry of Agriculture and Rural
Development
Bridgetown

Roland PARFONRY

Conseiller
Service public fédéral (SFP) affaires
étrangères, commerce extérieur et
coopération au développement
Bruxelles

Hugo VERBIST

Conseiller
Représentant permanent suppléant auprès
de la FAO
Rome

BELARUS - BÉLARUS - BELARÚS

Delegate

Aleksei SKRIPKO
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Alternate(s)

Andrei LOZOVIK
Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

BELGIUM - BELGIQUE - BÉLGICA

Délégué

Jan DE BOCK
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Suppléant(s)

Mme Martine VAN DOOREN
Ministre Conseiller
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

Francis VANNEROM

Conseiller
Service public fédéral (SFP) affaires
étrangères, commerce extérieur et
coopération au développement
Bruxelles

BELIZE - BELICE**BENIN - BÉNIN**

Délégué

Roger DOVONOU
Ministre de l'agriculture, de l'élevage, et de
la pêche
Cotonou

Suppléant(s)

Hontonnou DOSSOU BATA
Directeur de l'agriculture
Ministère de l'agriculture, de l'élevage, et
de la pêche
Cotonou

Jean YEHOUE NOU TESSI

Directeur Adjoint des forêts et des
ressources naturelles
Ministère de l'environnement et de la
protection de nature
Cotonou

Mme Madina SEPHOU

Conseiller Technique à la recherche, à
l'agriculture et à l'alimentation du Ministre
Ministère de l'agriculture, de l'élevage, et
de la pêche
Cotonou

BHUTAN - BHOUTAN - BHUTÁN

Delegate

Sherub GYALTSHEN
Secretary
Ministry of Agriculture
Thimphu

Alternate(s)

Tenzin CHOPHEL
Chief Planning Officer
Policy and Planning Division
Ministry of Agriculture
Thimphu

Ganesh B. CHHETRI
Chief Agriculture Officer
Department of Agriculture
Ministry of Agriculture
Thimphu

BOLIVIA - BOLIVIE

Delegado

Esteban Elmer CATARINA MAMANI
Embajador
Representante Permanente ante la FAO
Roma

Suplente(s)

Maria Isabel CADIMA PAZ
Consejera
Representante Permanente Alterno ante la FAO
Roma

Oscar Bailon Javier RIVERO
ECHEVERRÍA
Segundo Secretario
Embajada de la República de Bolivia
Roma

**BOSNIA AND HERZEGOVINA -
BOSNIE-HERZÉGOVINE –
BOSNIA Y HERZEGOVINA**

BOTSWANA

Delegate

Johnie K. SWARTZ
Minister for Agriculture
Gaborone

Alternate(s)

Molatlhegi MODISE
Director
Crop Production Department
Ministry of Agriculture
Gaborone

Ms Kebabope LALETSANG

Acting Director for Planning and Statistics
Ministry of Agriculture
Gaborone

Amos Galefele RAMOCHA
Principal Scientific Officer
Ministry of Agriculture
Gaborone

BRAZIL - BRÉSIL - BRASIL

Delegate

José Antônio MARCONDES DE
CARVALHO
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Alternate(s)

Célio PORTO
International Advisor
Ministry of Agriculture, Livestock and
Food Supply
Brasília

Renato MOSCA DE SOUZA
Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Saulo Arantes CEOLIN
Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Mário Gustavo MOTTIN
Second Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Felipe Haddock Lobo GOULART
Second Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

BULGARIA - BULGARIE

Delegate

Dimitar PEYCHEV
Deputy Minister of Agriculture and Food
Ministry of Agriculture and Food
Sofia

Alternate(s)

Krassimir KOSTOV
Minister Plenipotentiary
Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Jasmine POPOVA
Ambassador
Ministry of Foreign Affairs
Sofia

Ms Rossitza GEORGOVA
Head of Department
Ministry of Agriculture and Food
Sofia

BURKINA FASO

Délégué

Laurent SEDOGO
Ministre de l'environnement et du cadre de
vie
Ouagadougou

Suppléant(s)

Boubakar Cisse
Conseiller économique
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

André A. YAMEOGO
Secrétaire Exécutif
Conseil National de la Sécurité Alimentaire
Ouagadougou

Ibrahim LANKOANDE
Directeur des forêts
Ministère de l'environnement et du cadre de
vie
Ouagadougou

BURUNDI

Délégué

Léopold NDAYISABA
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Suppléant(s)

Adrien NAHAYO
Premier Conseiller
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

CAMBODIA - CAMBODGE - CAMBOYA**CAMEROON - CAMEROUN -
CAMERÚN**

Délégué

Jean NKUETE
Vice Premier Ministre
Ministre de l'agriculture et du
développement rural
Yaoundé

Suppléant(s)

Michael TABONG KIMA
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Moungui MÉDI
Deuxième Conseiller
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

Mme Sylvie ONANA
Chargée d'études
Services du Premier Ministre
Yaoundé

Jacob ONDOUA OWONO
Directeur des Études, des programmes et de
la planification
Ministère de l'agriculture et du
développement rural
Yaoundé

Paul NFONDANG
Sous Directeur du Budget
Ministère de l'agriculture et du
développement rural
Yaoundé

Philippe MOUMIE
Secrétaire Permanent
Comité de gestion de l'assistance
FAO/PAM
Yaoundé

Raymond Jean-Jules Sanzhie SANZHIÉ
BOKALLY
Secrétaire Exécutif de la caisse de
développement de la pêche maritime
Ministère de l'élevage, des pêches et des
industries animales
Yaoundé

Ousman BABA MALLOUM
Directeur des Pêches
Ministère de l'élevage, des pêches et des
industries animales
Yaoundé

Mlle Nathalie NGANGOUM
Étudiante stagiaire en relations
internationales
Rome

CANADA - CANADÁ

Delegate

Gerry RITZ
Minister for Agriculture and Agri-Food and
Minister for the Canadian Wheat Board
Ottawa

Alexander HIMELFARB
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Alternate(s)

Ms Krista MOUNTJOY
Assistant Deputy Minister
Markets and Industry Services Branch
Agriculture and Agri-Food Canada
Ottawa

Blair COOMBER
Director-General
International Trade Policy Directorate
Agriculture and Agri-Food Canada
Ottawa

Paul MURPHY
Executive Director
Programs and Multilateral Affairs
Agriculture and Agri-Food Canada
Ottawa

Wayne EASTER
Member of Parliament
Ottawa

Ms Lynette CORBETT
Chief of Staff
Minister's Office
Agriculture and Agri-Food Canada
Ottawa

Todd MACKAY
Director of Communications
Minister's Office
Agriculture and Agri-Food Canada
Ottawa

James MELANSON
Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Maureen DOLPHIN
Deputy Director
Programs and Multilateral Affairs
Agriculture and Agri-Food Canada
Ottawa

Kent VACHON
Counsellor
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Ms Rachel ARCHER
Multilateral Affairs Officer
Programs and Multilateral Affairs
Agriculture and Agri-Food Canada
Ottawa

Angel GARCIA
Events Planner
Communications Branch
Agriculture and Agri-Food Canada
Ottawa

Michel LANDRY
Counsellor Veterinary Affairs
Agriculture, Fisheries and Environment
Section
Mission of Canada
Brussels

**CAPE VERDE - CAP-VERT –
CABO VERDE**

Délégué

Mme Maria Madalena DE BRITO NEVES
Ministre de l'environnement et de
l'agriculture
Praia

Suppléant(s)

José Eduardo DANTAS FERREIRA
BARBOSA
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Mme Maria Goretti SANTOS LIMA
Conseiller
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

Mme Adelaide RIBEIRO
Directrice d'études, planification et
coopération
Ministère de l'environnement, agriculture et
pêche
Praia

**CENTRAL AFRICAN REPUBLIC -
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE -
REPÚBLICA CENTROAFRICANA**

Délégué

Charles MASSI
Ministre du développement rural
Bangui

Suppléant(s)

Michel BISSEFI
Point Focal FAO/OMC
Ministère du développement rural
Bangui

CHAD - TCHAD

Délégué

Haroun KABADI
Ministre d'État
Ministre de l'agriculture
N'Djaména

Suppléant(s)

Mme Haoua OUTMAN DJAMÉ
Ministre de l'environnement, de la qualité
de la vie et des parcs nationaux
N'Djaména

Abakar RAMADANE
Ministre de la pêche, de l'hydraulique
pastorale et villageoise
N'Djaména

Ashanty OUMAR
Secrétaire Général du Ministère de
l'Agriculture
Ministère de l'agriculture
N'Djaména

Sandjima DOUNIA
Secrétaire Général
Ministère de l'environnement, de la qualité
de la vie et des parcs nationaux
N'Djaména

Djitaingar DJIBANGAR
Directeur général de la production agricole
Ministère de l'agriculture
N'Djaména

Ahmat Mahamat HASSANE
Conseiller juridique du Ministre de
l'agriculture
Ministère de l'agriculture
N'Djaména

Ibet OUTHMAN ISSA
 Directeur Général de l'Institut Tchadien de
 recherche agronomique pour le
 développement
 Ministère de l'agriculture
 N'Djaména

Alternate(s)
 LI ZHENG DONG
 Director-General
 Department of International Cooperation
 Ministry of Agriculture
 Beijing

CHILE - CHILI

Delegado
 Gabriel VALDÉS SUBERCASEAUX
 Embajador
 Representante Permanente ante la FAO
 Roma

李正东
 农业部
 国际合作司
 司长
 北京

Suplente(s)
 Konrad PAULSEN
 Ministro Consejero
 Representante Permanente Adjunto ante la
 FAO
 Roma

LIANG TIANGENG
 Director-General
 Department of Personnel and Human
 Resources
 Ministry of Agriculture
 Beijing

Julio FIOL
 Consejero
 Representante Permanente Alterno ante la
 FAO
 Roma

梁田庚
 农业部
 人事劳动司
 司长
 北京

Antonio BAYAS
 Funcionario de Dirección de Política
 Multilateral
 Ministerio de Relaciones Exteriores
 Santiago

CHEN XIAOHUA
 Director-General
 Department of Law and Policy
 Ministry of Agriculture
 Beijing

Victor VENEGAS
 Encargado Asuntos Internacionales
 Ministerio de Agricultura
 Santiago

陈小华
 农业部
 政策法规司
 司长
 北京

CHINA - CHINE - 中国

Delegate
 SUN ZHENGCAI
 Minister for Agriculture
 Beijing

MA YOUXIANG
 Minister Plenipotentiary
 Permanent Representative to FAO
 Rome

孙政才
 中国农业部
 部长
 北京

马有祥
 常驻粮农机构代表处代表
 全权公使
 罗马

Ms YAO XIANGJUN
Deputy Director-General
Department of International Cooperation
Ministry of Agriculture
Beijing

姚向君
农业部
国际合作司
副司长
北京

HU YAN'AN
Counsellor
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

胡延安
常驻粮农机构代表处
参赞
罗马

LIU LE
Secretary to the Minister for Agriculture
Ministry of Agriculture
Beijing

刘乐
农业部
部长秘书
北京

LUO MING
Director
Department of International Cooperation
Ministry of Agriculture
Beijing

罗鸣
农业部
国际合作司
处长
北京

LIU ZHONGWEI
Director
Department of International Cooperation
Ministry of Agriculture
Beijing

刘中蔚
农业部
国际合作司
处长
北京

ZHAO BING
First Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

赵兵
常驻粮农机构代表处
一秘
罗马

ZHANG MING
Second Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

张明
常驻粮农机构代表处
二秘
罗马

ZHANG MINGJIE
Second Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

张明杰
常驻粮农机构代表处
二秘
罗马

CHEN CHANGBING
Second Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

陈常兵
常驻粮农机构代表处
二秘
罗马

Ms QIAN YU
Third Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

钱钰
常驻粮农机构代表处
三秘
罗马

PANG YULIANG
Third Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

庞玉良
常驻粮农机构代表处
三秘
罗马

ZHAO LIJUN
Officer
Department of International Cooperation
Ministry of Agriculture
Beijing

赵立军
农业部
国际合作司
副主任科员
北京

Ms ZHANG XIJUN
Interpreter
Ministry of Agriculture
Beijing

张夕君
农业部
国际交流服务中心
翻译
北京

AN QUAN
Attaché
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

安全
常驻粮农机构代表处
职员
罗马

COLOMBIA - COLOMBIE

Delegado
Sabas PRETELT DE LA VEGA
Embajador
Representante Permanente ante la FAO
Roma

Suplente(s)
Francisco José COY GRANADOS
Ministro Plenipotenciario
Representante Permanente Adjunto ante la
FAO
Roma

Sra. Rosalía Esperanza ANZOLA MORA
Consejera
Representante Permanente Alterno ante la
FAO
Roma

Sra. Beatriz CALVO VILLEGAS
Primer Secretario
Representante Permanente Adjunto ante la
FAO
Roma

Andrea LONDOÑO OSORIO Primer Secretario Representante Permanente Adjunto ante la FAO Roma	Appolinaire NGOUEMBÉ Directeur Général de la pêche et de l'aquaculture Ministère de la pêche maritime et continentale Brazzaville
COMOROS - COMORES - COMORAS – جزر القمر	
CONGO	
Délégué Mme Jeanne DAMBENDZET Ministre de l'agriculture et de l'élevage Brazzaville	Alphonse OKOYE Directeur Général du Commerce Ministère du commerce, de la consommation et des approvisionnements Brazzaville
Suppléant(s) Pacifique ISSOÏBÉKA Ministre de l'économie, des finances et du budget Brazzaville	Emile ESSEMA Deuxième Conseiller Représentant permanent suppléant auprès de la FAO Rome
Henri DJOMBO Ministre de l'économie forestière Brazzaville	Dieudonné KISSIEKIAOUA Conseiller à la pêche maritime Ministère de la pêche maritime et continentale Brazzaville
Mme Adelaïde MOUNDELÉ-NGOLLO Ministre du commerce, de la consommation et des approvisionnements Brazzaville	Marie Albert KOY Conseiller à la coopération et à la formation Ministère de la pêche maritime et continentale Brazzaville
Philippe MVOUO Ministre de la pêche maritime et continentale Brazzaville	Jacques OSSISSOU Conseiller Economique Ministère de l'économie forestière Brazzaville
Mamadou DEKAMO KAMARA Ambassadeur Représentant permanent auprès de la FAO Rome	Germain KOMBO Conseiller à l'environnement et au développement durable Ministère de l'économie forestière Brazzaville
Sylvain BAYALAMA Ministre Conseiller Représentant permanent suppléant auprès de la FAO Rome	Paul Hervey KENGOUYA Conseiller Spécial Ministère de la pêche maritime et continentale Brazzaville
Mme Georgette BAMANA DANDOU Directrice Générale de l'Agriculture Ministère de l'agriculture et de l'élevage Brazzaville	Simon ATSIUO Directeur du Centre national des semences améliorées Ministère de l'agriculture et de l'élevage Brazzaville

Raymond NKOUA
Directeur de la composante Maîtrise de
l'eau
Ministère de l'agriculture et de l'élevage
Brazzaville

Guy Jean-Claude OKOULATSONGO
Premier Secrétaire
Ministère de l'agriculture et de l'élevage
Brazzaville

Maurice AYI-ALIALA
Attaché à l'Aquaculture
Ministère de l'agriculture et de l'élevage
Brazzaville

Gilbert IBARA
Attaché à la Direction des études et de la
planification
Ministère de l'agriculture et de l'élevage
Brazzaville

Ulrich William DABOUDARD
Attaché aux relations publiques
Ministère de la pêche maritime et
continentale
Brazzaville

Yvon NGAKENI
Attaché de Cabinet
Ministère de l'économie forestière
Brazzaville

Anicet MOUNGANI
Attaché au Commerce
Ministère du commerce, de la
consommation et des approvisionnements
Brazzaville

Ferdinand MILANDOU
Chef de Division des Organisations à
caractère juridique, social et humanitaire
Ministère de la coopération, de l'action
humanitaire et de la solidarité
Brazzaville

COOK ISLANDS - ÎLES COOK – ISLAS COOK

COSTA RICA

Delegado
Luis París CHAVERRI
Embajador
Representante Permanente ante la FAO
Roma

Suplente(s)
Sra. Greta PREDELLA
Representación Permanente de Costa Rica
Roma

CÔTE D'IVOIRE

Délégué
Youssef SOUMAHORO
Ministre du commerce
Abidjan

Suppléant(s)
Richard ZADY GBAKA
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Apia Edmond N'DRI
Directeur des productions alimentaires et
de la diversification
Ministère de l'agriculture
Abidjan

Yacouba ATTA
Premier Conseiller
Ambassade de la République de Côte
d'Ivoire
Rome

Lida Lambert BALLOU
Conseiller
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

Aboubakar BAKAYOKO
Conseiller
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

Nicaisse ATSE
Chargé du Protocole
Ambassade de la République de Côte
d'Ivoire
Rome

Mamadouba KAMISSOKO
Directeur de la Metrologie
Ministère du commerce
Abidjan

Lamad Abdallah BAKAYOKO
Chargé de mission
Ministère du commerce
Abidjan

Souleymane BAKAYOKO
Conseiller Technique
Ministère du commerce
Abidjan

Soro YAMANI
Ministère de l'environnement et des eaux et
forêts
Abidjan

Kone NONYO
Conseiller technique
Ministère de l'économie et des finances
Abidjan

CROATIA - CROATIE - CROACIA

Delegate
Tomislav VIDOSEVIC
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Alternate(s)
Ms Zlata PENIC IVANKO
First Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Ms Marina DEUR
Senior Counsellor
International Relationship Division
Ministry of Agriculture, Forestry and Water
Management
Zagreb

CUBA

Delegado
Enrique MORET ECHEVERRÍA
Embajador
Representante Permanente ante la FAO
Roma

Suplente(s)
José QUINTERO GÓMEZ
Funcionario
Representación Permanente de la República
de Cuba ante la FAO
Roma

CYPRUS - CHYPRE - CHIPRE

Delegate
Panikos POURROS
Permanent Secretary
Ministry of Agriculture, Natural Resources
and Environment
Nicosia

Alternate(s)
George F. POULIDES
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Haris ZANNETIS
Senior Agricultural, Natural Resources and
Environment Officer
Ministry of Agriculture, Natural Resources
and Environment
Nicosia

Gabriel ODYSSEOS
Attaché (Agriculture)
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Artemis ANTONIADES
Senior Agricultural Research Officer
Ministry of Agriculture, Natural Resources
and Environment
Nicosia

**CZECH REPUBLIC –
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE –
REPÚBLICA CHECA**

Delegate

Ivo HLAVÁČ
First Deputy Minister of Agriculture
Ministry of Agriculture
Prague

Alternate(s)

Mrs Daniela MOYZESOVÁ
Counsellor
Permanent Representative to FAO
Rome

Mrs Hana SEVCIKOVÁ
Director
Development Cooperation and
Humanitarian Aid Department
Ministry of Foreign Affairs
Prague

Mrs Marta TEPLÁ
Director
Trade and International Cooperation
Department
Ministry of Agriculture
Prague

Jirí MUCHKA
Secretary of the National FAO Committee
Ministry of Agriculture
Prague

Mrs Leona VRÁNOVÁ
Ministry of Agriculture
Prague

Mrs Miroslava DEBNÁROVÁ
Ministry of Agriculture
Prague

**DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC
OF KOREA –
RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DÉMOCRATIQUE DE CORÉE -
REPÚBLICA POPULAR
DEMOCRÁTICA DE COREA**

Delegate

HAN Tae Song
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Alternate(s)

MUN Jong Nam
Secretary-General
DPRK National Committee for UN FAO
Pyongyang

JONG Sun Won
Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

PAK Chun Il
Coordinator
DPRK National Committee for UN FAO
Pyongyang

RI Song Chol
Second Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

**DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE
CONGO –
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU
CONGO –
REPÚBLICA DEMOCRÁTICA DEL
CONGO**

Délégué

François Joseph MOBUTU NZANGA
NGBANGAWE
Ministre d'État, chargé de l'agriculture
Kinshasa-Gombe

Suppléant(s)

Emmanuel LIBENDELE LOBUNA
Conseiller principal du Chef de l'État au
collège chargé de l'agriculture, pêche,
élevage et environnement
Kinshasa-Gombe

Albert TSHISELEKA FELHA
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Innocent Mokosa MANDENDE
Ministre Conseiller
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

**DENMARK - DANEMARK -
DINAMARCA**

Delegate

Gunnar ORTMANN
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Alternate(s)

Henrik KRØLL
Head of Department
Ministry of Food, Agriculture and Fisheries
Copenhagen

Søren SKAFTE
Minister
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Kristian HØJERSHOLT
Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Henrik JEPSEN
Attaché
Royal Danish Embassy
Rome

Johannes ØSTERGAARD
Chief Counsellor
Danish Agricultural Council
Copenhagen

DJIBOUTI - جيبوتي

Délégué

Abdoukader Kamil MOHAMED
Ministre de l'agriculture, de l'élevage et de
la mer
Djibouti

المندوب

عبد القادر كميل محمد
وزير الزراعة والتربية الحيوانية والبحار
جيبوتي

Suppléant(s)

Mohamed MOUSSA CHEHEM
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Bruxelles

المناب

محمد موسى شيهم

السفير

الممثل الدائم لدى المنظمة
بروكسيل

Djama Mahamoud DOUALEH
Secrétaire Général du ministère de
l'agriculture, de l'élevage, de la mer, chargé
des Ressources hydrauliques
Représentant permanent auprès de la FAO
Bruxelles

دجاما محمد دويله
المندوب الدائم لدى المنظمة
بروكسيل

DOMINICA - DOMINIQUE

Delegate

Matthew WALTER
Minister for Agriculture, Fisheries and
Forestry
Roseau

**DOMINICAN REPUBLIC -
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE -
REPÚBLICA DOMINICANA**

Delegado

Mario ARVELO CAAMAÑO
Embajador
Representante Permanente ante la FAO
Roma

Suplente(s)

Sra. Yanina GRATEREAUX
Ministra Consejera
Representante Permanente Alterna ante la
FAO
Roma

Héctor Manuel MARTÍNEZ
FERNÁNDEZ
Ministro Consejero
Representante Permanente Alternante ante la
FAO
Roma

ECUADOR - ÉQUATEUR

Delegado

Carlos Danilo VALLEJO LÓPEZ
Ministro de Agricultura, Ganadería,
Acuicultura y Pesca
Quito

Suplente(s)

Sra. Geoconda M. GALÁN CASTELO
Embajador
Representante Permanente ante la FAO
Roma

Fausto JORDÁN BUCHELI
Asesor Ministro
Ministerio de Agricultura, Ganadería,
Acuicultura y Pesca
Quito

Sra. Mónica MARTÍNEZ MEDUIÑO
Consejero
Representante Permanente Alternante ante la
FAO
Roma

José SALGADO SALGADO
RIVADENEIRA
Tercer Secretario
Representante Permanente Alternante ante la
FAO
Roma

Sra. María del Carmen GÁNDARA
RIOFRÍO
Asesora
Ministerio de Agricultura, Ganadería,
Acuicultura y Pesca
Quito

Sra. Serena VIVIANI
Observadora
Embajada de la República del Ecuador
Roma

EGYPT - ÉGYPT - EGIPTO - مصر

Delegate

Amin Ahmed Mohamed Othman ABAZA
Minister for Agriculture and Land
Reclamation
Cairo

المندوب
أمين أحمد محمد عثمان أباطة
وزير الزراعة واستصلاح الأراضي
القاهرة

Alternate(s)

Mohamed Ashraf GAMAL ELDIN
RASHED
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

المناوب
محمد أشرف جمال الدين رشيد
السفير
والممثل الدائم لدى المنظمة
روما

Adel EL SAYED AL-BELTAGY
Advisor for Research and Development to
the Minister for Agriculture and Land
Reclamation
Chairman of Agriculture Research and
Development Centre
Cairo

عادل السيد البلتاجي
مستشار في البحوث والتطوير لدى وزير
الزراعة واستصلاح الأراضي
رئيس مركز بحوث وتطوير الزراعة
القاهرة

Mrs Dawlat HASSAN
Ambassador
Advisor to the Minister for International
Relations
Cairo

السيدة دولت حسن
السفير
مستشار وزير العلاقات الدولية
القاهرة

Abdel Aziz Mohamed HOSNI ABDEL
AZIZ
Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

عبد العزيز محمد حسني عبد العزيز
المستشار
نائب الممثل الدائم لدى المنظمة
روما

Adel ABOUL-NAGA
Chief Researcher
Animal Research Institute
Cairo

عادل أبو النجا
كبير الباحثين
معهد البحوث الحيوانية
القاهرة

Medhat EL-MELIGI
Advisor to the Minister for Agriculture and
Land Reclamation
Ministry of Agriculture and Land
Reclamation
Cairo

مدحت المليجي
مستشار وزير الزراعة واستصلاح
الأراضي
وزارة الزراعة واستصلاح الأراضي
القاهرة

Yasser Abdel Rahman SOROUR
Second Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

ياسر عبد الرحمن سرور
السكرتير الثاني
الممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
روما

Raafat Salah Eldin ZAKI
Director-General
International Organizations and Conference
Department
Foreign Agricultural Relations
Ministry of Agriculture and Land
Reclamation
Cairo

رأفت صلاح الدين زكي
مدير عام
إدارة المنظمات الدولية والمؤتمرات
العلاقات الزراعية الخارجية
وزارة الزراعة واستصلاح الأراضي
القاهرة

EL SALVADOR

Delegado
Mario Ernesto SALAVERRÍA
Ministro de Agricultura y Ganadería
San Salvador

Suplente(s)
José Roberto ANDINO SALAZAR
Embajador
Representante Permanente ante la FAO
Roma

Sra. María Eulalia JIMÉNEZ DE MOCHI
ONORI
Ministro Consejero
Representante Permanente Adjunto ante la
FAO
Roma

Eduardo VIDES LARIN
Ministro Consejero
Embajada de El Salvador ante la Santa
Sede
Roma

Sra. Patricia COMANDARI
Ministro Consejero
Embajada de El Salvador ante la Santa
Sede
Roma

Sra. Beatriz MOLINA DE NORBY
Consejero
Embajada de El Salvador
Roma

**EQUATORIAL GUINEA –
GUINÉE ÉQUATORIALE –
GUINEA ECUATORIAL**

Delegado

Domingo OLOMO NVE
Viceministro de Agricultura y Bosques
Ministerio de Agricultura y Bosques
Malabo

Suplente(s)

Pascual BACALE MBIANG
Embajador
Representante Permanente ante la FAO
Roma

Salomón NFA NDONG
Director General de Agricultura
Ministerio de Agricultura y Bosques
Malabo

Gabriel Martín ESONO NDONG
Jefe de Sección
Ministerio de Agricultura y Bosques
Malabo

ERITREA - ÉRYTHRÉE

Delegate

Arefaine BERHE
Minister for Agriculture
Asmara

Alternate(s)

Zemed Tekle WOLDETATIOS
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Yohannes TENSUE
First Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

ESTONIA - ESTONIE

Delegate

Peeter SEESTRAND
Deputy Secretary-General for Foreign
Affairs and Development
Ministry of Agriculture
Tallinn

Alternate(s)

Ruve SANK
Minister Counsellor
Permanent Representative to FAO
Rome

Siim TIIDEMANN
Deputy Head
European Union and Foreign Affairs
Department
Ministry of Agriculture
Tallinn

Ms Kai KASENURM
Chief Specialist
European Union and Foreign Affairs
Department
Ministry of Agriculture
Tallinn

ETHIOPIA - ÉTHIOPIE - ETIOPIÁ

Delegate

Abreha Ghebrai ASEFFA
Minister Plenipotentiary
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Alternate(s)

Beide MELAKU
Counsellor
Embassy of the Federal Democratic
Republic of Ethiopia
Rome

**EUROPEAN COMMUNITY (MEMBER
ORGANIZATION) –
COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
(ORGANISATION MEMBRE) -
COMUNIDAD EUROPEA
(ORGANIZACIÓN MIEMBRO)**

Délégué

Jerzy PLEWA
Directeur Général Adjoint
Direction Générale de l'Agriculture et
développement rural
Bruxelles

Luis RIERA
 Directeur "Politique de développement -
 Questions thématiques"
 Direction Générale Développement et
 relations avec les États d'Afrique, des
 Caraïbes et du Pacifique
 Bruxelles

Mme Gyorgyi GURBAN
 Administrateur
 "Gouvernance environnementale
 internationale et pays en voie de
 développement"
 Direction Générale de l'environnement
 Bruxelles

Suppléant(s)

Luis RITTO
 Ambassadeur
 Représentant permanent auprès de la FAO
 Rome

Mme Belinda BERGAMASCHI
 Attaché Assistante
 Représentant permanent suppléant auprès
 de la FAO
 Rome

Leonard MIZZI
 Chef d'unité "ACP et Afrique du Sud,
 FAO, Aide alimentaire"
 Direction Générale Agriculture et
 développement rural
 Bruxelles

Mme Sylvia FANTOLI
 Attaché Assistante
 Représentant permanent suppléant auprès
 de la FAO
 Rome

Renaud-François MOULINER
 Premier Conseiller
 Représentant permanent suppléant auprès
 de la FAO
 Rome

Giulio ANGELINI
 Attaché Assistante
 Représentant permanent suppléant auprès
 de la FAO
 Rome

Thierry NÈGRE
 Conseiller
 Représentant permanent suppléant auprès
 de la FAO
 Rome

Davide CASALE
 Délégation de la Commission européenne
 auprès du Saint-Siège et des Organisations
 des Nations Unies
 Rome

FIJI - FIDJI

Mme Soline DE VILLARD
 Conseiller
 Représentant permanent suppléant auprès
 de la FAO
 Rome

Delegate
 Jainend KUMAR
 Minister for Agriculture and Primary
 Industries
 Suva

Javier ALCAZAR-SIRVENT
 Administrateur principal "ACP et Afrique
 du Sud, FAO, Aide alimentaire"
 Direction Générale agriculture et
 développement rural
 Bruxelles

Alternate(s)
 Ratu Seremaia TUINAUSORI
 CAVUILATI
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Brussels

Daniel CONTEL
 Administrateur
 "Gestion durable des ressources naturelles"
 Direction Générale de Développement et
 relations avec les États d'Afrique, des
 Caraïbes et du Pacifique
 Bruxelles

Malakai TADULALA
 Permanent Secretary for Agriculture and
 Primary Industries
 Ministry of Agriculture and Primary
 Industries
 Suva

Sakiusa TUBUNA
Chief Economist for Agriculture and
Primary Industries
Ministry of Agriculture and Primary
Industries
Suva

FINLAND - FINLANDE - FINLANDIA

Delegate

Ms Sirkka-Liisa ANTILA
Minister for Agriculture and Forestry
Helsinki

Alternate(s)

Veli -Pekka TALVELA
Director-General
Ministry of Agriculture and Forestry
Helsinki

Ms Anneli VUORINEN
Director-General
Ministry for Foreign Affairs
Helsinki

Ms Riikka LAATU
Minister Counsellor
Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Kaisa KARTTUNEN
Adviser to the Minister
Ministry of Agriculture and Forestry
Helsinki

Ms Anna SANTALA
Senior Advisor
Ministry of Agriculture and Forestry
Helsinki

Ms Marja-Liisa TAPIO-BISTRÖM
Senior Advisor
Ministry of Agriculture and Forestry
Helsinki

Simo TIAINEN
Director
Finnish Farmers' and Forest Owners' Union
(MTK)
Helsinki

FRANCE - FRANCIA

Délégué

Michel BARNIER
Ministre de l'agriculture et de la pêche
Paris

Suppléant(s)

Mme Mireille GUIGAZ
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Jean-Jacques SOULA
Conseiller scientifique
Représentant permanent suppléant auprès
de la FAO
Rome

Daniel MERKEZ
La direction des Nations unies et des
organisations internationales (NUOI)
Ministère des affaires étrangères
Paris

Philippe BEYRIÈS
Direction générale des politiques
économique, européenne et internationale
Ministère de l'agriculture et de la pêche
Paris

Mme Isabelle OUIILLON
Direction générale des politiques
économique, européenne et internationale
Ministère de l'agriculture et de la pêche
Paris

Mme Cécile BIGOT
Direction des pêches maritimes et de
l'aquaculture
Ministère de l'agriculture et de la pêche
Paris

Alain CHAUDRON
Direction générale de la forêt et des affaires
rurales
Ministère de l'agriculture et de la pêche
Paris

Denis QUENELLE
Rédacteur
Sous-direction des affaires budgétaires et
des contributions internationales
Ministère des affaires étrangères
Paris

Michel SALAS
Directeur
AGROPOLIS International
Montpellier

GABON - GABÓN

Délégué
Faustin BOUKOUBI
Ministre d'État,
Ministre de l'agriculture, de l'élevage et du
développement rural
Libreville

Suppléant(s)
Paul Duplex BEKALE
Ingénieur Agronome
Ministère du commerce, du développement
industriel, chargé du NEPAD
Libreville

Noël BAÏOT
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Mme Ivone ALVES DIAS DA GRAÇA
Premier Conseiller
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

Louis Stanislas CHARICAUTH
Conseiller
Représentant permanent suppléant auprès
de la FAO
Rome

Patrice YEMBA
Secrétaire Général permanent de la
Commission nationale FAO
Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du
développement rural
Libreville

Abel LENGOTA
Assistant du Ministre
Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du
développement rural
Libreville

GAMBIA - GAMBIE

Alternate(s)
Amadou SOWE
Permanent Secretary
Department of State for Agriculture
Banjul

GEORGIA - GÉORGIE

Delegate
Zaal GOGSADZE
Ambassador
Extraordinary and Plenipotentiary to Italy,
Republic of San Marino and Republic of
Malta
Permanent Representative to FAO
Rome

Alternate(s)
Natia SULAVA
First Counsellor
Embassy of Georgia
Rome

GERMANY - ALLEMAGNE - ALEMANIA

Delegate
Hans-Heinrich WREDE
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Alternate(s)
Klaus-Jörg HEYNEN
Director-General
Federal Ministry of Food, Agriculture and
Consumer Protection
Berlin

Heiner THOFERN
First Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Swantje HELBING
Head of Division
Federal Ministry of Consumer Protection,
Food and Agriculture
Berlin

Michael HOFFMANN
Assistant Head of Division
Foreign Office
Berlin

Niklas SCHULZE ICKING
Assistant Head of Division
Federal Ministry of Foreign Affairs
Berlin

Jens KNOLL
Federal Ministry of Economy and
Technology
Berlin

Ms Antonia VON LIPPA
Trainee
Permanent Representation of the Federal
Republic of Germany to FAO
Rome

GHANA

Delegate
Ernest Akobour DEBRAH
Minister for Food and Agriculture
Accra

Alternate(s)
Mrs Gladys ASMAH
Minister for Fisheries
Accra

Charles AGYEI-AMOAMA
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Adelaide BOATENG-SIRIBOE
Minister Counsellor
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Lionel AWITTY
Deputy Director
Ministry of Fisheries
Accra

Charles Pier COUSSEY
Advisor to the Minister
Ministry of Agriculture
Accra

GREECE - GRÈCE - GRECIA

Delegate
Charalambos ROCANAS
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Alternate(s)
Emmanuel MANOUSSAKIS
Minister Plenipotentiary (Agricultural
Affairs)
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Konstantinos VIZIOTIS
Officer
Division of Agricultural Policy
Ministry of Rural Development and Food
Athens

GRENADA - GRENADA - GRANADA

GUATEMALA

Delegado
Francisco Eduardo BONIFAZ
RODRÍGUEZ
Embajador
Representante Permanente ante la FAO
Roma

Suplente(s)
Sra. Ileana RIVERA DE ANGOTTI
Ministro Consejero
Representante Permanente Adjunto ante la
FAO
Roma

Sra. María Isabel NOLCK BERGER
Primer Secretario
Representante Permanente Alternante ante la
FAO
Roma

Sra. Barbara DEVIGUS
Asistente
Embajada de la República de Guatemala
Roma

Sra. Ligia Vanessa RIOS DE LÉON
Coordinadora Unidad de Políticas e
Información Estratégica
Ministerio de Agricultura, Ganadería y
Alimentación
Ciudad de Guatemala

Mme Adelina VITERI DE BRUNO
Agregado Comercial
Representante Permanente Alternante ante la
FAO
Roma

GUINEA - GUINÉE

Délégué
Mahmoud CAMARA
Ministre de l'agriculture, de l'élevage de
l'environnement et des eaux et forêts
Conakry

Suppléant(s)
Mohamed YOULA
Ministre de la pêche et de l'aquaculture
Conakry

El-Hadj Thierno Mamadou Cellou
DIALLO
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Abdoul Karim CAMARA
Directeur National de l'agriculture
Ministère de l'agriculture, de l'élevage de
l'environnement et des eaux et forêts
Conakry

Ibrahim Sory SYLLA
Directeur National de la pêche maritime
Conakry

El Hadj Mohamed NOBA
Premier Vice Président de la Chambre
Nationale de l'Agriculture
Conakry

Nabi Souleymane BANGOURA
Conseiller du Ministre de la Pêche
Ministère de la pêche et de l'aquaculture
Conakry

Amadou Tanou DIALLO
Chargé du Système des Nations Unies
Direction nationale de la coopération
Ministère de l'agriculture, de l'élevage de
l'environnement et des eaux et forêts
Conakry

Abdoulaye TRAORE
Conseiller Economique
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

GUINEA-BISSAU - GUINÉE-BISSAU

GUYANA

Delegate
Robert Montgomery PERSAUD
Minister for Agriculture
Georgetown

Alternate(s)
Patrick Ignatius GOMES
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Bruxelles

HAITI - HAÏTI - HAITÍ

Délégué
François SÉVERIN
Ministre de l'agriculture, des ressources
naturelles et du développement rural
Port-au-Prince

Suppléant(s)
Yvon SIMÉON
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Jean Marie BINETTE
 Directeur du Cabinet du Ministre
 Ministère de l'agriculture, des ressources
 naturelles et du développement rural
 Port-au-Prince

François Joseph DELINOIS
 Directeur Coopération Externe
 Ministère de l'agriculture, des ressources
 naturelles et du développement rural
 Port-au-Prince

Emmanuel CHARLES
 Ministre Conseiller
 Représentant permanent adjoint auprès de
 la FAO
 Rome

Carl Benny RAYMOND
 Conseiller
 Représentant permanent suppléant auprès
 de la FAO
 Rome

HONDURAS

Delegado
 Héctor HERNÁNDEZ AMADOR
 Ministro de Estado en el Despacho de
 Agricultura y Ganadería
 Tegucigalpa

Suplente(s)
 Elvin Ernesto SANTOS
 Embajador
 Representante Permanente ante la FAO
 (Designado)
 Roma

Roberto VILLEDA TOLEDO
 Asesor
 Secretaría de Estado en el Despacho de
 Agricultura y Ganadería
 Tegucigalpa

Sra. Mayra REINA DE TITTA
 Consejero
 Representante Permanente Alterno ante la
 FAO
 Roma

Alejandro ULLOA DE THUIM
 Asesor
 Secretaría de Estado en el Despacho de
 Agricultura y Ganadería
 Tegucigalpa

Miguel Enrique NOLASCO
 Asistente Técnico al Secretario de Estado
 Secretaría de Estado en el Despacho de
 Agricultura y Ganadería
 Tegucigalpa

Srta. Nolvía Aracely LANDA
 ORELLANA
 Asistente Técnico al Secretario de Estado
 Secretaría de Estado en el Despacho de
 Agricultura y Ganadería
 Tegucigalpa

HUNGARY - HONGRIE - HUNGRÍA

Delegate
 Fülöp BENEDEK
 Secretary of State
 Chairman, Hungarian National Committee
 for UN Food and Agricultural Agencies
 Budapest

Alternate(s)
 János KISS
 Director-General
 Department for Natural Resources
 Ministry of Agriculture and Rural
 Development
 Budapest

Ms Mariann KOVÁCS
 Deputy Director-General
 Department for EU Coordination and
 International Affairs
 Ministry of Agriculture and Rural
 Development
 Budapest

Domokos VÉKÁS
 Chargé d'Affaires
 Embassy of the Republic of Hungary
 Rome

Zoltán KÁLMÁN
 Counsellor
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Ms Evelin LANTOS
 Secretary General
 Hungarian National Committee for Food
 and Agricultural Organizations of the
 United Nations
 Ministry of Agriculture and Rural
 Development
 Budapest

ICELAND - ISLANDE - ISLANDIA

Delegate
 Einar Kristinn GUOFINNSSON
 Minister for Agriculture and Fisheries
 Reykjavík

Alternate(s)
 Gudni BRAGASON
 Minister Plenipotentiary
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Stefan ASMUNDSSON
 Director
 Ministry of Agriculture and Fisheries
 Reykjavík

Thorsteinn TOMASSON
 Director
 Ministry of Agriculture and Fisheries
 Reykjavík

Bjarni SIGTRYGGSSON
 Counsellor
 Department of Natural Resources and
 Environment
 Ministry of Foreign Affairs
 Reykjavík

Jonas HARALDSSON
 Temporary Officer
 Permanent Mission of Iceland
 Rome

Mrs Federica FRASCA
 Special Assistant
 Permanent Mission of Iceland
 Rome

INDIA - INDE

Delegate
 Kanti Lal BHURIA
 Minister of State for Agriculture
 New Delhi

Alternate(s)
 P.K. MISHRA
 Secretary
 Ministry of Agriculture
 New Delhi

Rajiv DOGRA
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Rome

Ramalingam PARASURAM
 Minister (Agriculture)
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

Mukesh KHULLAR
 Joint Secretary
 Ministry of Agriculture
 New Delhi

Shri Parveen KAKKAR
 OSD to Minister of State of Agriculture
 Ministry of Agriculture
 New Delhi

Harpal SINGH
 Assistant
 Embassy of India
 Rome

INDONESIA - INDONÉSIE

Delegate
 Anton APRIYANTONO
 Minister for Agriculture
 Jakarta

Alternate(s)
 Freddy NUMBERI
 Minister for Marine Affairs and Fisheries
 Jakarta

Susanto SUTOYO
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Sutarto ALIMOESO
Director-General of Food Crops
Ministry of Agriculture
Jakarta

Kaman NAINGGOLAN
Head of the Agency for Food Security
Ministry of Agriculture
Jakarta

Dwi Indroyono SUSILO
Head of the Agency for Marine and
Fisheries Research
Ministry of Marine Affairs and Fisheries
Jakarta

Ms Yusni Emilia HARAHAHAP
Advisor to the Minister for International
Relations and Cooperation
Ministry of Agriculture
Jakarta

Achmad ABDURACHIM
Expert Staff to the Minister for Human
Resources
Ministry of Agriculture
Jakarta

Asianto SINAMBELA
Director for Trade, Industry, Investment
and Intellectual Property Rights
Ministry of Foreign Affairs
Jakarta

Rahmat IBRAHIM
Secretary for Directorate General of
Aquaculture
Ministry of Marine Affairs and Fisheries
Jakarta

HERMANTO
Secretary of the Agency for Food Security
Ministry of Agriculture
Jakarta

Ms Siti Nugraha MAULUDIAH
First Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Purnomo Ahmad CHANDRA
First Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Erizal SODIKIN
Agriculture Attaché
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Abdul MUNIF
Secretary to the Minister of Agriculture
Ministry of Agriculture
Jakarta

Farid Hasan BAKTIR
Deputy Head of Bureau on United Nations
Issues for Food and Agriculture
International Cooperation Bureau
Ministry of Agriculture
Jakarta

Ms Tika WIHANASARI
Head of Agriculture Section
Directorate of Trade, Industry, Investment
and Intellectual Property Right
Ministry of Foreign Affairs
Jakarta

Ms Sagung Mirah RATNA DEWI
Head of Cooperation for Food and
Agriculture Sub Division
International Cooperation Bureau
Ministry of Agriculture
Jakarta

R. SUKHYAR
Senior Advisor
Ministry of Energy and Mineral Resources
Jakarta

**IRAN (ISLAMIC REPUBLIC OF) –
IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D') -
IRÁN (REPÚBLICA ISLÁMICA DEL)**

Delegate

Sadegh KHALILIAN
Deputy Minister for Planning and
Economic Affairs
Ministry of Jihad-e-Agriculture
Tehran

Alternate(s)

Shabanali NEZAMI BALOUCHI
Deputy Minister and Head of State
Fisheries Organization
Ministry of Jihad-e-Agriculture
Tehran

Foroud SHARIFI
Deputy Minister and Head of Forest,
Rangeland and Watershed Management
Organization
Ministry of Jihad-e-Agriculture
Tehran

Javad Shakhs TAVAKOLIAN
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Mohammed HASSAN NEJAD PIRKOUHI
Second Secretary
International Specialized Agencies Affairs
Ministry of Foreign Affairs
Tehran

Seyed Morteza ZAREI
Attaché
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

العراق - IRAQ

Delegate

Abdul Latif Jamal RASHID
Minister for Water Resources
Baghdad

المندوب
عبد اللطيف جمال رشيد
وزير الموارد المائية
بغداد

Alternate(s)

Akram H. AL-JAFF
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

المناوب
أكرم الجاف
السفير
والممثل الدائم لدى المنظمة
روما

Subhi Mansour HAMADI
Senior Deputy Minister for Agriculture
Ministry of Agriculture
Baghdad

صبحي منصور حمادي
النائب الأول لوزير الزراعة
الوكيل الأقدم لوزارة الزراعة
بغداد

Hassan N. MALIK
Director-General
Financial Office
Ministry of Agriculture
Baghdad

حسن نامدار بك
المدير العام
الدائرة المالية
وزارة الزراعة
بغداد

Sabah Saleem AL-KAWAZ
Director-General
General Company for Horticulture and
Forestry
Baghdad

صباح سالم الكواز
المدير العام
الشركة العامة للبستنة والغابات
بغداد

Salah Fadhil ABBAS
Director-General
The General Company of Animal
Resources Service
Baghdad

صلاح فاضل عباس
المدير العام
الشركة العامة لخدمات الموارد الحيوانية
بغداد

Ms Nuha Hussein FATHALLAH
Counsellor
Officer-in-Charge
Department of Relations
Ministry of Agriculture
Baghdad

السيدة نهى حسين فتح الله
المستشار
والمكلف بأعمال إدارة العلاقات/مسؤولة
المنظمات الدولية
وزارة الزراعة
بغداد

Ms Iman Ali JIBARA
Chief Engineer
General Directorate of Planning and
Development
Ministry of Water Resources
Baghdad

السيدة ايمان علي جبارة
رئيس مهندسين
المديرية العامة للتخطيط والتنمية
وزارة موارد المياه
بغداد

Ali Sh. HACHEM
Second Secretary
Embassy of the Republic of Iraq
Rome

علي شمران حاجم
السكرتير الثاني
سفارة جمهورية العراق
روما

IRELAND - IRLANDE - IRLANDA

Delegate
Trevor SARGENT
Minister of State
Department of Agriculture, Fisheries and
Food
Dublin

Alternate(s)
Aidan O'DRISCOLL
Assistant Secretary
Department of Agriculture, Fisheries and
Food
Dublin

Sean O'HUIGINN
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Kevin SMYTH
Chief Economist
Department of Agriculture, Fisheries and
Food
Dublin

Ms Sharon MURPHY
Deputy Head of Division
Department of Agriculture, Fisheries and
Food
Dublin

Padraic DEMPSEY
First Secretary (Agriculture)
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Siobhán DOWLING
Higher Executive Officer
Department of Agriculture, Fisheries and
Food
Dublin

Ms Maria Teresa GEMMA
Agricultural Assistant
Embassy of Ireland
Rome

Stiofan NUTTY
Adviser to Minister
Department of Agriculture, Fisheries and
Food
Dublin

ISRAEL - ISRAËL

Delegate
Shalom SIMHON
Minister for Agriculture and Rural
Development
Tel Aviv

Alternate(s)

Ms Aliza COHEN
Senior Advisor to Minister
Ministry of Agriculture and Rural
Development
Tel Aviv

Ms Tali CARMI
Spokeswoman of Minister
Ministry of Agriculture and Rural
Development
Tel Aviv

Zvi ALON
Deputy Director-General for Foreign Trade
Ministry of Agriculture and Rural
Development
Tel Aviv

Arie REGEV
Director of Foreign Relations
Ministry of Agriculture and Rural
Development
Tel Aviv

Ms Gila LIVNAT-ROSINER
Counsellor
Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Elena PIANI
Rapporteur
Embassy of the State of Israel
Rome

Sagi EINSTEIN
Ministry of Foreign Affairs
Jerusalem

Avishai Avraham EREZ
Ministry of Foreign Affairs
Jerusalem

ITALY - ITALIE - ITALIA

Délégué

Paolo DE CASTRO
Ministre pour les politiques agricoles,
alimentaires et forestières
Rome

Suppléant(s)

Romualdo BETTINI
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Francesco CANTONE
Ministère des affaires étrangères
Rome

Paolo DUCCI
Ministère des affaires étrangères
Rome

Alberto MICHELINI
Ministère des affaires étrangères
Rome

Giorgio STARACE
Ministère pour les politiques agricoles,
alimentaires et forestières
Rome

Mme Rita Giuliana MANNELLA
Premier Conseiller
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

Mme Sabina SANTAROSSA
Premier Secrétaire
Représentant permanent suppléant auprès
de la FAO
Rome

Mme Maria Pia RIZZO
Ministère des affaires étrangères
Rome

Roberto CAPONE
Ministère pour les politiques agricoles,
alimentaires et forestières
Rome

Vincenzo FERSINO
Ministère pour les politiques agricoles,
alimentaires et forestières
Rome

Riccardo DESERTI
Ministère pour les politiques agricoles,
alimentaires et forestières
Rome

Bruno CALZIA
Ministère pour les politiques agricoles,
alimentaires et forestières
Rome

Mme Marina CALVINO
Ministère pour les politiques agricoles,
alimentaires et forestières
Rome

Mme Jessyama FORLINI
Ministère pour les politiques agricoles,
alimentaires et forestières
Rome

Alessandro GASTON
Ministère des affaires étrangères
Rome

Mme Irena LAROSA
Ministère des affaires étrangères
Rome

Mme Martina LILLI
Ministère des affaires étrangères
Rome

Mme Letizia MORATTI
Maire
Milan

Claudio MORENO
Ministère des affaires étrangères
Rome

Paolo GLISENTI
Municipalité de Milan

Andrea VENTO
Municipalité de Milan

Gaetano CASTELLINI
Municipalité de Milan

Enrico PORCEDDU
Municipalité de Milan

Ana T. SAEZ
Milan

JAMAICA - JAMAÏQUE

JAPAN - JAPON - JAPÓN

Delegate
Masahiro IMAMURA
Senior Vice-Minister of Agriculture,
Forestry and Fisheries
Ministry of Agriculture, Forestry and
Fisheries
Tokyo

Alternate(s)
Yuji NAKAMURA
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Takashi OHNO
Director
International Cooperation Division
Ministry of Agriculture, Forestry and
Fisheries
Tokyo

Kazuyuki TAKEUCHI
Director
Economic Security Division
Ministry of Foreign Affairs
Tokyo

Seiichi YOKOI
Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Eiichi ISHIKAWA
Secretary to the Senior Vice-Minister of
Agriculture, Forestry and Fisheries
Ministry of Agriculture, Forestry and
Fisheries
Tokyo

Masayuki YAMASHITA
Counsellor
Deputy Director-General for International
Affairs
Minister's Secretariat
Ministry of Agriculture, Forestry and
Fisheries
Tokyo

Kazuhiro SHIOYA
Director
International Affairs Office
Agricultural Production Bureau
Ministry of Agriculture, Forestry and
Fisheries
Tokyo

Hiromori KUROKI
Director for International Agricultural
Organizations
International Cooperation Division
Ministry of Agriculture, Forestry and
Fisheries
Tokyo

Manabu YASUHARA
Deputy-Director
International Cooperation Division
Ministry of Agriculture, Forestry and
Fisheries
Tokyo

Masatsugu OKITA
Deputy Director
Animal Health Division
Food Safety and Consumer Affairs Bureau
Ministry of Agriculture, Forestry and
Fisheries
Tokyo

Yasuyuki KOBAYASHI
Assistant Director
International Economic Affairs Division
Minister's Secretariat
Ministry of Agriculture, Forestry and
Fisheries
Tokyo

Yoshihiro KURAYA
Assistant Director
International Economic Affairs Division
Minister's Secretariat
Ministry of Agriculture, Forestry and
Fisheries
Tokyo

Kazuhiro SHIMANE
Assistant Director
International Policy Planning Division
Ministry of Agriculture, Forestry and
Fisheries
Tokyo

Kazuyuki ONO
Subsection Chief
International Cooperation Division
Ministry of Agriculture, Forestry and
Fisheries
Tokyo

Ms Hitomi SATO
Subsection Chief
International Cooperation Division
Ministry of Agriculture, Forestry and
Fisheries
Tokyo

Hiroshi NAKAMURA
Senior Program Officer
Institute for International Cooperation
Japan International Cooperation Agency
Tokyo

Toru GOMI
Deputy-Director
Economic Security Division
Ministry of Foreign Affairs
Tokyo

Tetsuya KAWASHIMA
First Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Yukihiro UMESHITA
Second Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

JORDAN - JORDANIE - JORDANIA - الأردن

Delegate
Radi TARAWNEH
Secretary General
Ministry of Agriculture
Amman

المندوب
راضي الطراونة
أمين عام
وزارة الزراعة
عمان

Alternate(s)

Qais SHQAIR
Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

المناوب
قيس شقير
المستشار
الممثل الدائم للمناوب لدى المنظمة
روما

Ibrahim ABU ATILA
Ministry of Agriculture
Amman

ابراهيم أبو عتيلة
مساعد الأمين العام
وزارة الزراعة
عمان

Rkeibat SULEIMAN
Head of the Legal Department
Ministry of Agriculture
Amman

سليمان ركيبات
رئيس قسم الشؤون القانونية
مدير الاتفاقية التجارية
وزارة الزراعة
عمان

KAZAKHSTAN - KAZAJSTÁN

Delegate

Miss Sayagul KONAKBAYEVA
First Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

KENYA

Delegate

James Ole KIYIAPI
Permanent Secretary
Ministry of Environment and Natural
Resources
Nairobi

Alternate(s)

Mrs Ann Belinda NYIKULI
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Charles KOSKE
Director of Irrigation
Ministry of Water and Irrigation
Nairobi

Simon KIMANI
Deputy Director
Veterinary Services
Ministry of Livestock and Fisheries
Development
Nairobi

Samuel YEGON
Deputy Director
Livestock Production
Ministry of Livestock and Fisheries
Development
Nairobi

Godfrey V. MONOR
Deputy Director of Fisheries
Ministry of Livestock and Fisheries
Development
Nairobi

Ms Esther WANG'OMBE
Conservator of Forests
Kenya Forest Service
Ministry of Environment and Natural
Resources
Nairobi

Ms Beatrice WANJIRU KING'ORI
Senior Deputy-Director (Agriculture)
Ministry of Agriculture
Nairobi

Mrs Jacinta NGWIRI
Agricultural Attaché
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

E.M MUCHIRI
Acting Senior Deputy Director
Kenya Forest Service
Ministry of Environment and Natural
Resources
Nairobi

KIRIBATI**KUWAIT - KOWEÏT - الكويت**

Delegate

Jasem Mohammad Habib AL-BADR
Chairman and Director General
Public Authority for Agriculture Affairs
and Fish Resources
Kuwait City

المندوب

جاسم محمد حبيب البدر
الرئيس والمدير العام
السلطة العامة لشؤون الزراعة والثروة
السمكية
مدينة الكويت

Alternate(s)

Walid AL-KHOBIAZI
Ambassador to Italy
Rome

المناب

وليد الخبيزي
السفير لدى إيطاليا
روما

Ali Khaled AL-SABAH
Director Economic Department
Ministry of Foreign Affairs
Kuwait City

علي خالد الصباح
مدير قسم الشؤون الاقتصادية
وزارة الخارجية
مدينة الكويت

Mrs Lamya Ahmed AL-SAQQAF
Counsellor
Permanent Representative to FAO
Rome

السيدة لمياء أحمد السقاف
المستشار
والممثل الدائم لدى المنظمة
روما

Faisal AL-SEDIQI
Deputy Director-General for Plant
Resources
Public Authority for Agriculture Affairs
and Fish Resources
Kuwait City

فيصل الصديق
نائب مدير عام الموارد النباتية
السلطة العامة لشؤون الزراعة والثروة
السمكية
مدينة الكويت

Nabila Khalil AL-ALI
Deputy Director-General Fish Resources
Public Authority for Agriculture Affairs and
Fish Resources
Kuwait City

السيدة نبيلة خالد العلي
نائبة مدير عام الثروة السمكية
السلطة العامة لشؤون الزراعة والثروة
السمكية
مدينة الكويت

Ms Henadi GHLOUM
Deputy Director-General
Administrative and Finance Affairs
Public Authority for Agriculture Affairs
and Fish Resources
Kuwait City

السيدة هنادي غلوم
نائب مدير عام
الشؤون الإدارية والمالية
السلطة العامة لشؤون الزراعة والثروة
السمكية
مدينة الكويت

Ms Zahra Abdel al-Rida AL-WAZZAN
Director of Fisheries Department
Public Authority for Agriculture Affairs
and Fish Resources
Kuwait City

السيدة زهرة عبد الرضا الوزان
مدير إدارة الثروة السمكية
السلطة العامة لشؤون الزراعة والثروة
السمكية
مدينة الكويت

Shaker Mahmoud AWAD
Director of Public Relations
Public Authority for Agriculture Affairs
and Fish Resources
Kuwait City

شاكور محمود عواد
مدير العلاقات العامة
الهيئة العامة لشؤون الزراعة والثروة
السمكية
مدينة الكويت

Ms Ahlam Abdel Razzaq BUABBAS
Head of Secretariat Division
Public Authority for Agriculture Affairs
and Fish Resources
Kuwait City

السيدة أحلام عبد الرازق بوعباس
رئيسة قسم السكرتارية
الهيئة العامة لشؤون الزراعة والثروة
السمكية
مدينة الكويت

Ms Manar Sabah Mohammad AL-SABAH
Attaché
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

السيدة منار صباح محمد الصباح
الملحق
والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
روما

Faisal AL-HASAWI
Second Secretary
Permanent Representation of the State of
Kuwait to FAO
Rome

فيصل الحساوي
السكرتير الثاني
الممثلة الدائمة لدولة الكويت لدى المنظمة
روما

Ilham NAJIM
Permanent Representation of the State of
Kuwait to FAO
Rome

إلهام نجيم
الممثلة الدائمة لدولة الكويت لدى المنظمة
روما

Ms Eleonora GAUDIOSI
Permanent Representation of the State of
Kuwait to FAO
Rome

السيدة إيلانورا جاوديوسي
الممثلة الدائمة لدولة الكويت لدى المنظمة
روما

Anwar KALANDAR
Embassy of the State of Kuwait
Rome

أنور كالندار
سفارة دولة الكويت
روما

Naser AL-GHANEM
First Secretary
Embassy of the State of Kuwait
Rome

ناصر الغانم
سكرتير أول
سفارة دولة الكويت
روما

Ahmad Salem Ahmad AL SALEH AL
WEHAIB
Counsellor
Embassy of the State of Kuwait
Rome

أحمد سالم أحمد الصالح الوهابي
المستشار
سفارة دولة الكويت
روما

KYRGYZSTAN - KIRGHIZISTAN - KIRGUISTÁN**LAO PEOPLE'S DEMOCRATIC
REPUBLIC –
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
POPULAIRE LAO –
REPÚBLICA DEMOCRÁTICA
POPULAR LAO**

Delegate

Sitaheng RASPHONE
Minister for Agriculture and Forestry
Vientiane

Alternate(s)

Phouangparisak
PRAVONGVIENGKHAM
Director-General
Department of Planning
Ministry of Agriculture and Forestry
Vientiane

Somphanh CHANPHENGXAY
Deputy Director-General
Department of Livestock and Fishery
Ministry of Agriculture and Forestry
Vientiane

Sysavang VONGHACHACK
Deputy Director-General
National Agriculture and Forestry Research
Institute (NAFRI)
Vientiane

Khamsone SISANHOUTH
Director of the Information Center
Department of Planning
Ministry of Agriculture and Forestry
Vientiane

Mrs Arouny RASPHONE
Advisor to Minister
Department of Planning
Ministry of Agriculture and Forestry
Vientiane

LATVIA - LETTONIE - LETONIA

Delegate

Martins ROZE
Minister for Agriculture
Riga

Alternate(s)

Astra KURME
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Rigonda LERHE
Deputy State Secretary
Ministry of Agriculture
Riga

Arvids OZOLS
Deputy State Secretary
Ministry of Agriculture
Riga

Janis BRIEDIS
Director of International Relations
Department
Ministry of Agriculture
Riga

Ainars NABELS-SNEIDERS
Head of International Relations Division
Ministry of Agriculture
Riga

Ms Ilze KRESLINA
Assistant to Minister of Agriculture
Ministry of Agriculture
Riga

LEBANON - LIBAN - LÍBANO - لبنان

Délégué

Melhem Nasri MISTOU
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

المندوب
ملحم نصري ميستو
السفير
والممثل الدائم لدى المنظمة
روما

Suppléant(s)

Abir ALI
Premier Secrétaire
Représentant permanent suppléant auprès
de la FAO
Rome

المناوب
السيدة عبير علي
سكرتير أول
الممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
روما

LESOTHO

Delegate

Lesole MOKOMA
Minister for Agriculture and Food Security
Maseru

Alternate(s)

Jonas SPONKIE MALEWA
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Mohale SEKOTO
Principal Secretary
Ministry of Agriculture and Food Security
Maseru

Mrs Mantho MOTSELEBANE
Director
Agriculture and Planning
Ministry of Agriculture and Food Security
Maseru

Ms Senate Barbara MASUPHA
Counsellor
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

LIBERIA - LIBÉRIA

Delegate

Mrs Musu J. RUHLE
Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

LIBYAN ARAB JAMAHIRIYA -
JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE -
JAMAHIRIJA ÁRABE LIBIA -
الجمهورية العربية الليبية

Delegate

Abu Baker Al-Mabrouk AL-MANSOURI
Secretary of the General People's
Committee of the Authority for
Agriculture, Animal Wealth and Marine
Resources
Tripoli

المندوب
أبو بكر المبروك المنصوري
أمين اللجنة الشعبية العامة للزراعة والثروة
الحيوانية والبحرية
طرابلس

Alternate(s)

Abdalla Abdulrahman ZAIED
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

المناوب
عبدالله عبدالرحمن زايد
السفير
والمندوب الدائم لدى المنظمة
روما

Hussein Ali MAREI
Secretary
The Authority for Agriculture, Animal
Wealth and Marine Resources
Tripoli

حسين علي مرعي
أمين لجنة إدارة الهيئة العامة للثروة الحيوانية
والبحرية
طرابلس

Mustafa Mohammed ABU-SHAALA
Office of Technical Cooperation
The Authority for Agriculture, Animal
Wealth and Marine Resources
Tripoli

مصطفى محمد أبو شعالة
مكتب التعاون الفني باللجنة الشعبية العامة
للزراعة والثروة الحيوانية والبحرية
طرابلس

Abdul-Salam JUBRAN
Department of International Organizations
Secretariat, General People's Committee
for Foreign Liaison and International
Cooperation
Tripoli

عبد السلام محمد جبران
مكتب التعاون الفني باللجنة الشعبية العامة
للاتصال الخارجي والتعاون الدولي
طرابلس

Walid Abdullah BADI
Secretariat, General People's Committee
for Foreign Liaison and International
Cooperation
Tripoli

وليد عبدالله بادي
أمانة اللجنة الشعبية العامة للاتصال
الخارجي والتعاون الدولي
طرابلس

Lukai Attia AZOUZ
Committee of the Authority for
Agriculture, Animal Wealth and Marine
Resources
Tripoli

لؤي عطية عزوز
اللجنة الشعبية العامة للزراعة والثروة
الحيوانية والبحرية
طرابلس

Abdelkader ABOU EL-KHEIR
Committee for Foreign Liaison and
International Cooperation
Tripoli

عبد القادر أبو الخير
اللجنة الشعبية العامة للزراعة والثروة
الحيوانية والبحرية
طرابلس

LITHUANIA - LITUANIE - LITUANIA

Delegate
Ms Kazimira Danutė PRUNSKIENĖ
Minister for Agriculture
Vilnius

Alternate(s)
Sarunas ADOMAVICIUS
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Kazimieras LUKAUSKAS
Director
Chief Veterinary Officer of State Food and
Veterinary Service
Ministry of Agriculture
Vilnius

Ms Daiva KRYZANAUSKAITĖ
Advisor
Ministry of Agriculture
Vilnius

Ms Regina GIRDVAINYTĖ
Attaché (Agricultural Affairs)
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Angelė LIUBECKIENĖ
Head of the Quality Division
Ministry of Agriculture
Vilnius

LUXEMBOURG - LUXEMBURGO

Délégué
Jean-Louis WOLZFELD
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Suppléant(s)
Frank BIEVER
Premier Secrétaire
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

MADAGASCAR

Délégué
Monsieur MONJA
Conseiller
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

MALAWI

Delegate
Bingu wa MUTHARIKA
President of the Republic
Lilongwe

Alternate(s)

Peter A. MUTHARIKA
Special Advisor to the President
Lilongwe

Patrick KABAMBE
Principal Secretary
Ministry of Agriculture
Lilongwe

Ms M.J. NYEKANYEKA
Deputy Director for Agricultural Planning
Services
Ministry of Agriculture and Food Security
Lilongwe

Mrs E. CHISI
Special Assistant to the Deputy Minister for
Agriculture and Food Security
Ministry of Agriculture and Food Security
Lilongwe

Mrs Rita CHILONGOZI
Executive Assistant to the President
Lilongwe

Bruce MUNTHALI
Deputy Director-General for State
Residences
Lilongwe

Gusto MABVUTO
Chief of Protocol
Lilongwe

George MTILATILA
Protocol Officer
Lilongwe

MALAYSIA - MALAISIE - MALASIA

Delegate

Tan Sri Dató Hj MUHYIDDIN BIN HAJI
MOHD YASSIN
Minister for Agriculture and Agro-Based
Industry
Kuala Lumpur

Alternate(s)

Dato' Zulkifli Bin IDRIS
Secretary General
Ministry of Agriculture and Agro-Based
Industry
Kuala Lumpur

Dato' Ibrahim Bim MUHAMAD
Deputy Secretary-General (Planning)
Ministry of Agriculture and Agro-Based
Industry
Kuala Lumpur

Dato' Junaidi Bin CHE AYUB
Director-General
Department of Fisheries
Kuala Lumpur

Dato' Abd. Rahim HJ AHMAD
Director-General
Farmer's Organization Authority
Kuala Lumpur

Sharif Bin HARUN
Deputy Director-general
Malaysian Agricultural Research and
Development Institute (MARDI)
Kuala Lumpur

Sabtu Bin SLAMAT
Director
Horticulture Division
Department of Agriculture
Kuala Lumpur

Raj R.D. NATHAN
Undersecretary
Ministry of Agriculture and Agro-Based
Industry
Kuala Lumpur

Shahrudin MD SALLEH
Political Secretary to the Minister for
Agriculture and Agro-Based Industry
Ministry of Agriculture and Agro-Based
Industry
Kuala Lumpur

Ms Masyati ABANG IBRAHIM
Principal Assistant Secretary
Ministry of Agriculture and Agro-Based
Industry
Kuala Lumpur

Johari BIN RAMLI
Agricultural Attaché
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Amri BIN ISMAIL
Assistant Agricultural Attaché
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Hazran BIN MOHAMED
Public Relations Official
Ministry of Agriculture and Agro-Based
Industry
Kuala Lumpur

Mohd Haizal BIN KHAMIS
Communication Division
Ministry of Agriculture and Agro-Based
Industry
Kuala Lumpur

MALDIVES - MALDIVAS

Delegate
Mohamed ZUHAIR
Deputy Minister for Fisheries, Agriculture
and Marine Resources
Ministry of Fisheries, Agriculture and
Marine Resources
Malé

Alternate(s)
Abdulla NASEER
Executive Director
Ministry of Fisheries, Agriculture and
Marine Resources
Malé

MALI - MALÍ

Délégué
Tiémoko SANGARÉ
Ministre de l'agriculture
Bamako

Suppléant(s)
Abou-Bakar TRAORÉ
Ministre de l'économie et des finances
Bamako

Oumar Ibrahima TOURÉ
Ministre de la santé
Bamako

Mme Diallo Madeleine BÂ
Ministre de l'élevage et de la pêche
Bamako

Ibrahim Bocar DAGA
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Modibo Mahamane TOURÉ
Deuxième Conseiller
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

Alassane Boncana MAÏGA
Conseiller Technique
Ministère de l'environnement et de
l'assainissement
Bamako

Fousseyni DIARRA
Conseiller Technique
Ministère de l'agriculture
Bamako

Felix DAKOUO
Directeur national de la conservation de la
nature
Ministère de l'environnement et de
l'assainissement
Bamako

Seydou COULIBALY
Conseiller technique du Ministre de
l'élevage et de la pêche
Ministère de l'élevage et de la pêche
Bamako

MALTA - MALTE

Delegate
Francis AGIUS
Parliamentary Secretary for Agriculture and
Fisheries
Ministry of Rural Affairs and the
Environment
Valletta

Alternate(s)

Walter BALZAN
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Ritienne BONAVIA
First Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Ms Maria DEPASQUALE
First Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Randolph SPITERI
Assistant to the Parliamentary Secretary for
Agriculture and Fisheries
Ministry of Rural Affairs and the
Environment
Valletta

**MARSHALL ISLANDS –
ÎLES MARSHALL - ISLAS MARSHALL**

MAURITANIA - MAURITANIE - موريتانيا

Délégué
Assan SOUMARÉ
Ministre des pêches
Nouakchott

المندوب
حسان سوماري
وزير الصيد
نواكشوط

Suppléant(s)

Aicha MINT SIDI BOUNA
Ministre délégué auprès du Premier
Ministre chargée de l'environnement
Nouakchott

المناوب

السيدة عائشة بنت سيدي بونا
الوزيرة المفوضة لدى رئيس الوزراء
مسؤولة عن البيئة
نواكشوط

Aly Ould HAIBA
Ambassadeur
Rome

السيد عالي ولد حبيبة
السفير
روما

Limam OULD ABDAWA
Chargé de mission du Ministre de
l'agriculture et de l'élevage
Nouakchott

لمام ولد أبادوا
مكلف بمهمة لدى وزير الزراعة والبيطرة
نواكشوط

Mme Marièm MINT MOHAMED
AHMEDOU
Premier Conseiller
Représentant permanent suppléant auprès
de la FAO
Rome

مريم منت محمد أحمدو
المستشار الأول
الممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
روما

MAURITIUS - MAURICE - MAURICIO

Delegate
Arvin BOOLELL
Minister for Agro-Industry and Fisheries
Port Louis

Alternate(s)
Denis CANGY
Consul
Consulate of Mauritius
Rome

MEXICO - MEXIQUE - MÉXICO

Delegado
Jorge Eduardo CHEN CHARPENTIER
Embajador
Representante Permanente ante la FAO
Roma

Suplente(s)
Diego Alonso SIMANCAS GUTIÉRREZ
Segundo Secretario
Representante Permanente Alterno ante la
FAO
Roma

Eduardo NAVA BOLAÑOS
Senado de la República
Ciudad de México

Heladio Elías RAMÍREZ LÓPEZ
Senado de la República
Ciudad de México

Antonio MEJÍA HARO
Senado de la República
Ciudad de México

Sra. Narcedalia RAMÍREZ PINEDA
Vicepresidenta del Instituto para el
Desarrollo de la Mixteca
Ciudad de México

**MICRONESIA, FEDERATED STATES OF –
MICRONÉSIA, ÉTATS FÉDÉRÉS DE -
MICRONESIA, ESTADOS FEDERADOS DE**

Delegate
Masao NAKAYAMA
Ambassador
Permanent Representative to FAO
New York

MONACO - MÓNACO

MONGOLIA - MONGOLIE

Delegate
Purevjav BAYANMUNKH
Director
Department of Coordination of Policy
Implementation
Ministry of Food and Agriculture
Ulan Bator

Alternate(s)
Chaltem PERENLEI
Executive Director
Cultivation Promotion Fund
Ulan Bator

Mrs Natan OYUNDELGER
Officer
External Cooperation Section
Ministry of Food and Agriculture
Ulan Bator

MONTENEGRO - MONTÉNÉGRO

Delegate
Milutin SIMOVIC
Minister For Agriculture, Forestry and
Water Management
Podgorica

Alternate(s)
Ms Dragana CUROVIC
Interpreter
Podgorica

Ms Ksenija POPOVIC
First Secretary
Embassy of Montenegro
Rome

Ms Ljiljana SIMOVIC
Advisor
Ministry of Agriculture, Forestry and Water
Management
Podgorica

Darko USKOKOVIC
Ambassador to Italy
Rome

Branimir VUJACIC
Secretary
Ministry of Agriculture
Podgorica

**MOROCCO - MAROC - MARRUECOS -
المغرب**

Délégué
Aziz AKHANNOUCH
Ministre de l'agriculture et de a pêche
maritime
Rabat

المندوب
عزيز أخنوش
وزير الفلاحة والصيد البحري
الرباط

Suppléant(s)
Tajeddine BADDOU
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

تاج الدين بادو
السفير
الممثل الدائم لدى المنظمة
روما

المناب

Abdelladim LHAFI
Haut Commissaire aux eaux et Forêts et à
la lutte contre la Désertification
Rabat

عبدالعظيم لحافي
المفوض السامي للمياه والغابات ومكافحة
التصحّر
الرباط

Hamid BENAZZOU
Directeur de l'Élevage
Ministère de l'agriculture et de la pêche
maritime
Rabat

حميد بن عزو
مدير الثروة الحيوانية
وزارة الفلاحة والصيد البحري
الرباط

Driss NADAH
Directeur de la production végétale
Ministère de l'agriculture et de la pêche
maritime
Rabat

دريس نهاد
مدير الانتاج النباتي
وزارة الفلاحة والصيد البحري
الرباط

Abdelouahed BENABBOU
Directeur de la Coopération et des affaires
juridiques
Département de la Pêche maritime
Ministère de l'agriculture et de la pêche
maritime
Rabat Chellah

عبد الواحد بن عبو
مدير التعاون والشؤون القانونية
إدارة الصيد البحري
وزارة الزراعة والصيد البحري
الرباط شلاه

Abderrahim HOUMY
Directeur de la Planification, du système
d'information et de la coopération
Haut Commissariat aux eaux et forêts et à
la lutte contre la désertification
Quartier Administratif
Rabat

عبد الرحيم حومي
مدير التخطيط وبرنامج المعلومات والتعاون
المفوضية العليا للمياه والغابات ومكافحة
التصحّر
الرباط

Abdellah MOUSTATIR
Chef de la Division des structures de la
Pêche
Département de la Pêche Maritime
Ministère de l'agriculture et de la pêche
maritime
Rabat Chellah

عبد الله مستتر
رئيس شعبة معدات الصيد
إدارة الصيد البحري
وزارة الزراعة والصيد البحري
الرباط شلاه

Ahmed AZEROUAL
Chef de la Division de l'économie
forestière
Haut Commissariat aux eaux et forêts et à
la lutte contre la désertification
Quartier Administratif
Rabat

أحمد الزروال
مدير شعبة الاقتصاد الحرجي
المفوضية العليا للمياه والغابات ومكافحة
التصحّر
القطاع الإداري
الرباط

Mohamed AIT HMDI
Ministre plénipotentiaire
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

محمد آيت حميد
الوزير المفوض
الممثل الدائم المناب لدى المنظمة
روما

Mme Faouzia CHAKIRI
Responsable du Programme de cooperation
Ministère de l'agriculture et de la pêche
maritime
Rabat

السيدة فوزية شاكيري
المسؤول عن برنامج التعاون
وزارة الفلاحة والصيد البحري
الرباط

Fouad ASSALI
Chef du Service de la protection forestière
Haut Commissariat aux eaux et forêts et à
la lutte contre la désertification
Quartier Administratif
Rabat

فؤاد السالي
مدير دائرة حماية الغابات
المفوضية العليا للمياه والغابات ومكافحة
التصحّر
القطاع الإداري
الرباط

MOZAMBIQUE

Delegate

Ms Caterina PAJUME
Deputy Minister for Agriculture
Ministry of Agriculture
Maputo

Alternate(s)

Ms Carla Elisa MUCAVI
Ambassador (Designate)
Embassy of Mozambique
Rome

Ms Laurinda Saide F. BANZE
Second Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Boaventura NUVUNGA
National Director of Agrarian Services
Ministry of Agriculture
Maputo

Ms Marcela LIBOMBO
National Coordinator for Food Security and
Nutrition
Maputo

Simão NYAIMA
Chief of the International Cooperation
Department
Ministry of Agriculture
Maputo

MYANMAR

Delegate

Htay OO
Minister for Agriculture and Irrigation
Nay Pyi Taw

Alternate(s)

Tin Htut OO
Director-General
Department of Agricultural Planning
Ministry of Agriculture and Irrigation
Nay Pyi Taw

Win U KYI
Director
Department of Agriculture Planning
Ministry of Agriculture and Irrigation
Nay Pyi Taw

Hlaing Myint OO
Counsellor
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Swe THAN
Director-General
Ministry of Forestry
Yangon

Khin Ko LAY
Deputy Director-General
Department of Fisheries
Ministry of Livestock and Fisheries
Yangon

Ohn THAN
Managing Director
Myanmar Agriculture Service
Ministry of Agriculture and Irrigation
Nay Pyi Taw

NAMIBIA – NAMIBIE

Delegate

Nickey IYAMBO
Minister for Agriculture, Water and
Forestry
Windhoek

Alternate(s)

Anna SHIWEDA
Deputy Permanent Secretary
Ministry of Agriculture, Water and Forestry
Government Office Park
Windhoek

Sylvester NAUTA
Agricultural Economist
Ministry of Agriculture, Water and Forestry
Windhoek

André APOLLUS
Counsellor (Agriculture)
Ministry of Agriculture, Water and Forestry
Windhoek

Ms Panduleni ELAGO
Senior Fisheries Biologist
Ministry of Fisheries and Marine Resources
Inland Aquaculture Centre
Outapi

Ekkehard KLINGLEHOEFFER
Acting Director of Aquaculture
Ministry of Fisheries and Marine Resources
Windhoek

NAURU**NEPAL – NÉPAL**

Delegate

Chabbi Lal BISHWORKARMA
Minister for Agriculture and Cooperatives
Kathmandu

Alternate(s)

Dala Ram PRADHAN
Joint Secretary
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Kathmandu

Mandip RAI
Agricultural Economist
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Kathmandu

**NETHERLANDS – PAYS-BAS –
PAÍSES BAJOS**

Delegate

Gerda VERBURG
Minister for Agriculture, Nature and Food
Quality
The Hague

Alternate(s)

Agnes VAN ARDENNE-VAN DER
HOEVEN
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Ate OOSTRA
Director-General
Ministry of Agriculture, Nature and Food
Quality
The Hague

Hans BLOM
Director
Information Department
Ministry of Agriculture, Nature and Food
Quality
The Hague

Theo VAN BANNING
Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Marianne SINKE
Policy Officer
United Nations and International Financial
Institutions Department
Ministry of Foreign Affairs
The Hague

Ms Desiree HAGENAARS
Policy Officer
International Affairs Department
Ministry of Agriculture, Nature and Food
Quality
The Hague

Ms Marjolein GEUSEBROEK
Second Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

**NEW ZEALAND –
NOUVELLE-ZÉLANDE –
NUEVA ZELANDIA**

Delegate
Murray SHERWIN
Director-General
Ministry of Agriculture and Forestry
Wellington

Alternate(s)
Douglas Frederick Lawrence MARKES
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Neil FRASER
Manager
International Liaison
Ministry of Agriculture and Forestry
Wellington

Ms Adele BRYANT
Counsellor
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Ms Priscilla CLARK
First Secretary and Consul
Embassy of New Zealand
Rome

Ms Claudia GROSSO
Policy Support Officer
Embassy of New Zealand
Rome

NICARAGUA

Delegado
Ariel BUCARDO ROCHA
Ministro Agropecuario y Forestal
Managua

Suplente(s)
Sra. Monica ROBELO RAFFONE
Representante Permanente ante la FAO
Roma

NIGER – NÍGER

Délégué
Mahaman MOUSSA
Ministre du développement agricole
Niamey

Suppléant(s)
Mireille Fatouma AUSSEIL
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Ada CHAIFOU ADAMOLI
Directeur Général de l'office des produits
vivriers
Ministère du commerce, de l'industrie et de
la normalisation
Niamey

Salissou GAN-BOBO
Directeur des cultures vivrières
Ministère du développement agricole
Niamey

Zakariaou ADAM MAIGA
Premier Conseiller
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

Bachir OUSSEINI
Conseiller du Ministre du développement
agricole
Ministère du développement agricole
Niamey

Ibrahim DJIBO
Chef du Service du Développement Rural
Ministère de l'économie et des finances
Niamey

NIGERIA – NIGÉRIA

Delegate

Sayyadi Abba RUMA
Federal Minister for Agriculture and Water
Resources
Abuja

Alternate(s)

Ms A.I. PEPPLÉ
Permanent Secretary
Federal Ministry of Agriculture and Water
Resources
Abuja

Salisu INGAWA

Director
Projects Co-ordinating Unit
Federal Ministry of Agriculture and Water
Resources
Abuja

Yaya Adisa Olaitan OLANIRAN

Minister
Permanent Representative to FAO
Rome

Ibrahim ABDU MAIRIGA

Special Assistant to the Minister for
Agriculture and Rural Development
Federal Ministry of Agriculture and Water
Resources
Abuja

Charles M. WALI

Special Assistant to the Permanent
Secretary
Federal Ministry of Agriculture and Water
Resources
Abuja

Azeez MUSIBAU OLUMUYIWA

Desk Officer (FAO)
Federal Ministry of Agriculture and Water
Resources
Abuja

A.V. AMIRE

Director (Fisheries)
Federal Ministry of Agriculture and Water
Resources
Abuja

Ahmed USMAN

Special Assistant to Minister for
Agriculture and Water Resources
Federal Ministry of Agriculture and Water
Resources
Abuja

O.O. DOSUMU

Assistant Director Fisheries
Federal Ministry of Agriculture and Water
Resources
Abuja

NIUE – NIOUÉ

Delegate

Bill VAKAAFI MOTUFOOU
Minister for Agriculture, Forestry and
Fisheries
Alofi

NORWAY – NORVÈGE – NORUEGA

Delegate

Terje RIIS-JOHANSEN
Minister for Agriculture and Food
Oslo

Alternate(s)

Ms Helga PEDERSEN
Minister for Fisheries and Coastal Affairs
Oslo

Per Harald GRUE

Secretary General
Ministry of Agriculture and Food
Oslo

Arne B. HØNNINGSTAD

Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Johan WILLIAMS

Director-General
Ministry of Fisheries and Coastal Affairs
Oslo

Magnor NERHEIM

Director-General
Ministry of Fisheries and Coastal Affairs
Oslo

Jostein LEIRO
Deputy Director-General
Ministry of Foreign Affairs
Oslo

Henrik EINEVOLL
Deputy Director-General
Ministry of Agriculture and Food
Oslo

Ms Sigrid HJØRNEGÅRD
Political Advisor
Ministry of Agriculture and Food
Oslo

Mrs Nina MOSSEBY
Advisor
Ministry of Agriculture and Food
Oslo

Ms Anne Kristin HERMANSEN
Senior Advisor
Ministry of Foreign Affairs
Oslo

Daniel VAN GILST
First Secretary
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Marit H. HELLER
Advisor
Ministry of Fisheries and Coastal Affairs
Oslo

Ottar LØVIK
Head of Information
Ministry of Agriculture and Food
Oslo

Tone KNUDSEN
Adviser
Ministry of Agriculture
Oslo

OMAN – OMÁN – عمان

Delegate
Khalfan AL-NAIBI
Under Secretary
Ministry of Agriculture
Sultanate of Oman

المندوب
خلفان الناعبي
وكيل
وزير الزراعة
مسقط

Alternate(s)
Saud AL-BADAAI
Director
Minister's Office
Ministry of Agriculture
Sultanate of Oman

المناب
سعود البداعي
مدير
مكتب الوزير
وزارة الزراعة
مسقط

Said Nasser AL-HARTHY
Ambassador to Italy
Rome

سعيد ناصر الحارثي
السفير لدى إيطاليا
روما

Habib AL-HASNI
Director
International Relations Department
Ministry of Agriculture
Sultanate of Oman

حبيب الحسني
مدير ادارة العلاقات الدولية
وزارة الزراعة
سلطنة عمان

Rasmi MAHMOUD
Technical Advisor
Embassy of the Sultanate of Oman
Rome

رسمي محمود
مستشار فني
سفارة سلطنة عمان
روما

PAKISTAN - PAKISTÁN

Alternate(s)

Seerat ASGHAR

Joint Secretary

Ministry of Food, Agriculture and

Livestock

Islamabad

Aamir Ashraf KHAWAJA

Agriculture Counsellor

Alternate Permanent Representative to

FAO

Rome

PALAU - PALAOS**PANAMA - PANAMÁ**

Delegado

Eudoro Jaén ESQUIVEL

Embajador

Representante Permanente ante la FAO

Roma

Suplente(s)

Jorge Luis ALEMÁN ALFARO

Director de Cooperación Internacional

Ministerio de Desarrollo Agropecuario

Panamá

Horacio J. MALTEZ

Ministro Consejero

Representante Permanente Adjunto ante la

FAO

Roma

**PAPUA NEW GUINEA –
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE -
PAPUA NUEVA GUINEA**

Delegate

John T. HICKEY

Minister for Agriculture and Livestock

Waigani

Alternate(s)

Anton BENJAMIN

Secretary

Department of Agriculture and Livestock

Waigani

William GWAISEUK

Assistant

Department of Agriculture and Livestock

Waigani

Ms Victoria HICKEY

Assistant to the Minister

Department of Agriculture and Livestock

Port Moresby

PARAGUAY

Delegado

Gerardo BOGADO

Viceministro de Ganadería

Asunción

Suplente(s)

Humberto GALEANO BONZI

Ministro

Representación Permanente ante la FAO

Roma

Sra. Liz Haydee CORONEL

Consejera

Representante Permanente Adjunto ante la

FAO

Roma

Darío BAUMGARTEN

Consejero Agropecuario

Embajada del Paraguay

Bruselas

Sra. Sonia BIEDERMANN

Tercera Secretaria

Representante Permanente Alterno ante la

FAO

Roma

PERU - PÉROU - PERÚ

Delegado

Ismael BENAVIDES FERREYROS

Ministro de Agricultura

Lima

Suplente(s)

Carlos ROCA CÁCERES

Embajador

Representante Permanente ante la FAO

Roma

Félix Ricardo DENEGRÍ BOZA
Ministro
Representante Permanente Adjunto ante la
FAO
Roma

Manuel Antonio ÁLVAREZ ESPINAL
Consejero
Representante Permanente Alterno ante la
FAO
Roma

Jorge PONCE SAN ROMÁN
Primer Secretario
Representante Permanente Alterno ante la
FAO
Roma

Sra. Giannina ASTOLFI REPETTO
Segunda Secretaria
Representante Permanente Alterno ante la
FAO
Roma

PHILIPPINES - FILIPINAS

Delegate
Arthur C. YAP
Secretary for Agriculture
Department of Agriculture
Quezon City

Alternate(s)
Philippe J. LHUILLIER
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Josyline JAVELOSA
Assistant Secretary of Agriculture
Department of Agriculture
Quezon City

Emmanuel Elmo R. FERNANDEZ
Second Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Ms Kristine Leilani SALLE
Second Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Ms Charisma COROS
Assistant
Philippines Embassy
Rome

POLAND - POLOGNE - POLONIA

Delegate
Ryszard WOJTAL
Minister Counsellor
Permanent Representative to FAO
Rome

Alternate(s)
Ms Malgorzata PIOTROWSKA
Minister Counsellor
Ministry of Agriculture and Rural
Development
Warsaw

Zymunt LANGER
First Counsellor
Ministry of Foreign Affairs
Warsaw

PORTUGAL

Delegate
Jaime SILVA
Minister for Agriculture, Rural
Development and Fisheries
Lisbon

Alternate(s)
Vasco TAVEIRA DA CUNHA VALENTE
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Miguel ALMEIDA E SOUSA
Deputy Director-General for Technical and
Financial Matters
Ministry of Foreign Affairs
Lisbon

Antonio DUARTE DE ALMEIDA PINHO
Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

José RUI VELEZ CAROÇO
Expert on FAO Matters
Ministry of Foreign Affairs
Lisbon

José Luis COELHO SILVA
Expert on FAO Matters
Ministry of Foreign Affairs
Lisbon

Mrs Rita LOURENÇO
Technical Advisor on FAO Matters
Embassy of the Portuguese Republic
Rome

Jean-Pierre SABSOUB
Administrator
European Union Council Secretariat
Brussels

Mrs Maria José SANTANA
Official
European Union Council Secretariat
Brussels

Ms Nathalie ERPELDING
Official
European Union Council Secretariat
Brussels

QATAR - قطر

Delegate

Sheikh Abdurrahman Bin Khalifa Bin
Abdulaziz AL-THANI
Minister for Municipal Affairs and
Agriculture
Doha

المندوب
الشيخ عبدالرحمن بن خليفة بن عبدالعزيز آل
ثاني
وزير الشؤون البلدية والزراعة
الدوحة

Alternate(s)

Soltan Saad AL-MORAKHI
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

المناوب
سلطان بن سعد المريخي
السفير
والممثل الدائم لدى المنظمة
روما

Faleh BIN NASSER AL-THANI
Director
General Department for Reserch and
Agricultural Development
Ministry of Municipal Affairs and
Agriculture
Doha

فالح بن ناصر آل خليفة
مدير
الإدارة العامة للبحوث والتنمية الزراعية
وزارة الشؤون البلدية والزراعة
الدوحة

Sheikh Khalid bin Hamad AL-THANI
Counsellor
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

الشيخ خالد بن حمد آل ثاني
المستشار
والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
روما

Walid Fahd AL-MANAA
Director
Ministry of Municipal Affairs and
Agriculture
Doha

وليد بن فهد المانع
مدير
وزارة الشؤون البلدية والزراعة
الدوحة

Mubarek Nasser AL-KHALIFA
First Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

مبارك ناصر الخليفة
سكرتير أول
الممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
روما

Ali Gaber SOUROUR
Director
Public Relations Department
Ministry of Municipal Affairs and
Agriculture
Doha

علي جابر سرور
مدير
قسم العلاقات العامة
وزارة شؤون البلدية والزراعة
الدوحة

Mohamed AL-QAYED
Head of the Fisheries Section
Ministry of Municipal Affairs and
Agriculture
Doha

محمد ابراهيم القايد
رئيس قسم التنمية السمكية
وزارة شؤون البلدية والزراعة
الدوحة

Abdul Aziz Mohamed AL-JABER
Assistant to the Minister for Municipal
Affairs and Agriculture
Ministry of Municipal Affairs and
Agriculture
Doha

عبد العزيز محمد الجابر
مساعد وزير شؤون البلدية والزراعة
وزارة شؤون البلدية والزراعة
الدوحة

Ali EL QUBAISI
Expert in Agricultural Affairs
Ministry of Municipal Affairs and
Agriculture
Doha

علي الكبيسي
استشاري شؤون زراعية
وزارة شؤون البلدية والزراعة
الدوحة

Akeel EL KHALDI
Expert
International Organizations Affairs
Embassy of the State of Qatar
Rome

عقيل الخالدي
خبير في شؤون المنظمات الدولية
سفارة دولة قطر
روما

**REPUBLIC OF KOREA –
RÉPUBLIQUE DE CORÉE –
REPÚBLICA DE COREA**

Delegate
IM Sang Gyu
Minister for Agriculture and Forestry
Seoul

Alternate(s)
KIM Joong-jae
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

HA Young-hyo
Director-General
International Agricultural Bureau
Ministry of Agriculture and Forestry
Seoul

KIM Chang-hyun
Director
Multilateral Cooperation Division
Ministry of Agriculture and Forestry
Seoul

KIM Jeong-ju KIM
Secretary to the Minister for Agriculture
and Forestry
Ministry of Agriculture and Forestry
Seoul

JUNG Yong-ho
Deputy Director
Agricultural Negotiation Division
Ministry of Agriculture and Forestry
Seoul

KANG Seung-gyoo
Assistant Director
Multilateral Cooperation Division
Ministry of Agriculture and Forestry
Seoul

SEO Hae-dong
Agricultural Attaché
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

KIM Hyung-kwang
Director-General
Forest Human Resources Development
Institute
Korea Forest Service
Seoul

CHO Chae-moon
Chief
Korea FAO Association
Seoul

WHANG Moon-joo
Interpreter
Ministry of Agriculture and Forestry
Seoul

MOLDOVA

Delegate
Anatolie GORODENCO
Minister for Agriculture and Food Industry
Chisinau

Alternate(s)
Sorin MIHAIL
Charge d'Affaires a.i.
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Ms Diana GHERMAN
FAO National Correspondent
Consultant of Directorate for Analysis,
Monitoring and Policy Evaluation
Chisinau

Ms Ludmila JUC
Counsellor
Embassy of the Republic of Moldova
Rome

ROMANIA - ROUMANIE - RUMANIA

Délégué
Ms Cornelia HARABAGIU
Secrétaire d'État
Ministère de l'agriculture et du
développement rural
Bucarest

Suppléant(s)
Mme Valentina NICOLESCU
Conseiller supérieur
Ministère de l'agriculture et du
développement rural
Bucarest

Bogdan BAZGA
Conseiller Affaires Européennes
Ministère de l'agriculture et du
développement rural
Bucarest

Mme Octavia GAVRILESCU
Diplomat
Ministère des affaires étrangères
Bucarest

Mme Alina-Stefana PUSCARAGIU
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

RUSSIAN FEDERATION – FÉDÉRATION DE RUSSIE - FEDERACIÓN DE RUSIA

Delegate
Alexander V. YAKOVENKO
Deputy Minister for Foreign Affairs
Ministry of Foreign Affairs
Moscow

Alternate(s)
Alexey Y. MESHKOV
Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary of the Russian Federation
to Italy
Permanent Representative to FAO
Rome

Andery I. VERSHININ
Director
Department of International Cooperation
Ministry of Agriculture
Moscow

Vladimir A. IOSIFOV
Deputy Director
Department of International Organizations
Ministry of Foreign Affairs
Moscow

Yury A. KOLESNIKOV
Chief of the Secretariat of the
Deputy Minister for Foreign Affairs
Ministry of Foreign Affairs
Moscow

Evgeny F. UTKIN
First Secretary
Acting Deputy Permanent Representative
to FAO
Rome

Ms Irina N. EVSEEVA
Counsellor
Embassy of the Russian Federation
Rome

Gennady A. KISELEV
First Secretary
Department of International Organizations
Ministry of Foreign Affairs
Moscow

Arsen M. VARTANYAN
Second Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Nikolay I. RUBTSOV
Representative of the State Committee for
Fisheries
Moscow

Alexander V. YAKIMUSHKIN
Head of Division
Cooperation with International
Organizations and Foreign Representations
Ministry of Agriculture
Moscow

Anatoly I. PISARENKO
President
Society of Foresters of the Russian
Federation
Moscow

Andrey A. BENIN
Deputy of the State Duma of the Federal
Assembly of the Russian Federation
Moscow

Valery A. SAIKOVSKY
President
Russian Confederation of Associations and
Unions on Forest, Pulp and Paper and
Furniture Industry
Moscow

Ms Ekaterina RAZORENOVA
Expert
Division of Cooperation with International
Organizations and Foreign Representations
Ministry of Agriculture
Moscow

Yury A. MELNIKOV
Consultant
Rome

Sergei I. IVANOV
Trade Representative of the Russian
Federation to Italy
Rome

RWANDA

Délégué
Anastase MUREKEZI
Ministre de l'agriculture et de l'élevage
Kigali

Suppléant(s)
Jean Paul RUTAGWENDA
Secrétaire particulier du Ministre
Ministère de l'agriculture et de l'élevage
Kigali

Ernest RUZINDAZA
Directeur de Planification
Ministère de l'agriculture et de l'élevage
Kigali

**SAINT KITTS AND NEVIS –
SAINT-KITTS-ET-NEVIS –
SAINT KITTS Y NEVIS**

Delegate

Cedric Roy LIBURD
Minister for Housing, Agriculture,
Fisheries and Consumer Affairs
Basseterre

Alternate(s)

Robelto HECTOR
Minister for Communications, Agriculture,
Lands, Housing, Cooperatives and
Fisheries
Basseterre

**SAINT LUCIA - SAINTE-LUCIE –
SANTA LUCÍA**

**SAINT VINCENT AND THE
GRENADINES –
SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES
SAN VICENTE Y LAS GRANADINAS**

SAMOA

Delegate

Taua Tavaga KITIONA SEUALA
Minister for Agriculture and Fisheries
Apia

Alternate(s)

Niko Lee HANG
Minister for Finance
Apia

Kirifi POUONO
Chief Executive Officer
Ministry of Agriculture and Fisheries
Apia

Ms Hinauri PETANA
Chief Executive Officer
Ministry of Finance
Apia

SAN MARINO - SAINT-MARIN

Delegate

Marino RICCARDI
Minister for Agriculture, Land and
Environment
San Marino

Alternate(s)

Mrs Daniela ROTONDARO
Counsellor
Permanent Representative to FAO and
WFP
Rome

Matteo FIORINI
Chief of Cabinet
Secretariat of State for Land, Environment,
Agriculture and Relations with A.A.S.P.
San Marino

Ms Barbara PARA
Ambassador to the Republic of Italy
Rome

**SAO TOME AND PRINCIPE –
SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE –
SANTO TOMÉ Y PRÍNCIPE**

**SAUDI ARABIA - ARABIE SAOUDITE -
ARABIA SAUDITA – المملكة العربية
السعودية**

Delegate

Bandar AL-SHALHOOB
Permanent Representative to FAO
Rome

المندوب

بندر عبد المحسن الشلهوب
الممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
روما

Alternate(s)

Mishal bin Abdallah AL-QAHTANI
Secretary of the Minister for Agriculture
Ministry of Agriculture
Riyadh

المناوب

ميسحال بن عبدالله القحطاني
سكرتير وزير الزراعة
وزارة الزراعة
الرياض

Abdel Aziz bin Abdelrahman ABDAL-HOWEISH

Director of External Relations and
International Cooperation
Ministry of Agriculture
Riyadh

عبد العزيز بن عبد الرحمن الهويش
مدير العلاقات الخارجية والتعاون لدولي
وزارة الزراعة
الرياض

SENEGAL - SÉNÉGAL

Délégué

Souleymane Ndéné NDIAYE
Ministre d'État,
Ministre de l'économie maritime
Dakar

Suppléant(s)

Ibrahima DIOUCK
Directeur de Cabinet
Ministère du développement rurale et de
l'agriculture
Dakar

Matar DIOUF

Directeur de la Pêche continentale et de
l'aquaculture
Ministère de l'économie maritime
Dakar

Abdourakhmane DIOP

Directeur de l'agence pour la promotion de
l'aquaculture
Ministère de l'économie maritime
Dakar

Adama BA

Deuxième Conseiller
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

Alassane WELE

Conseiller
Représentant permanent suppléant auprès
de la FAO
Rome

SERBIA - SERBIE

Delegate

Milisav SAVIC
Minister Counsellor
Chargé d'affaires a.i.
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Alternate(s)

Mrs Dragana VUKOVIC-LJUBOJEVIC
First Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

SEYCHELLES

Delegate

Claude MOREL
Ambassador
Embassy of the Republic of Seychelles
Paris

SIERRA LEONE - SIERRA LEONA

Delegate

Joseph Sam SESAY
Minister of Agriculture, Forestry and Food
Security
Freetown

Alternate(s)

Elio PACIFICO
Consul General
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

SLOVAKIA - SLOVAQUIE - ESLOVAQUIA

Delegate

Viliam TURSKY
State Secretary
Ministry of Agriculture
Bratislava

Alternate(s)

Milan KOVÁČ
Counsellor
Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Eva KOLESAROVA
Director of Foreign and EU Relations
Department
Ministry of Agriculture
Bratislava

Ms Barbora HELLEBRTANDTOVA
National Secretary for Cooperation with
FAO
Ministry of Agriculture
Bratislava

Jan VARSO
Director
Department for United Nations and
International Organizations
Ministry of Foreign Affairs
Bratislava

SLOVENIA - SLOVÉNIE - ESLOVENIA

Delegate
Ms Branka TOME
State Secretary
Ministry of Agriculture, Forestry and Food
Ljubljana

Alternate(s)
Andrej CAPUDER
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Marko VERBIC
Head of Department for International
Relations and Development Assistance
Ministry of Agriculture, Forestry and Food
Ljubljana

Mrs Bojana HOCEVAR
Advisor
Ministry of Agriculture, Forestry and Food
Ljubljana

Leon MEGUSAR
Advisor
Ministry of Agriculture, Forestry and Food
Ljubljana

Mrs Marta HRUSTEL-MAJCEN
Head of Section for Sustainable Agriculture
Ministry of Agriculture, Forestry and Food
Ljubljana

Tomsic ROK
Counsellor
Embassy of the Republic of Slovenia
Rome

SOLOMON ISLANDS - ÎLES SALOMON ISLAS SALOMÓN

SOMALIA - SOMALIE – الصومال

Delegate
Abdikadir NUR ARALE
Minister for Fisheries and Marine
Resources
New York

المندوب
عبد القادر نور أراال
وزير الصيد والموارد البحرية
عن طريق البعثة الدائمة لجمهورية الصومال
لدى الأمم المتحدة
نيويورك

Alternate(s)
Abdulatif Mohamud ABDI
Special Adviser to the Transitional Federal
Government
Prime Minister's Office
New York

المناوب
عبد اللطيف محمد عبيدي
المستشار الخاص لرئيس وزراء الحكومة
الانتقالية
مكتب الوزير الأول
نيويورك

SOUTH AFRICA - AFRIQUE DU SUD - SUDÁFRICA

Delegate
Ms Lulama XINGWANA
Minister for Agriculture
Pretoria

Alternate(s)
Lenin MAGIGWANE SHOPE
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Masiphula MBONGWA
Director-General
Department of Agriculture
Pretoria

Ms Vangile TITI
Deputy Director-General
Department of Agriculture
Pretoria

Ms Sebueng KELATWANG
Director
International Relations
Department of Agriculture
Pretoria

Ms Njabulo NDULI
Counsellor Agricultural Affairs
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Duncan SEBEFELO
Counsellor (Multilateral)
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Ms Bongeka MDLELENI
Personal Assistant to Director-General
Department of Agriculture
Pretoria

Ms Noluthando MANTUNGWA
Personal Assistant to the Minister for
Agriculture
Ministry of Agriculture
Pretoria

Sibusiso GAMEDE
Minister's Adviser
Ministry of Agriculture
Pretoria

Doctor MASHABANE
Advocate
Department of Foreign Affairs
Pretoria

Godfrey MDLULI
Minister's Media Liaison Officer
Department of Agriculture
Pretoria

SPAIN - ESPAGNE - ESPAÑA

Delegado
Santiago MENÉNDEZ DE LUARCA
Subsecretario de Agricultura, Pesca y
Alimentación
Ministerio de Agricultura, Pesca y
Alimentación
Madrid

Suplente(s)
Luis CALVO MERINO
Embajador de España
Roma

Juan José GRANADO MARTÍN
Secretario General Técnico
Ministerio de Agricultura, Pesca y
Alimentación
Madrid

Alberto LÓPEZ GARCÍA-ASENJO
Representante Permanente Adjunto ante la
FAO
Roma

Sra. Alicia VILLauriz IGLESIAS
Subdirectora General de Relaciones
Agrarias Internacionales
Ministerio de Agricultura, Pesca y
Alimentación
Madrid

Sra. María Rosa FERNÁNDEZ LEÓN
Jefe del Gabinete del Subsecretario de
Agricultura, Pesca y Alimentación
Ministerio de Agricultura, Pesca y
Alimentación
Madrid

Sra. Matilde MONTES FERNÁNDEZ
Consejera de Agricultura, Pesca y
Alimentación
Embajada de España
Roma

Ángel OROZCO GÓMEZ
Agregado
Representante Permanente Alterno ante la
FAO
Roma

Sra. María NOGUEROL ÁLVAREZ
Jefe de Área de Organismos
Internacionales
Subdirección General de Cooperación
Multilateral y Horizontal
Agencia Española de Cooperación
Internacional (AECI)
Ministerio de Asuntos Exteriores y
Cooperación
Madrid

Sra. Elena BUSUTIL FERNÁNDEZ
Jefe de Área de Relaciones Internacionales
Ministerio de Agricultura, Pesca y
Alimentación
Madrid

Sra. Pilar VILLALBA CORTIJO
Jefe de Servicio de Relaciones Agrarias
Internacionales
Ministerio de Agricultura, Pesca y
Alimentación
Madrid

Sra. Iciar RUIZ CASTILLO
Técnica
Embajada de España
(Oficina de los Representantes Permanentes
Adjunto y Alternos)
Roma

SRI LANKA

Delegate

Hemantha WARNAKULASURIYA
Ambassador
Embassy of the Democratic Socialist
Republic of Sri Lanka
Rome

Alternate(s)

Ms Abeysekara Arachchige Rukmani
RATNAYAKE
Additional Secretary
Ministry of Agriculture Development and
Agrarian Services Development -
"Govijana Mandiraya"
Colombo

Chandrasekara Atapattu H.M.
WIJERATNE
Minister and Chargé d'affairs a.i.
Embassy of the Democratic Socialist
Republic of Sri Lanka
Rome

Mrs Saranya Hasanthi Urugodawatte
DISSANAYAKE
Minister Counsellor
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Wimal HEMACHANDRA
Minister Counsellor (Commercial)
Embassy of the Democratic Socialist
Republic of Sri Lanka
Rome

Lalith Kumar HATHURUSINGHE
Director
Ministry of Agriculture Development and
Agrarian Services Development -
"Govijana Mandiraya"
Colombo

SUDAN - SOUDAN - SUDÁN - السودان

Delegate

Mohamed Elamin KABASHI EISA
Federal Minister for Agriculture and
Forestry
Khartoum

المندوب

محمد الأمين كباشي عيسى
الوزير الاتحادي للزراعة والغابات
الخرطوم

Alternate(s)

Rabie Hassan AHMED
Ambassador of the Republic of Sudan
Rome

المنابوب

ربيع حسن أحمد
سفير جمهورية السودان
روما

Mohamed ELTAYEB ELFAKI EL NOR
Counsellor
Permanent Representative to FAO
Rome

محمد الطيب الفاكي النور
المستشار
والممثل الدائم لدى المنظمة
روما

Mohamed Hassan JUBARA MOHAMED
Director-General
International Cooperation and Investment
Directorate
Ministry of Agriculture and Forestry
Khartoum

محمد حسن جبارة
مدير عام
مديرية التعاون الدولي والاستثمار
وزارة الزراعة والغابات
الخرطوم

Ahmed OSMAN
Federal Ministry of Agriculture and
Forestry
Khartoum

أحمد عثمان
الوزير الاتحادي للزراعة والغابات
الخرطوم

Amal KABEER
Federal Ministry of Finance and National
Economy
Khartoum

أمل كبير
الوزارة الاتحادية للمالية والاقتصاد الوطني
الخرطوم

Abdelwahab HASSAN BIHERI
Federal Ministry of Animal Resources and
Fisheries
Khartoum

عبد الوهاب حسن بحيري
الوزارة الاتحادية للموارد الحيوانية والسمكية
الخرطوم

SURINAME

Delegate
Jagdies BHANSING
Permanent Secretary
Ministry of Agriculture, Animal Husbandry
and Fisheries
Paramaribo

SWAZILAND - SWAZILANDIA

Delegate
Mtiti FAKUDZE
Minister for Agriculture and Co-operatives
Mbabane

Alternate(s)
Majozi V. SITHOLE
Minister for Finance
Mbabane

Christopher T. NKWANYANA
Acting Principal Secretary
Ministry of Agriculture and Co-operatives
Mbabane

Thembayena DLAMINI
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Geneva

Ms Janet MZUNGU
Senior Finance Officer
Ministry of Agriculture and Co-operatives
Mbabane

George M. NDLANGAMANDLA
Director of Agriculture
Ministry of Agriculture and Co-operatives
Mbabane

SWEDEN - SUÈDE - SUECIA

Delegate
Eskil ERLANDSSON
Minister for Agriculture
Stockholm

Alternate(s)
Christer WRETBORN
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Tommie SJÖBERG
Deputy Director-General
Ministry of Agriculture
Stockholm

Ms Tora LEIFLAND HOLMSTRÖM
Political Advisor
Ministry of Agriculture
Stockholm

Mrs Tina LINDSTRÖM
Senior Administrative Officer
Ministry of Agriculture
Stockholm

Ms Helena SIVARD ASKVIK
Senior Administrative Officer
Ministry of Agriculture
Stockholm

Oscar EKÉUS
Desk Officer
Ministry of Foreign Affairs
Stockholm

Ms Tina EHN
Member of Parliament
Swedish Parliament
Stockholm

Ms Irene OSKARSSON
Member of Parliament
Swedish Parliament
Stockholm

Ms Margaretha ARNESSON-CIOTTI
Programme Officer
Embassy of Sweden
Rome

Ms Kristina NILSSON
Clerical Officer
Embassy of Sweden
Rome

Ms Jenny LUNDIN
Junior Officer
Embassy of Sweden
Rome

Mats ÅBERG
Senior Advisor
Swedish International Development
Cooperation Agency
Stockholm

Ms Gabriella CAHLIN
Head of Department
Jonkoping
Sweden

Andreas DAVELID
Administrative Officer
Swedish Board of Agriculture
Stockholm

Ms Annette HELLSTRÖM
Director International Affairs
Federation of Swedish Farmers
Stockholm

Ms Karin HÖÖK
Head of International Department
Swedish Society for Nature Conservation
Stockholm

Anders KLUM
Director
Ministry of Agriculture
Stockholm

SWITZERLAND - SUISSE - SUIZA

Délégué
Manfred BÖTSCH
Secrétaire d'État
Berne

Suppléant(s)
François PYTHOUD
Responsable de la Section agriculture
durable internationale
Office fédéral de l'agriculture
Berne

Hubert POFFET
Collaborateur scientifique de la section
agriculture durable internationale
Office fédéral de l'agriculture
Berne

Mme Marie MARCHAND
Chargée de programme
Direction du développement et de la
coopération
Berne

Hans-Jorge LEHMANN
Ministre
Représentant permanent de la FAO
Rome

Mme Magdalena LESJAK
Première Secrétaire
Représentant permanent suppléant auprès
de la FAO
Rome

SYRIAN ARAB REPUBLIC -
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE -
REPÚBLICA ÁRABE SIRIA -
الجمهورية العربية السورية

Delegate
Adel SAFAR
Minister for Agriculture and Agrarian
Reform
Damascus

المندوب
عادل سفر
وزير الزراعة واستصلاح الأراضي
دمشق

Alternate(s)
Samir AL-KASSIR
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

المندوب
سمير القصير
السفير
والممثل الدائم لدى المنظمة
روما

Atyeh AL HENDI
Director of the National Agricultural Policy
Centre
Ministry of Agriculture and Agrarian
Reform
Damascus

عطية الهندي
المركز الوطني للسياسات الزراعية
وزارة الزراعة واستصلاح الأراضي
دمشق

Ms Souha JAMALI
Minister Plenipotentiary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

السيدة سهى الجمالي
الوزير المفوض
المندوب الدائم المناوب لدى المنظمة
روما

Ziad AL-JEBAWI
Director of Forestry Directorate
Ministry of Agriculture and Agrarian
Reform
Damascus

زيد الجبائي
مدير مديرية الغابات
وزير الزراعة واستصلاح الأراضي
دمشق

Farouki FARES
Director-General
Arab Centre for the Studies of Arid Zones
and Dry Lands
Damascus

فاروقي فارس
مدير عام
المركز العربي للدراسات في المناطق القاحلة
والأراضي الجافة
دمشق

Nasr OBEID
Director
Ministry of Agriculture and Agrarian
Reform
Damascus

ناصر عبيد
مدير
وزارة الزراعة واستصلاح الأراضي
دمشق

Bashar AKBIK
Counsellor
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

بشار أكبيق
المستشار
والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
روما

Mouhammad ALLOUSH
Attaché
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

محمد علوش
الملحق
والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
روما

TAJIKISTAN - TADJIKISTAN - TAYIKISTÁN

Delegate
Valiev SULTON
First Deputy Minister for Agriculture and
Nature Protection
Dushanbe

Alternate(s)
Saidov DAVLAT
Head of the Cotton and Agricultural
Products Processing Unit
Ministry of Agriculture and Nature
Protection
Dushanbe

Ms Czarina NURIDINOVA
Budget/Finance Specialist
Ministry of Agriculture and Nature
Protection
Dushanbe

Gulomkodir SAFARALIEV
Livestock Specialist
Ministry of Agriculture and Nature
Protection
Dushanbe

Ms Irina SARYCHEVA
Interpreter
Ministry of Agriculture and Nature
Protection
Dushanbe

THAILAND - THAÏLANDE - TAILANDIA

Delegate
Rungruang ISARANGKURA
Deputy Minister for Agriculture
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Alternate(s)
Pinit KORSIEPORN
Deputy Permanent Secretary
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Mrs Tritaporn KHOMAPAT
Minister (Agriculture)
Permanent Representative to FAO
Rome

Songkram THAMMINCHA
Secretary to the Minister
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Kritsada SUTDHIBPHISAL
Assistant Secretary to the Minister
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Mrs Dounghatai DANVIVATHANA
Director
Foreign Agricultural Relations Division
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Mrs Korntip SENEWONG NA
AYUHAYA
Senior Policy and Plan Analyst
Office of Agricultural Economics
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Anuroj JANTARAWONG
Senior Officer
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Kasem PRASUTSANGCHAN
Senior Policy and Plan Analyst
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Piyawat NAIGOWIT
Policy and Plan Analyst
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Upai WAYUPAT
Royal Forest Department
Bangkok

Ms Narumol PANUMUMPA
Royal Forest Department
Bangkok

Ms Weena PUNTHURAT
Advisor to the Deputy Minister
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Ms Yupadee HEMARAT
Senior Foreign Relations Officer
Office of the Permanent Secretary
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

**THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC
OF MACEDONIA –
L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE
MACÉDOINE –
LA EX REPÚBLICA YUGOSLAVA DE
MACEDONIA**

Delegate
Evgenija ILIEVA
First Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

TIMOR-LESTE

Delegate
Mariano Asanami SABINO
Minister for Agriculture and Fisheries
Dili

Alternate(s)
Justino GUTERRES
Ambassador to the Holy See
Rome

Cesaltino N. Dos Reis DE CARVALHO
Chief of Cabinet
Ministry of Agriculture and Fisheries
Dili

Lourenco Borges FONTES
Dili

TOGO

Délégué
Yves Madow NAGOU
Ministre de l'agriculture, de l'élevage et de
la pêche
Lomé

Suppléant(s)
Akla-Esso AROKOUM
Directeur de l'agriculture
Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de
la pêche
Lomé

Yawo Sèfe GOGOVOR
Chef Division contrôle phytosanitaire
Direction de l'agriculture
Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de
la pêche
Lomé

Kossi AHOEDO
Chef Section Ressources halieutiques
Direction de l'élevage et de la pêche
Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de
la pêche
Lomé

Bériname BADJARE
Chef Division promotion des filières agro-
industrielles
Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de
la pêche
Lomé

TONGA

Delegate

Taniela Penisimani VEA
 Director of Agriculture and Food, Forests
 and Fisheries
 Ministry of Agriculture, Food, Forestry and
 Fisheries
 Nuku'alofa

**TRINIDAD AND TOBAGO –
 TRINITÉ-ET-TOBAGO –
 TRINIDAD Y TABAGO**

Delegate

Dennis FRANCIS
 Ambassador
 Permanent Representative to FAO
 Geneva

Alternate(s)

Farook HOSEIN
 Acting Senior Project Analyst
 Ministry of Agriculture, Land and Marine
 Resources
 Port of Spain

TUNISIA - TUNISIE - TÚNEZ - تونس

Délégué

Mohamed Habib HADDAD
 Ministre de l'agriculture et des ressources
 hydrauliques
 Tunis

المندوب

محمد حبيب حداد
 وزير الفلاحة والموارد المائية
 تونس

Suppléant(s)

Montassar OUAILI
 Ambassadeur en Italie
 Représentant permanent auprès de la FAO
 Rome

المناب

منتصر وايلي
 السفير لدى إيطاليا
 الممثل الدائم المناب لدى المنظمة
 روما

Badr BEN AMMAR

Directeur général des études et du
 développement agricole
 Ministère de l'agriculture et des ressources
 hydrauliques
 Tunis

بدر بن عامر
 المدير العام للدراسات والتنمية الزراعية
 وزارة الفلاحة والموارد المائية
 تونس

Mohamed LASSOUED

Directeur de la coopération internationale
 Ministère de l'agriculture et des ressources
 hydrauliques
 Tunis

محمد الأسود
 مدير التعاون الدولي
 وزارة الفلاحة والموارد المائية
 تونس

Sabri BACHTOBI

Chargé d'affaires a.i.
 Conseiller
 Représentant permanent suppléant auprès
 de la FAO
 Rome

صبري بشطبيجي
 القائم بالأعمال التونسي بالنيابة في إيطاليا
 المستشار
 والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
 روما

Abdelhamid ABID

Conseiller chargé du dossier de coopération
 de la Tunisie avec les Institutions
 Multilatérales établies à Rome
 Représentant permanent suppléant auprès
 de la FAO
 Rome

عبد الحميد عبيد
 المستشار المكلف بملف التعاون بين تونس
 والمؤسسات المتعددة الأطراف التي يوجد
 مقارها في روما
 الممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
 روما

TURKEY - TURQUIE - TURQUÍA

Delegate

Mehmet Mehdi EKER
Minister for Agriculture and Rural Affairs
Ankara

Alternate(s)

Sitki Ugur ZİYAL
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Selahattin MERMER
Head of Department
Ministry of Agriculture and Rural Affairs
Ankara

Ibrahim ILBEYİ
Head of Department
Ministry of Agriculture and Rural Affairs
Ankara

Erkan GOZGOZOGLU
Head of Department
Ministry of Agriculture and Rural Affairs
Ankara

Yüksel YÜCEKAL
Counsellor
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Halil Ibrahim MUTLU
Section Director
Ministry of Agriculture and Rural Affairs
Ankara

Selami GULAY
Principal Clerk of the Minister for
Agriculture and Rural Affairs
Ministry of Agriculture and Rural Affairs
Ankara

Ebru EKEMAN
Second Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

**TURKMENISTAN - TURKMÉNISTAN -
TURKMENISTÁN****TUVALU**

Delegate

Itaia LAUSAVEVE
Director of Agriculture
Ministry of Natural Resources and
Environment
Funafuti

UGANDA - OUGANDA

Delegate

Fred MUKISA
Minister of State for Fisheries
Entebbe

Alternate(s)

Deo K. RWABITA
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Margaret KYOGIRE
Deputy Head of Mission
Embassy of the Republic of Uganda
Rome

Robert SABIITI
Agricultural Attaché
First Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Mrs Tumusiime RHODA
Commissioner for Agricultural Planning
Ministry of Agriculture, Animal Industry
and Fisheries
Entebbe

Dick NYEKO
Commissioner for Fisheries Resources
Ministry of Agriculture, Animal Industry
and Fisheries
Entebbe

Mrs Annunciata HAKUZA
Agricultural Economist
Ministry of Agriculture, Animal Industry
and Fisheries
Entebbe

Alternate(s)
Abdulhamid Abdulfatah KAZIM
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

UKRAINE - UCRANIA

Delegate

Ms Valetina ZAVALEVSKAYA
Deputy Minister of Agricultural Policy
Ministry of Agrarian Policy
Kiev

Alternate(s)

Georgiy CHERNYAVSKYI
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Dmytro MELNYCHUK
Rector
National Agrarian University
Kiev

Mrs Oksana DRAMARETSKA
First Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Ms Alla KRAVCHENKO
Consultant of the Minister of Agrarian
Policy
Ministry of Agrarian Policy
Kiev
Ukraine

UNITED ARAB EMIRATES – ÉMIRATS ARABES UNIS – EMIRATOS ÁRABES UNIDOS – الإمارات العربية المتحدة

Delegate

Mohammed Saeed AL KINDI
Minister for Environment and Water
Abu Dhabi

المندوب

محمد سعيد الكندي
وزير البيئة والمياه
أبو ظبي

المناوب
عبد الحميد عبدالفتاح كاظم
السفير
والممثل الدائم لدى المنظمة
روما

Rashid Khalfan AL-SHIREQI
Abu Dhabi Food Control Authority
Abu Dhabi

راشد خلفان الشريقي
جهاز مراقبة الأغذية بأبو ظبي
أبو ظبي

Burkan KHALIFA ABDALLAH
Legal Advisor
Minister's Office
Ministry of Environment and Water
Abu Dhabi

بركان خليفة عبدالله
المستشار القانوني
مكتب الوزير
وزارة البيئة والمياه
أبو ظبي

Ibrahim Abdel RAHMAN
Director of the Eastern Region
Ministry of Environment and Water
Abu Dhabi

ابراهيم عبد الرحمن
مدير المنطقة الشرقية
وزارة البيئة والمياه
أبو ظبي

Habib AL ABDODI
Director of Planning
Ministry of Environment and Water
Abu Dhabi

حبيب العبودي
مدير التخطيط
وزارة البيئة والمياه
أبو ظبي

Mrs Wjiha Ibrahim TALIB
Director of Public Relations
Ministry of Environment and Water
Abu Dhabi

وجبهة ابراهيم طالب
مديرة العلاقات العامة
وزارة البيئة والمياه
أبوظبي

Mrs Safa Ali AL OBID
Director of Dams
Ministry of Environment and Water
Abu Dhabi

السيدة صفاء علي العبيد
مدير
وزارة البيئة والمياه
أبوظبي

Mirghani Hassan OBEID ALI
Embassy of the United Arab Emirates
Rome

مير غني حسن عبيد علي
سفارة الإمارات العربية المتحدة
روما

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI - REINO UNIDO

Delegate
Gareth THOMAS
Parliamentary Undersecretary of State
Department for International Development
London

Alternate(s)
James HARVEY
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Victor Charles Dunlop HEARD
First Secretary
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Elizabeth NASSKAU
Deputy Permanent Representative to IFAD
Permanent Representation to the UN
Agencies for Food and Agriculture
Rome

Mark RUSH
Desk Officer for United Nations
Specialised Agencies
International Organizations Department
Foreign and Commonwealth Office
London

Stephen LOWE
First Secretary, Agricultural and
Environment
British Embassy
Rome

Ms Karen MAHY
Assistant Private Secretary to
Parliamentary Undesecretary of State
Department for International Development
London

Ms Fiona PRYCE
Information Manager and FAO Programme
Support
Permanent Representation to the UN
Agencies for Food and Agriculture
Rome

Ms Nicolette CIORBA
Office Manager and WFP Programme
Support
Permanent Representation to the UN
Agencies for Food and Agriculture
Rome

UNITED REPUBLIC OF TANZANIA - RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE - REPÚBLICA UNIDA DE TANZANÍA

Delegate
Stephen Masatu WASIRA
Minister for Agriculture, Food Security and
Cooperatives
Dar-es-Salaam

Alternate(s)
Burhan S. HAJI
Minister for Agriculture, Livestock and
Environment
Zanzibar

Zabein M. MHITA
Deputy Minister
Ministry of Natural Resources and Tourism
Dar-es-Salaam

Mrs Rahma MSHANGAMA
Principal Secretary
Ministry of Agriculture, Livestock and
Environment
Zanzibar

Wilfred Joseph NGIRWA
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Jones MELEWAS
Deputy Permanent Secretary
Ministry of Livestock Development
Dar-es-Salaam

Mrs Annuciata P. NJOMBE
Director
Animal Production and Marketing
Ministry of Livestock Development
Dar-es-Salaam

Ms Catherine JOSEPH
Director
Policy and Planning
Ministry of Livestock Development
Dar-es-Salaam

Aloyce TANGO
Acting Director of Forestry and
Beekeeping
Ministry of Natural Resources and Tourism
Dar-es-Salaam

Emanuel ACHAYO
Director
Policy and Planning
Ministry of Agriculture, Food Security and
Cooperatives
Dar-es-Salaam

Ms Margaret Z. NDABA
Officer-in-Charge for Development,
Assistance and International Cooperation
Ministry of Agriculture, Food Security and
Cooperatives
Dar-es-Salaam

Ms Perpetua Mary Simon HINGI
Agricultural Attaché
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Ms Ritha Oliver MALY
Principal Fisheries Officer
Ministry of Natural Resources and Tourism
Dar-es-Salaam

Joseph LUBILOH
Personal Assistant to the Minister
Dar-es-Salaam

**UNITED STATES OF AMERICA -
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE –
ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA**

Delegate
Charles F. CONNER
Acting Secretary of Agriculture
Department of Agriculture
Washington, D.C.

Alternate(s)
Mark E. KEENUM
Under Secretary for Farm and Foreign
Agricultural Services
Department of Agriculture
Washington, D.C.

Gaddi H. VASQUEZ
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Ms A. Ellen TERPSTRA
Deputy Under Secretary for Farm and
Foreign Agricultural Services
Department of Agriculture
Washington, D.C.

Gerald C. ANDERSON
Deputy Assistant Secretary
Bureau of International Organization
Affairs
Department of State
Washington, D.C.

Lee A. BRUDVIG
Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Robert RIEMENSCHNEIDER
Deputy Administrator
Office of Negotiations and Agreements
Foreign Agricultural Service
Department of Agriculture
Washington, D.C.

Wendell DENNIS
Branch Chief
International Organizations, Multilateral
Negotiations and International Agreements
Division
Office of Negotiations and Agreements
Foreign Agricultural Service
Department of Agriculture
Washington, D.C.

David HEGWOOD
Minister Counsellor for Agriculture
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Geoffrey WIGGIN
Minister Counsellor for Agriculture
Embassy of the United States of America
Rome

Jaime ADAMS
Chief of Staff
Office of the Administrator
Foreign Agricultural Service
Department of Agriculture
Washington, D.C.

Ms Sharon KOTOK
Foreign Affairs Officer
Office of Economic and Development
Affairs
Bureau of International Organization
Affairs
Department of State
Washington, D.C.

Ms Usha PITTS
First Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

George DOUVELIS
International Relations Advisor
International Organizations, Multilateral
Negotiations and International Agreements
Division
Office of Negotiations and Agreements
Foreign Agricultural Service
Department of Agriculture
Washington, D.C.

Ms Dorothy ADAMS
Office of Country and Regional Affairs
Foreign Agricultural Service
Department of Agriculture
Washington, D.C.

Robin GRAY
Agricoltura Attaché
Embassy of the United States of America
Rome

Ms Allison THOMAS
Office of Country and Regional Affairs
Foreign Agricultural Service
Department of Agriculture
Washington, D.C.

James GLUECK
Special Assistant
Office of the Under Secretary for Farm and
Foreign Agricultural Services
Department of Agriculture
Washington, D.C.

Ms Carol KRAMER-LEBLANC
International Organizations, Multilateral
Negotiations and International Agreements
Division
Office of Negotiations and Agreements
Foreign Agricultural Service
Department of Agriculture
Washington, D.C.

Rich NEWBERG
Humanitarian Affairs Attaché
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Ms Mary Blanca RIOS
Project Analyst
Office of Management, Program and
Resources
Bureau of International Organization
Affairs
Department of State
Washington, D.C.

Ms Harriet SPANOS
Emergency Program Specialist
United States Agency for International
Development
United States Mission to the United
Nations Agencies for Food and Agriculture
Rome

Ms Erika LUEDIG
Programme Assistant
United States Mission to the United
Nations Agencies for Food and Agriculture
Rome

URUGUAY

Delegado
Ramón Carlos ABIN DE MARÍA
Embajador
Representante Permanente ante la FAO
Roma

Suplente(s)
Tabaré BOCALANDRO YAPEYÚ
Ministro
Representante Permanente Adjunto ante la
FAO
Roma

Carlos BENTANCOUR FERNÁNDEZ
Ministro Consejero
Representante Permanente Alternante ante la
FAO
Roma

Sra. Gabriela CHIFFLET
Consejera
Representante Permanente Alternante ante la
FAO
Roma

Gabriel BELLÓN MARRAPODI
Primer Secretario
Ministerio de Relaciones Exteriores
Montevideo

UZBEKISTAN - OUBÉKISTAN - UZBEKISTÁN

VANUATU

VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF) – VENEZUELA (RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU) – VENEZUELA (REPÚBLICA BOLIVARIANA DE)

Delegado
Jorge Valero BRICEÑO
Viceministro para América Norte y
Asuntos Multilaterales
Ministerio del Poder Popular para
Relaciones Exteriores
Caracas

Suplente(s)
Sra. Gladys URBANEJA
Embajadora (Designado)
Representante Permanente ante la FAO
Roma

Rafael Alejandro LACAVA
EVANGELISTA
Embajador
Embajada de la República Bolivariana de
Venezuela
Roma

Sra. Tatiana PUGH MORENO
Viceministra de Desarrollo de Circuitos
Agroproductivos
Ministerio del Poder Popular para la
Agricultura y Tierras
Caracas

Sra. Juliána José ALEZONES INAUDY
Directora General de Calidad
Ministerio del Poder Popular para la
Alimentación
Caracas

Sra. Marilyn DI LUCA
Directora Ejecutiva
Instituto Nacional de Nutrición
Caracas

Achirana ALTUVE
Segundo Secretario
Embajada de la República Bolivariana de Venezuela
Roma

Sra. Angélica ZIEMS PIÑANGO
Tercer Secretario
Ministerio del Poder Popular para Relaciones Exteriores
Caracas

Julio Rafael RAMÍREZ BARBERA
Coordinador Investigación y Desarrollo
Ministerio del Poder Popular para la Alimentación
Caracas

Manuel Edoardo CLAROS OVIEDO
Asesor de Relaciones Internacionales
Ministerio del Poder Popular para la Agricultura y Tierras
Caracas

Sra. Carmen BLANCO
Dietista
Dirección de Investigación de Alimentos
Instituto Nacional de Nutrición
Caracas

Medina MATTDIGN
Dietista de la Dirección de Investigación de Alimentos
Instituto Nacional de Nutrición (INN)
Caracas

Sra. Milagros GALEANO
Asistente del Viceministro para América Del Norte y Asuntos Multilaterales
Ministerio del Poder Popular para Relaciones Exteriores
Caracas

Sra. Mabel RUIZ
Asistente Oficina Multilateral
Embajada de la República Bolivariana de Venezuela
Roma

VIET NAM

Delegate
Thang NGUYEN VIET
Vice Minister
Ministry of Agriculture and Rural Development
Hanoi

Alternate(s)
Nguyen VAN NAM
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Yen PHAM TRONG
Deputy Director-General
International Cooperation Department
Ministry of Agriculture and Rural Development
Hanoi

Thanh NGUYEN CHI
Senior Officer
Department of International Organizations
Ministry of Foreign Affairs
Hanoi

Bac DAO TRINH
Senior Officer
Department of Foreign Economics
Ministry of Planning and Investment
Hanoi

Minh BUI QUANG
Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

YEMEN - YÉMEN - اليمن

Delegate
Mansour Ahmed AL-HAWSHABI
Minister for Agriculture and Irrigation
Sana'a

المندوب
منصور أحمد الحوشبي
وزير الزراعة والري
صنعاء

Alternate(s)

Abdurahman BAMATRAF
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

المناوب
عبد الرحمن محمد بامطرف
السفير
والممثل الدائم لدى المنظمة
روما

Shayé Mohsin AL ZINDANI
Ambassador of the Republic of Yemen to
Italy
Rome

محسن الزيداني
سفير الجمهورية اليمنية لدى إيطاليا
روما

Abdulmalek AL THAWR
Director General of Monitoring and
Planning
Ministry of Agriculture and Irrigation
Sana'a

عبد الملك الثور
مدير الأرصاد والتخطيط
وزارة الزراعة والري
صنعاء

ZAMBIA - ZAMBIE

Delegate

Ben KAPITA
Minister for Agriculture and Cooperatives
Lusaka

Alternate(s)

Ms Lucy Mungoma MUNGOMA
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Julius J. SHAWA
Director Policy and Planning
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Lusaka

Green MBOZI
Director for Agribusiness and Marketing
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Lusaka

Charles MAGUSWI
Director for Fisheries
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Lusaka

Richard KAMONA
Deputy-Director for Agriculture
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Lusaka

Ms Emma MALAWO
Deputy-Director for Policy Analysis and
Statistics
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Lusaka

Albert CHALABESA
Deputy Director
Zambia Agricultural Research Institute
Lusaka

Willie O. NDEMBELA
Counsellor
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Emmanuel MWAMBA
First Secretary (International
Organizations)
Embassy of the Republic of Zambia
Rome

ZIMBABWE

Delegate

Rugare GUMBO
Minister for Agriculture
Harare

Alternate(s)

Ms Mary Margaret MUCHADA
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Michael Muchenje NYERE
Minister Counsellor
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

T. DUBE
Agricultural Economist
Ministry of Agriculture
Harare

Hillary MADZIKANDA
Ministry of Environment and Tourism
Harare

S. MUTAVA
Minister's Aide
Ministry of Agriculture
Harare

الأعضاء المنتسبون
准 成 员
ASSOCIATE MEMBER
MEMBRE ASSOCIE
MIEMBRO ASOCIADO

FAROE ISLANDS - ÎLES FÉROÉ (LES) - ISLAS FEROE

Delegate
Jóannes EIDESGAARD
Prime Minister
Tórshavn

Alternate(s)
Bjørn KALSØ
Minister for Fisheries and Maritime Affairs
Tórshavn

Kaj P. MORTENSEN
Minister Counsellor
Prime Minister's Office
Department of Foreign Affairs
Tórshavn

Ms Kate SANDERSON
Head of International Relations
Ministry of Fisheries and Maritime Affairs
Tórshavn

Jonhard ELIASSEN
Embassy Counsellor
The Mission of the Faroes to the European Union
Bruxelles

الكرسي الرسولي

教 廷

HOLY SEE

SAINT-SIÈGE

SANTA SEDE

The Right Reverend Monsignor Renato VOLANTE
Permanent Observer to FAO
Vatican City

Vincenzo BUONOMO
Alternate Observer to FAO
Vatican City

Lelio BERNARDI
Adviser
Vatican City

Saverio PETRILLO
Adviser
Vatican City

Guido SODANO
Adviser
Vatican City

Giovanni TEDESCO
Adviser
Vatican City

جماعة فرسان مالطة

马耳他自治社

SOVEREIGN ORDER OF MALTA

ORDRE SOUVERAIN DE MALTE

SOBERANA ORDEN DE MALTA

Giuseppe BONANNO DI LINGUAGLOSSA
Ambassadeur
Observateur Permanent auprès de la FAO et des Agences des Nations Unies
Rome

Mme Claude FORTHOMME
Conseiller
Rome

Mme Daniela MORO
Conseiller Technique
Rome

حركات التحرير
解放运动
LIBERATION MOVEMENT
MOUVEMENT DE LIBÉRATION
MOVIMIENTO DE LIBERACIÓN

PALESTINE - PALESTINA – فلسطين

Mahmoud ALHABASH
Minister for Agriculture
Ramallah

محمود الحباش
وزير الزراعة
رام الله

Kamal ELHABBASH
Advisor to the Minister for Agriculture
Ramallah

كمال الحباش
مستشار وزارة الزراعة
رام الله

Alaa JOMA
Director-General
Policy and Planning
Ministry of Agriculture
Ramallah

علاء جمعة
مدير عام
السياسة والتخطيط
وزارة الزراعة
رام الله

Hussein AL AFLAK
Counsellor
Embassy of Palestine
Rome

حسين العفلق
مستشار
سفارة فلسطين
روما

ممثلو الأمم المتحدة والوكالات المتخصصة**联合国和各专门机构的代表****REPRESENTIVES OF UNITED NATIONS AND SPECIALIZED AGENCIES
REPRÉSENTANTS DES NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES
REPRESENTANTES DE NACIONES UNIDAS Y ORGANISMOS ESPECIALIZADOS****INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY AGENCY
AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE
ORGANISMO INTERNACIONAL DE ENERGÍA ATÓMICA**

Qu LIANG
Director
Joint FAO/IAEA Division of Nuclear Techniques in Food and Agriculture
Vienna

**UNITED NATIONS SECRETARIAT
SECRÉTARIAT DES NATIONS UNIES
SECRETARÍA DE LAS NACIONES UNIDAS**

Ms Anne ROGERS
Officer-in-Charge, Water, Natural Resources and Small Islands Branch
Division for Sustainable Development/DESA
Department of Economic and Social Affairs
New York

**WORLD FOOD PROGRAMME
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL
PROGRAMA MUNDIAL DE ALIMENTOS**

Ms Claudia VON ROEHL
Secretary to the Executive Board
Rome

المراقبون من المنظمات الحكومية الدولية**政府间组织观察员****OBSERVERS FROM INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS****OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES****OBSERVADORES DE LAS ORGANIZACIONES INTERGUBERNAMENTALES****ARAB AUTHORITY FOR AGRICULTURAL INVESTMENT AND DEVELOPMENT****AUTORITÉ ARABE POUR LES INVESTISSEMENTS ET LE DÉVELOPPEMENT****AGRICOLAS****ORGANISMO ÁRABE PARA INVERSIONES Y DESARROLLO AGRÍCOLAS – ١****الهيئة العربية للاستثمار والتنمية الزراعية**

Abdul Kareem Mohammad AL-AMRI

President

Khartoum

Amir Abdalla KHALIL

International Cooperation Advisor

Khartoum

ARAB CENTRE FOR THE STUDIES OF ARID ZONES AND DRY LANDS**CENTRE ARABE POUR L'ÉTUDE DES ZONES ARIDES ET DES TERRES SÈCHES****CENTRO ÁRABE PARA EL ESTUDIO DE LAS ZONAS Y TIERRAS ÁRIDAS –****المركز العربي لدراسات المناطق القاحلة والأراضي الجافة**

Farouk Saleh FARES

Director-General

Damascus

Naser Edin OBID

Director

Administrative and Finance Department

Damascus

ARAB MAGHREB UNION**UNION DU MAGHREB ARABE****UNIÓN DEL MAGREB ÁRABE****اتحاد المغرب العربي-**

Ahmed SRIKAH

Chef de division de la Sécurité Alimentaire

Rabat

ARAB ORGANIZATION FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT**ORGANISATION ARABE POUR LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE****ORGANIZACIÓN ÁRABE PARA EL DESARROLLO AGRÍCOLA –****المنظمة العربية للتنمية الزراعية**

Salem AL-LOZI

Director-General

Khartoum

Mohamed Nadji BENCHEIKH-LEHOCINE
Head of International Cooperation Department
Khartoum

Jihad ABU MISHREF
Head of the AOAD Office in Amman
Jordan

**CARIBBEAN COMMUNITY AND COMMON MARKET
MARCHÉ COMMUN DE LA COMMUNAUTÉ DES CARAÏBES
SECRETARÍA DE LA COMUNIDAD DEL CARIBE**

Ms Margaret S. KALLOO
Deputy Programme Manager
Guyana

**COMMON FUND FOR COMMODITIES
FONDS COMMUN POUR LES PRODUITS DE BASE
FONDO COMÚN PARA LOS PRODUCTOS BÁSICOS**

Guy SNEYERS
Chief Operations Officer
The Netherlands

**COMMUNITY OF SAHEL-SAHARAN STATES
COMMUNAUTÉ DES ÉTATS SAHÉLO-SAHARIENS
COMUNIDAD DE ESTADOS SAHELO-SAHARIANOS**

Nuri Ibrahim HASSAN
Counsellor on Rural Development
Tripoli
Libya

**ORGANIZATION OF THE ISLAMIC CONFERENCE
ORGANISATION DE LA CONFÉRENCE ISLAMIQUE
ORGANIZACIÓN DE LA CONFERENCIA ISLÁMICA**

Babacar BA
Ambassador
Permanent Observer of The Organization of the Islamic Conference
Geneva

**REGIONAL INTERNATIONAL ORGANIZATION FOR PLANT PROTECTION AND
ANIMAL HEALTH
ORGANISME INTERNATIONAL RÉGIONAL CONTRE LES MALADIES DES PLANTES
ET DES ANIMAUX
ORGANISMO INTERNACIONAL REGIONAL DE SANIDAD AGROPECUARIA**

Sra. Dalia Gisela TAPIA CASTILLO
Oficial Agrosanitaria
Panamá

**WEST AFRICA ECONOMIC AND MONETARY UNION
UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE OUEST- AFRICAINE
UNIÓN ECONÓMICA Y MONETARIA DEL ÁFRICA OCCIDENTAL**

Mouslim Abdoulaye MAÏGA
Directeur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire
Ouagadougou

**WORLD ORGANISATION FOR ANIMAL HEALTH
ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ ANIMALE
ORGANIZACIÓN MUNDIAL DE SANIDAD ANIMAL**

Jean-Luc ANGOT
Deputy Director-General
Paris

المراقبون من المنظمات الدولية غير الحكومية**非政府组织观察员****OBSERVERS FROM NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS
OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES
OBSERVADORES DE LAS ORGANIZACIONES NO GUBERNAMENTALES****ACTIONAID INTERNATIONAL
AIDE ET ACTION INTERNATIONAL**

Ms Magdalena A. KROPIWNICKA
Food and Hunger Policy Adviser

**ASSOCIATED COUNTRY WOMEN OF THE WORLD
UNION MONDIALE DES FEMMES RURALES
ASOCIACIÓN MUNDIAL DE MUJERES RURALES**

Ms Paola ORTENSÍ
Permanent Representative to FAO
Rome

CARITAS INTERNATIONALIS

Ms Anna CLEMENTE
Permanent Representative to FAO
Rome

**COMMISSION OF THE CHURCHES ON INTERNATIONAL AFFAIRS
COMMISSION DES ÉGLISES POUR LES AFFAIRES INTERNATIONALES
COMISIÓN DE LAS IGLESIAS PARA LOS ASUNTOS INTERNACIONALES**

Michael WINDFUHR
Human Rights Director (Bread for the World)
Stuttgart
Germany

FIAN INTERNATIONAL - FOOD FIRST INFORMATION AND ACTION NETWORK

Flavio VALENTE
Secretary General
Germany

Helmer VELASQUEZ
Director Ejecutivo
Guatemala

Stuart CLARK
Senior Policy Advisor (Foodgrains)
Canada

Ms Zuleykha MAILZADA
Programme Officer Monitoring State Policies
Germany

Martin WOLPOLD-BOSIEN
Programme Coordinator Monitoring State Policies
Germany

Sanjeev BHANJA
EFICOR Food Rights Advisor
New Delhi

Rafaël SCHNEIDER
Bonn

**INTERNATIONAL ALLIANCE OF WOMEN
ALLIANCE INTERNATIONALE DES FEMMES
ALIANZA INTERNACIONAL DE MUJERES**

Ms Ivanka CORTI
Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Bettina CORKE
Permanent Representative to FAO
Rome

**INTERNATIONAL ASSOCIATION OF AGRICULTURAL ECONOMISTS
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ÉCONOMISTES AGRONOMIQUES
ASOCIACIÓN INTERNACIONAL DE ECONOMISTAS AGRÍCOLAS**

Ms Margaret LOSEBY
Permanent Representative to FAO
Rome

Guido AGOSTINUCCI
Università della Tuscia
Viterbo

**INTERNATIONAL ASSOCIATION OF FAMILY MOVEMENTS OF RURAL TRAINING
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES MOUVEMENTS FAMILIAUX DE FORMATION
RURALE
ASOCIACIÓN INTERNACIONAL DE LOS MOVIMIENTOS FAMILIARES DE
FORMACIÓN RURAL**

Aimé F. CAEKELBERGH
Vice-Président
Bruxelles

**INTERNATIONAL COMMISSION ON IRRIGATION AND DRAINAGE
COMMISSION INTERNATIONALE DES IRRIGATIONS ET DU DRAINAGE
COMISIÓN INTERNACIONAL DE LA IRRIGACIÓN Y EL SANEAMIENTO**

Ms Maria Elisa VENEZIAN SCARASCIA
General Secretary
Comitato Nazionale Italiano ICID
Rome

**INTERNATIONAL COMMITTEE FOR ANIMAL RECORDING
COMITÉ INTERNATIONAL POUR LE CONTRÔLE DES PERFORMANCES EN
ÉLEVAGE**

Juhani MÄKI-HAKKONEN
Technical Advisor
Paris

**INTERNATIONAL COOPERATIVE ALLIANCE
ALLIANCE COOPÉRATIVE INTERNATIONALE
ALIANZA COOPERATIVA INTERNACIONAL**

Ms Gianna PERRA
Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Stefania MARCONE
Permanent Representative to FAO
Rome

**INTERNATIONAL COUNCIL OF WOMEN
CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES
CONSEJO INTERNACIONAL DE MUJERES**

Ms Lydie ROSSINI VAN HISSENHOVEN
Permanent Representative to FAO
Rome

**INTERNATIONAL FEDERATION FOR HOME ECONOMICS
FÉDÉRATION INTERNATIONALE POUR L'ÉCONOMIE FAMILIALE
FEDERACIÓN INTERNACIONAL PARA LA ECONOMÍA FAMILIAR**

Ms Francesca RONCHI PROJA
Permanent Representative to FAO
Rome

**INTERNATIONAL FEDERATION OF AGRICULTURAL PRODUCERS
FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES PRODUCTEURS AGRICOLES
FEDERACIÓN INTERNACIONAL DE PRODUCTORES AGRÍCOLAS**

Jack WILKINSON
President
Paris

Nils FARNERT
Advisor
Paris

**INTERNATIONAL FEDERATION OF BUSINESS AND PROFESSIONAL WOMEN
FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES FEMMES DE CARRIÈRES LIBÉRALES ET
COMMERCIALES
FEDERACIÓN INTERNACIONAL DE MUJERES DE NEGOCIOS Y PROFESIONALES**

Mrs Maria Laura ORONZO
Permanent Representative to FAO
Rome

**INTERNATIONAL FEDERATION OF ORGANIC AGRICULTURE MOVEMENTS
FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES MOUVEMENTS D'AGRICULTURE
BIOLOGIQUE
FEDERACIÓN INTERNACIONAL DE LOS MOVIMIENTOS DE AGRICULTURA
BIOLÓGICA**

Ms Angela CAUDLE
Executive Director
Germany

Mrs Cristina GRANDI
IFOAM Liaison Officer to FAO and IFAD
Rome

Demeteris HALE
Intern
Rome

**INTERNATIONAL FEDERATION OF WOMEN IN LEGAL CAREERS
FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES FEMMES DES CARRIÈRES JURIDIQUES
FEDERACIÓN INTERNACIONAL DE MUJERES JURISTAS**

Ms Antonietta CESCUT
Permanent Representative to FAO
Rome

**INTERNATIONAL PLANNING COMMITTEE FOR FOOD SOVEREIGNTY
COMITÉ INTERNATIONAL DE PLANIFICATION DES ONG/OSC POUR LA
SOVERAINETÉ ALIMENTAIRE
COMITÉ INTERNACIONAL DE PLANIFICACIÓN DE LAS ONG/OSC PARA LA
SOBERANÍA ALIMENTARIA**

Ms Aksel NAERSTAD
Development Fund

Ms Kristin ULSRUD
Development Fund

Ms Nina ROSE
Development Fund

Ms Ana TINNIRELLO
FOCSIV

Antonio ONORATI
IPC Secretariat

Ms Beatriz GASCO
IPC Secretariat

Daniel VAN DER STEEN
Belgium

George DIXON FERNANDEZ
Belgium

Ms Nora MCKEON
Italy

Massimo PIERI
Rome

Ms Valentina JAPPELLI
Rome

ROTARY INTERNATIONAL

Marco RANDONE
Permanent Representative to FAO
Rome

Antonio LICO
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

SOROPTIMIST INTERNATIONAL ASSOCIATION SOROPTIMISTE INTERNATIONALE ASOCIACIÓN INTERNACIONAL SOROPTIMISTA

Ms Else LARSEN
Permanent Representative to FAO
Rome

THE FEDERATION FOR ASSOCIATIONS- INTERNATIONAL HUMANA PEOPLE TO PEOPLE MOVEMENT

Ms Ulla Carina BOLIN
President
Humana People to People Italia ONLUS
Pogliano Milanese, Italy

Ms Marie LICHTENBERG
Director of International Partnerships
Geneva

WOMEN'S INTERNATIONAL LEAGUE FOR PEACE AND FREEDOM

Ms Bruna MAGNANI LOMAZZI
Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Annalisa MILANI
Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Anita FISICARO
Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Sara BORRILLO
Naples

**WORLD ASSOCIATION FOR ANIMAL PRODUCTION
ASSOCIATION MONDIALE DE ZOOTECHNIE
ASOCIACIÓN MUNDIAL PARA LA PRODUCCIÓN ANIMAL**

Milan ZJALIC
Consultant
Rome

**WORLD CONFERENCE OF RELIGIONS FOR PEACE
CONFÉRENCE MONDIALE DES RÉLIGIONS POUR LA PAIX
CONFERENCIA MUNDIAL DE RELIGIONES POR LA PAZ**

Armando BERNARDINI
Permanent Representative to FAO
Rome

Mrs Adalberta BERNARDINI
Permanent Representative to FAO
Rome

**WORLD FEDERATION OF TRADE UNIONS
FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE
FEDERACIÓN SINDICAL MUNDIAL**

Vincenzo BELLINI
Rome

WORLD ORGANIZATION OF THE SCOUT MOVEMENT

Ms Maria GILLI
Permanent Representative to FAO
Rome

**WORLD UNION OF CATHOLIC WOMEN'S ORGANIZATIONS
UNION MONDIALE DES ORGANISATIONS FÉMININES CATHOLIQUES
UNIÓN MUNDIAL DE LAS ORGANIZACIONES FEMENINAS CATÓLICAS**

Mrs Maria Teresa VACCARI
Permanent Representative to FAO
Rome

ANNEXE C

LISTE DES DOCUMENTS

C 2007/1	Ordre du jour provisoire
C 2007/2	Examen de la situation de l'alimentation et de l'agriculture
C 2007/3	Programme de travail et budget 2008-2009
C 2007/4	Rapport d'évaluation du programme 2007
C 2007/5 A	Comptes vérifiés 2004-2005
C 2007/5 B	Comptes vérifiés 2004-2005: Rapport du Commissaire aux comptes
C 2007/6	Nomination des représentants de la Conférence de la FAO au Comité de la Caisse des pensions du personnel
C 2007/7 A.1-Corr.1	Rapport de l'Évaluation externe indépendante de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
C 2007/7 A.1-Rev.1	Rapport de l'Évaluation externe indépendante de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
C 2007/7 A.2	Rapport de l'Évaluation externe indépendante de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) – Annexes 2-4
C 2007/7 B	Rapport de l'Évaluation externe indépendante de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture – Réponse de principe de la Direction
C 2007/8	Rapport sur l'exécution du programme 2004-2005
C 2007/9	Nomination du Président indépendant du Conseil
C 2007/10	Demandes d'admission à la qualité de Membre et de Membre associé de l'Organisation
C 2007/11	Élection des membres du Conseil
C 2007/12-Rev.1	Organisation de la trente-quatrième session de la Conférence
C 2007/12-Rev.1 Corr.1 (chinois seulement)	Organisation de la trente-quatrième session de la Conférence

C 2007/13	Admission de représentants et d'observateurs d'organisations internationales à la session
C 2007/14	Année internationale de la pomme de terre – 2008
C 2007/15	Année internationale des fibres naturelles – 2009
C 2007/16	Rapport intérimaire sur la mise en œuvre du Plan d'action de la FAO - Parité hommes-femmes et développement
C 2007/17	Rapport intérimaire sur l'examen triennal d'ensemble des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies
C 2007/18	Adoption du russe en tant que langue de l'Organisation (amendement de l'Article XXII de l'Acte constitutif et de l'Article XLVII du Règlement général de l'Organisation) (Projets de résolutions)
C 2007/19	Plan d'action de la FAO - Parité hommes-femmes et développement (2008-2013)

Série C 2007/INF

C 2007/INF/1	Rapport de la réunion informelle d'observateurs d'organisations internationales non gouvernementales (OING)
C 2007/INF/2	Liste provisoire des délégués et observateurs
C 2007/INF/3	Liste provisoire des documents
C 2007/INF/4	Déclaration des compétences et droits de vote soumise par la Communauté européenne et ses États membres
C 2007/INF/5	Déclaration du Directeur général
C 2007/INF/6	Remise des prix B.R. Sen
C 2007/INF/7	Remise du prix A.H. Boerma
C 2007/INF/8	Remise du prix Édouard Saouma
C 2007/INF/9	Conférence McDougall
C 2007/INF/10	Rapport annuel du Conseil d'administration du PAM au Conseil économique et social et au Conseil de la FAO sur ses activités en 2005
C 2007/INF/11	Situation en ce qui concerne les contributions
C 2007/INF/12	Application des recommandations des Conférences régionales de 2006
C 2007/INF/13	Demande d'admission à la qualité de membre des Comités du Conseil à composition non limitée

C 2007/INF/14	Rapport annuel du Conseil d'administration du PAM au Conseil économique et social et au Conseil de la FAO sur ses activités en 2006
C 2007/INF/15	Traités multilatéraux dont le Directeur général est dépositaire
C 2007/INF/16	Le rôle de l'aquaculture dans le développement durable
C 2007/INF/17	Forêts et énergie
C 2007/INF/18	Le financement de l'agriculture: enjeux, contraintes et perspectives
C 2007/INF/19	Qualité et sécurité sanitaire des aliments
C 2007/INF/20	L'aide au commerce dans le domaine de l'agriculture
C 2007/INF/21	Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural (CIRADR) – Conclusions et suite donnée
C 2007/INF/22	Conférences de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale et les défis mondiaux
C 2007/INF/23	Rapports de la Conférence technique internationale sur les ressources zoogénétiques (Interlaken (Suisse), 3-7 septembre 2007) et de la onzième session ordinaire de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (Rome, 11-15 juin 2007)

Série C 2007/LIM

C 2007/LIM/1	Rationalisation des règles d'adhésion aux Comités à composition non limitée du Conseil de la FAO (Projet de résolution) (extrait du document CL 131/REP)
C 2007/LIM/2	Rapport sur l'exécution du programme 2004-2005 (extrait du document CL 131/REP)
C 2007/LIM/3	Comptes vérifiés 2004-2005 (Projet de résolution) (extrait du document CL 131/REP)
C 2007/LIM/4	Désignation de la Commission de vérification des pouvoirs et du Comité des résolutions (extrait du document CL 132/REP)
C 2007/LIM/5	Barème des contributions 2008-2009 (Projet de résolution)
C2007/LIM/5-Corr.1	Barème des contributions 2008-2009 (Projet de résolution)
C 2007/LIM/6	Médaille Margarita Lizárraga (extrait du document CL 132/REP)
C 2007/LIM/7	Programme de travail et budget 2008-2009 (extrait du document CL 133/REP)
C 2007/LIM/8	Préparatifs de la trente-quatrième session de la Conférence de la FAO (extrait du document CL 133/REP)

C 2007/LIM/9	Premier rapport du Bureau
C 2007/LIM/10	Premier rapport intérimaire de la Commission de vérification des pouvoirs
C 2007/LIM/11	Premier rapport du Comité des résolutions
C 2007/LIM/12	Rapport du Président indépendant au Conseil sur les recommandations des Amis du Président quant au suivi de l'EEI
C 2007/LIM/13	Rapports de la Conférence technique internationale sur les ressources zoogénétiques (Interlaken (Suisse), 3-7 septembre 2007) et de la onzième session ordinaire de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (Rome, 11-15 juin 2007)
C 2007/LIM/14	Programme de travail et budget (PTB) 2008-09
C 2007/LIM/15	Paragraphe supplémentaire à insérer dans le projet de résolution sur le suivi de l'Évaluation externe indépendante, tel que proposé par le Président indépendant du Conseil
C 2007/LIM/16	Amendements aux Règles générales du PAM (extrait du document CL 132/REP)
C 2007/LIM/17	Deuxième rapport du Bureau
C 2007/LIM/18	Troisième rapport du Bureau
C 2007/LIM/19	Rapport à la Conférence du Président indépendant du Conseil sur le suivi de l'Évaluation externe indépendante de la FAO (EEI)
C 2007/LIM/20	Quatrième rapport du Bureau
C 2007/LIM/21	Deuxième rapport de la Commission de vérification des pouvoirs
C2007/LIM/21-Rev.1	Deuxième rapport de la Commission de vérification des pouvoirs
C 2007/LIM/22	Cinquième rapport du Bureau

Série C 2007/REP

C 2007/REP/1 à	Projet de rapport de la Conférence
C 2007/REP/5	
et	
C 2007/REP/15 à	
C2007REP/25.9	Projet de rapport de la Commission I
C 200/I/REP/6 à	

C 2007/I/REP/10

C 2007/II/REP/11 à Projet de rapport de la Commission II

C 2007/II/REP/14

Série C 2007/PV

C 2007/PV/1 à Comptes rendus de la plénière

C 2007/PV/11

C 2007/I/PV/1 à Comptes rendus de la Commission I

C 2007/I/PV/3

C 2007/II/PV/1 à Comptes rendus de la Commission II

C 2007/II/PV/4

Série C 2007/DJ

C 2007/DJ/1 à Journal de la Conférence

C 2007/DJ/7

ANNEXE D

**RAPPORT DE L'ÉVÉNEMENT SPÉCIAL DE HAUT NIVEAU SUR LE
RÔLE DE L'AQUACULTURE DANS LE DÉVELOPPEMENT RURAL****LUNDI 19 NOVEMBRE 2007**

L'Événement de haut niveau sur l'aquaculture dans le développement durable s'est tenu le 19 novembre 2007. Soixante-neuf délégations des Membres de la FAO, dont 23 conduites par des Ministres, ont participé à l'Événement spécial.

Le Directeur général a prononcé une allocution de bienvenue. Il a souligné l'importance de l'aquaculture et les défis à relever pour assurer la durabilité de ce secteur.

Son Excellence Mahinda Rajapaksa, Président de la République démocratique socialiste de Sri Lanka, n'a pas pu participer à la réunion. Une vidéo contenant son discours d'ouverture a été projetée. Le Président a reconnu l'importance du secteur et a remercié la FAO d'en avoir fait un thème de discussion à un niveau élevé, mais il a aussi fait plusieurs recommandations et observations visant à faire de l'aquaculture un secteur hautement prioritaire pour le développement économique et social mondial, ainsi que parmi les activités confiées à la FAO.

La réunion a été présidée par Son Excellence Helga Pedersen, Ministre des pêches et des affaires côtières de la Norvège, et Son Excellence Amin Ahmed Mohamed Othman Abbaza, Ministre de l'agriculture et de la bonification des sols de l'Égypte.

M. Ichiro Nomura, Sous-Directeur général chargé du Département des pêches et de l'aquaculture, a présenté, en guise d'introduction, les points marquants du Document C 2007/INF/16 intitulé "Le rôle de l'aquaculture dans le développement durable".

Les débats ont été ouverts et 12 ministres et 14 délégués ont pris la parole.

Les Membres ont remercié la FAO pour avoir reconnu l'importance de l'aquaculture et avoir organisé un événement spécial sur ce thème. Toutes les interventions ont souligné l'importance du secteur et ont expliqué comment les politiques et les plans nationaux avaient été élaborés et mis en œuvre à l'appui du développement de l'aquaculture.

Les participants ont estimé qu'il était impératif d'assurer une production durable de l'aquaculture tout en réduisant ses retombées négatives sur le plan social et environnemental, même s'il faut bien reconnaître que les effets négatifs de l'aquaculture sur l'environnement ont déjà été fortement réduits grâce à la participation continue des parties prenantes.

Les participants ont reconnu que les petites exploitations aquacoles éprouvaient des difficultés à produire pour l'exportation en raison d'exigences commerciales strictes. Il était donc à la fois important et urgent de donner à ces petites exploitations aquacoles les moyens de devenir compétitifs dans les échanges mondiaux; et il s'agissait peut-être là d'une responsabilité sociale importante des institutions.

Les participants ont reconnu l'importance de l'aquaculture en tant que secteur de production vivrière, au moment où la production des pêches de capture baissait. Il était essentiel de mieux gérer le secteur pour en maximiser la contribution au bien-être social, aux économies nationales et aux échanges internationaux.

Compte tenu de la croissance rapide de l'aquaculture par rapport à d'autres secteurs vivriers, on a souligné l'importance et la nécessité de mettre en place des politiques rationnelles porteuses, ainsi qu'un environnement réglementaire institutionnel et économique sain, dans lesquels des investissements massifs du secteur privé auraient leur place, pour garantir la durabilité du secteur.

Les participants ont reconnu que les gouvernements devaient absolument s'engager à fournir un appui approprié à l'aquaculture pour favoriser la croissance. Ces engagements devraient prendre la forme d'une articulation claire des politiques, plans, cadres réglementaires et stratégies, de la disponibilité de financements adéquats pour leur mise en œuvre et de mesures encourageant l'investissement.

Il a été souligné qu'il était de toute évidence nécessaire de consentir des efforts concertés afin d'encourager le développement de l'aquaculture en Afrique, dans le cadre du programme d'ensemble de développement de la région. Le Programme spécial de la FAO pour le développement de l'aquaculture en Afrique a été pris comme exemple de plate-forme de collaboration.

Les participants ont reconnu que la coopération institutionnelle et régionale était importante pour assurer le transfert de technologies, le partage des données d'expérience, l'amélioration de la production et le traitement des questions transfrontières. Il a également été reconnu que la recherche, la formation, le renforcement des capacités et la vulgarisation étaient des domaines fondamentaux pour le développement durable de l'aquaculture.

Les participants ont recommandé que les changements climatiques et leurs effets potentiels sur l'aquaculture fassent l'objet de nouvelles études et recherches pour permettre les adaptations nécessaires sur la base des connaissances acquises et ils ont lancé un appel vibrant à la FAO pour qu'elle alloue des ressources accrues à l'aquaculture. Il a été reconnu que le renforcement de l'assistance de la FAO aux Membres ainsi que ses travaux normatifs étaient des éléments nécessaires à la maximisation du potentiel de l'aquaculture.

ANNEXE E

**RAPPORT DE L'ÉVÉNEMENT SPÉCIAL DE HAUT NIVEAU SUR
LES FORÊTS ET L'ÉNERGIE
MARDI 20 NOVEMBRE 2007**

L'Événement spécial de haut niveau sur les forêts et l'énergie s'est tenu le 20 novembre 2007. Son Excellence Pedro Verona Rodrigues Pires, Président de la République du Cap-Vert, a prononcé le discours principal après l'allocution d'ouverture du Directeur général. La session était présidée par Son Excellence Henri Djombo, Ministre des forêts de la République du Congo et Son Excellence Martins Roze, Ministre de l'agriculture de la République de Lettonie.

Deux cent soixante-quinze participants provenant d'environ 90 États Membres de la FAO assistaient à cet événement. Les principales questions ont été soulevées par les 24 délégations – dont certaines conduites par un ministre – qui ont pris la parole. Les participants ont reconnu que:

1. la bioénergie était devenue une question stratégique à l'échelle planétaire qui affectait de plus en plus la situation économique, sociale et environnementale; elle avait le potentiel voulu pour réduire les effets des changements climatiques;
2. le bois était le principal biocombustible et représentait une solution de remplacement efficiente aux combustibles fossiles, sur le plan économique et environnemental;
3. il y avait un manque d'information sur le bois utilisé comme combustible, notamment dans les pays en développement, ce qui entravait la prise de décisions nationale sur l'utilisation durable de cette ressource et empêchait de tirer profit des possibilités d'atténuation des changements climatiques qu'il présentait, et d'améliorer la gamme des sources d'énergie disponibles;
4. compte tenu de la croissance de la population et de l'allocation croissante des terres pour la production d'énergie, il convenait d'examiner soigneusement les arbitrages à faire entre les utilisations forestières, énergétiques et agricoles des terres;

Pour relever les défis du présent et de l'avenir, il fallait:

1. aider les Membres de la FAO à élaborer et intégrer des stratégies bioénergétiques dans leurs programmes et plans forestiers nationaux, moyennant le renforcement des capacités;
2. renforcer les capacités des Membres de la FAO à exploiter des sources d'énergie renouvelables telles que l'hydroélectricité, l'énergie solaire et le biogaz;
3. accroître l'efficacité énergétique de la combustion du bois au niveau des ménages et sur le plan industriel;
4. mieux utiliser le bois après son usage principal;
5. envisager l'utilité du bois pour d'autres utilisations finales avant de l'utiliser pour la production d'énergie;
6. établir des stratégies de dendroénergie sur la base de concepts de gestion durable des forêts;

7. aborder la bioénergie comme une question intersectorielle et intégrer la question énergétique dans les politiques forestières, agricoles et autres politiques sur l'occupation des sols;
8. coordonner les stratégies sur la bioénergie avec les politiques de réduction et d'éradication de la pauvreté;
9. diffuser efficacement les conclusions de la recherche-développement, les technologies et le savoir-faire pour une utilisation efficiente et saine de l'énergie;
10. éviter que la promotion de la bioénergie ne se traduise par des distorsions sur le marché;
11. concevoir des systèmes de contrôle continu pour la production de biocarburants afin d'éviter les effets négatifs sur l'environnement et d'assurer le bien-être des communautés locales;
12. étudier soigneusement les effets sur la sécurité alimentaire et les effets négatifs sur d'autres secteurs lors de la conception et de la mise en oeuvre de mesures encourageant la production de biocarburants.

ANNEXE F

**RAPPORT DE L'ÉVÉNEMENT SPÉCIAL DE HAUT NIVEAU SUR LE
FINANCEMENT DE L'AGRICULTURE****MARDI 20 NOVEMBRE 2007**

L'Événement spécial de haut niveau sur le financement de l'agriculture s'est tenu le 20 novembre 2007. Plus de 200 délégués ont participé à cet Événement, y compris des Ministres. La réunion a été présidée par son Excellence Einar Kristinn Guofinnsson, Ministre de l'agriculture et des pêches de l'Islande. Les Représentants de 13 délégations ont fait des interventions.

Le Directeur général a prononcé une allocution de bienvenue. Il a rappelé la baisse regrettable des financements consacrés à l'agriculture au cours des dix dernières années, même si l'aide publique au développement avait dans son ensemble fortement augmenté et il a rappelé que l'insuffisance des investissements dans l'agriculture était l'une des principales contraintes pesant sur l'accroissement de la production agricole. Le Directeur général a présenté des chiffres montrant la baisse des crédits ouverts à l'agriculture par les principales institutions internationales de financement et appelé l'attention sur le fait que les investissements extérieurs directs avaient très fortement augmenté dans les pays en développement au cours des 20 dernières années, mais que la part de ces investissements consacrés à l'agriculture était moins de 1 pour cent. Il a également souligné que les agriculteurs eux-mêmes étaient les principaux investisseurs dans ce secteur, avec un montant de 18,6 milliards de dollars EU investis en 2003.

M. Tesfai Tecle, Directeur général adjoint chargé du Département de la coopération technique, a présenté la question ainsi que le premier orateur invité.

Son Excellence Rupiah Banda, Vice-Président de la République de Zambie, a prononcé le premier discours au nom du Président de la République de Zambie, Son Excellence Patrick Levy Mwanawasa. Le Vice-Président a souligné les contraintes pesant sur le financement de l'agriculture en Zambie, notamment les difficultés rencontrées par les institutions locales de financement et il a également énuméré certaines des priorités du Gouvernement dans ce secteur, y compris l'appui à la commercialisation des engrais et des cultures. Il a déclaré que la Zambie avait augmenté la part du budget national alloué à l'agriculture, pour la porter à 8,5 pour cent et qu'elle s'efforcerait d'atteindre l'objectif de 10 pour cent fixé dans la Déclaration de Maputo. Il a souligné l'importance des investissements dans l'agriculture africaine, étant donné que ce secteur assurait les moyens d'existence de la majorité de la population. Le Vice-Président a également mentionné l'importance des initiatives du secteur privé ainsi que les possibilités de partenariat entre secteurs public et privé en agriculture.

M. Jerzy Bogdan Plewa, Directeur général adjoint de la Commission européenne (Direction générale pour l'agriculture et le développement rural) a prononcé le deuxième discours. Il a passé en revue les différentes méthodes de financement utilisées par l'Union européenne et a souligné que l'agriculture recevrait une attention accrue dans le cadre du dixième Fonds de développement européen, avec 3 milliards d'euros alloués à ce secteur et une attention particulière pour l'Afrique. Il a également signalé que l'amélioration de l'efficacité de l'aide et la coordination des donateurs dans le

cadre de mécanismes comme la Plate-forme mondiale des donateurs pour le développement rural étaient au premier plan des préoccupations politiques de l'Union européenne.

Le troisième discours a été prononcé par M. Akinwumi Adesina, Vice-Président de l'Alliance pour une Révolution verte en Afrique. Se référant au rapport de la Banque mondiale de 2008 sur le développement dans le monde, récemment paru, qui était axé sur l'agriculture, il a appelé à identifier des mécanismes novateurs de financement, notamment pour l'Afrique. À cet égard, il a donné des exemples des effets bénéfiques que des subventions bien pensées pourraient avoir sur la production agricole. M. Adesina a souligné comment l'Alliance pour une Révolution verte en Afrique, présidée par l'ancien Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, visait à catalyser une révolution verte sur le continent avec l'appui de la Fondation Rockefeller et de la Fondation Bill et Melinda Gates. Il a également mentionné l'engagement politique renouvelé en faveur d'une relance de l'agriculture sur le continent, telle que reflétée dans la Déclaration de Maputo et l'appui au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et son Plan détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA).

Les Membres ont remercié la FAO d'avoir reconnu l'importance du financement de l'agriculture et d'avoir organisé cet événement. Les interventions ont souligné l'importance du secteur agricole et la nécessité d'obtenir de toute urgence des financements accrus venant à la fois de sources internes et externes. Les participants ont également souligné qu'il convenait d'investir dans l'agriculture pour réaliser le premier Objectif du Millénaire pour le développement.

Plusieurs délégués ont souligné la question des subventions destinées à stimuler la production agricole et ont souligné les effets positifs qu'elles pouvaient avoir. Il a été fait allusion au niveau élevé des subventions en faveur du secteur agricole de nombreux pays développés. Les participants ont reconnu que les Ministres des finances avaient un rôle important à jouer dans l'allocation des ressources destinées à l'investissement public dans le secteur agricole. Les montants dégagés grâce aux mesures de réduction de la dette avaient été alloués principalement aux secteurs sociaux plutôt qu'à l'agriculture.

Plusieurs délégués ont déclaré vouloir examiner les modalités d'accès aux ressources de l'Alliance pour une Révolution verte en Afrique et ont demandé un appui. D'autres ont également souligné la nécessité de tenir compte des effets d'une intensification rapide de l'agriculture sur l'environnement.

On s'est également référé au coût des financements pour les agriculteurs eux-mêmes, qui devait rester limité, en ajoutant qu'il fallait améliorer l'accessibilité et la fiabilité des prêts.

ANNEXE G

**RAPPORT DE L'ÉVÉNEMENT SPÉCIAL DE HAUT NIVEAU SUR LA
QUALITÉ ET LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS
MERCREDI 21 NOVEMBRE 2007**

L'Événement spécial de haut niveau sur la qualité et la sécurité sanitaire des aliments s'est tenu le 21 novembre 2007. Les délégations de 57 pays, comprenant cinq Ministres et trois OING, ont participé à cet Événement.

Dans son allocution d'ouverture, le Directeur général a souligné la nature changeante de la production et de la consommation alimentaires, la sensibilisation accrue du public à l'égard de question de sécurité sanitaire et de qualité des aliments et la nécessité pour les pays de continuer à améliorer leurs systèmes de contrôle des aliments. Il a mentionné les travaux réalisés par la FAO dans le domaine de la sécurité sanitaire et la qualité des aliments, dans le cadre de la Commission FAO/OMS du Codex Alimentarius, les travaux des organes et consultations d'experts fournissant des avis scientifiques indépendants et les activités d'assistance technique et de renforcement des capacités destinées à appuyer les efforts déployés par les pays en développement dans ce domaine.

Dans son discours, son Excellence Obiang Nguema Mbasogo, Président de la Guinée équatoriale, a souligné l'importance de la sécurité sanitaire des aliments pour les pays en développement en précisant qu'il fallait également parler de la disponibilité limitée d'aliments en plus de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments. Il a souligné l'impact des changements climatiques sur la production vivrière et les effets de l'urbanisation croissante sur les modes de distribution et de consommation d'aliments. Il a invité les pays industrialisés à accroître leur assistance aux pays en développement afin d'améliorer la production vivrière et les techniques de transformation et d'autres types d'appui technique.

L'événement était présidé par Son Excellence Ahmed El-Hawshabi, Ministre de l'agriculture et de l'irrigation du Yémen, qui a souligné les initiatives prises par son pays afin de renforcer la sécurité sanitaire des aliments, notamment moyennant le renforcement des capacités, un meilleur accès à l'information, la formation, et la participation des consommateurs au processus de prise de décisions sur la sécurité sanitaire des aliments. Il a souligné que les pays en développement devaient améliorer la sécurité sanitaire des aliments pour accéder aux marchés d'exportation et accroître ainsi leurs recettes nationales.

Mr. Stuart Slorach, ex-Président de la Commission du Codex Alimentarius, a passé en revue certains des défis émergents que les États Membres de la FAO doivent relever en matière de sécurité sanitaire des aliments, y compris le changement du cadre général de la sécurité sanitaire des aliments, les nouveaux dangers chimiques, les nanotechnologies et la résistance aux antimicrobiens. Il a souligné qu'il fallait renforcer la coopération internationale pour évaluer les risques émergents en matière de sécurité sanitaire des aliments ainsi que la coopération entre le Codex, l'OIE et la CIPV. Il a également souligné la nécessité de renforcer l'appui aux pays en développement afin d'accélérer la mise en place de leurs propres systèmes de sécurité sanitaire des aliments, dans l'intérêt de tous.

Le document d'information intitulé "Réduire le décalage entre les politiques de sécurité sanitaire des aliments et leur mise en œuvre" a été présenté par M. José M. Sumpsi, Sous-Directeur général chargé du Département de l'agriculture et de la protection des consommateurs, qui a noté l'attention croissante accordée à la sécurité sanitaire des aliments à l'échelle mondiale. Il a souligné que l'amélioration de la sécurité sanitaire était un objectif fondamental au niveau des politiques mais qu'il était bien difficile de mettre ces politiques en pratique. Des exemples de tendances récentes qui compliquent les défis à relever ont été donnés et on a évoqué les expériences acquises en matière d'application des règles de sécurité sanitaire des aliments dans plusieurs pays et sous-secteurs. Les principaux décalages au niveau de la mise en œuvre ont été présentés et des recommandations destinées à y remédier ont été avancées.

Les délégués ont salué le document préparé par le Secrétariat et remercié la FAO d'avoir permis d'examiner cette question; ils se sont également félicités des travaux réalisés par la FAO dans le domaine du renforcement des capacités et des activités normatives portant sur la sécurité sanitaire des aliments. Un délégué a noté que nombreux membres du Codex éprouvaient des difficultés à participer à toutes les réunions du Codex et a souligné la nécessité de renforcer la participation de tous les membres du Codex, notamment des pays en développement. Il a en outre proposé d'améliorer la composition géographique des Comités du Codex afin de s'attaquer à ce problème. Plusieurs délégations ont souligné la nécessité de poursuivre le renforcement des capacités en matière de sécurité sanitaire et de qualité des aliments ainsi que de renforcer le fonds fiduciaire du Codex pour encourager une meilleure participation des pays en développement à l'ensemble du processus normatif. On a également souligné que la FAO et l'OMS devaient continuer à réaliser des évaluations des risques pour la sécurité sanitaire des aliments au niveau international car les pays en développement avaient rarement les ressources voulues pour réaliser de telles évaluations de manière autonome. On a souligné que les experts des pays en développement devaient absolument participer à ces évaluations du risque et que les pays en développement devaient fournir des données pour ces activités, afin que les évaluations reflètent bien les conditions en vigueur dans les pays en développement.

Plusieurs délégations ont évoqué les activités en cours dans leur pays pour améliorer la sécurité sanitaire et la qualité des aliments, notamment celles intéressant la FAO. Plusieurs autres pays ont demandé spécifiquement une assistance de la FAO pour le renforcement des institutions et des capacités dans ce domaine. On a également souligné la nécessité de renforcer la capacité en matière de sécurité sanitaire des aliments aux niveaux régional et sous-régional.

Certains délégués ont mentionné l'importance croissante et le nombre de normes privées dans le commerce des produits alimentaires. Il a été noté que de nombreux importateurs de produits alimentaires appliquaient des normes beaucoup plus strictes que les normes du Codex convenues sur le plan international, et que les producteurs des pays en développement avaient donc les plus grandes difficultés à accéder à ces marchés. On a également noté la nécessité de poursuivre et d'intensifier la collaboration entre la FAO, l'OMS, l'OIE, le BIT et l'ONUDI pour les travaux sur les normes relatives au commerce des produits alimentaires.

Les participants ont été informés des travaux réalisés par le Codex dans le domaine des aliments dérivés des biotechnologies modernes, y compris des directives adoptées sur la conduite de l'évaluation de la sécurité sanitaire de ces aliments en 2003; il a été précisé que la FAO mettait actuellement en place une base de données pour permettre l'accès à l'information sur ces évaluations de la sécurité sanitaire réalisées au niveau national.

Les participants ont été informés du fait que toutes les recommandations de l'Évaluation conjointe de 2002 du Codex et des travaux normatifs de la FAO et de l'OMS sur les aliments avaient été pour la plupart mises en œuvre et que l'examen de la structure par comités du Codex était actuellement en cours.

Le Secrétariat de la FAO a fait noter que les demandes d'assistance technique adressées à la FAO augmentaient et que la FAO devait également intensifier cette assistance. On a également souligné l'importance croissante du programme sur la sécurité sanitaire et la qualité des aliments au sein de la FAO. Le Secrétariat a fait remarquer que les pays pouvaient demander une assistance technique à la FAO par le truchement du Programme de coopération technique ou directement en demandant un appui aux organismes donateurs dans leur pays. Il a été noté que ces projets pourraient être préparés et réalisés avec l'aide d'avis techniques de la FAO par l'intermédiaire d'autres agences de financement comme le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce. On a souligné à quel point il importait d'associer le secteur privé à l'amélioration de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments.

ANNEXE H

**RAPPORT DE L'ÉVÉNEMENT SPÉCIAL DE HAUT NIVEAU SUR
L'AIDE AU COMMERCE ET À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE****MERCREDI 21 NOVEMBRE 2007**

L'événement spécial de haut niveau sur l'aide au commerce et à la sécurité alimentaire s'est tenu le 1er novembre 2007. Son Excellence, Bingu Wa Mutharika, Président du Malawi, a prononcé le discours principal après l'allocution d'ouverture du Directeur général. La session était coprésidée par Son Excellence Ernest Akobour Debrah, Ministre de l'alimentation et de l'agriculture du Ghana et de Son Excellence Robert Montgomery Persaud, Ministre de l'agriculture du Guyana.

De nombreux participants, représentant plusieurs États Membres de la FAO, ont participé à cet événement. Huit délégations, y compris sept ministres, ont fait des interventions.

Les participants ont reconnu les faits suivants:

Il s'agissait d'un colloque important car l'aide au commerce était une nouvelle initiative qui devait faire l'objet d'une discussion et d'une planification attentives afin de faire avancer le processus. Cet événement spécial était organisé également bien à propos, puisque le premier examen mondial de l'initiative d'aide au commerce s'était tenu au cours de la même semaine à Genève.

La libéralisation des échanges peut produire des gains potentiels au niveau des revenus et du bien-être. Selon des analyses empiriques, les gains totaux qui pourraient découler d'une libéralisation totale des échanges, à l'échelle planétaire, seraient de l'ordre de 100 à 300 milliards de dollars EU par an, dont 64 pour cent proviendraient d'une libéralisation des échanges des produits agricoles. Environ 30 pour cent de ces gains iraient aux pays en développement.

De nombreux pays en développement, et surtout les pays les moins avancés, n'étaient pas en mesure de tirer effectivement profit de ces gains en raison d'un manque de capacité au niveau de l'offre, ainsi que d'autres contraintes; l'initiative d'aide au commerce avait donc un rôle essentiel à jouer.

Pour la grande majorité des pays en développement, l'agriculture et le secteur rural étaient des éléments clés de la croissance économique et de la réduction de la faim et ils devaient donc être une composante fondamentale de l'initiative d'aide au commerce.

Compte tenu de l'importance du commerce des produits agricoles, la FAO avait un rôle important à jouer dans la mise en oeuvre de cette initiative. La FAO devait attacher une attention prioritaire aux cinq domaines ci-après dans le cadre de la partie de l'initiative portant sur le secteur agricole: transfert et utilisation des technologies; élaboration des politiques pour les infrastructures rurales; stratégies de maîtrise de l'eau; normes techniques de produits; négociations commerciales et analyse des politiques commerciales.

Le défi qui se pose actuellement est de donner effet à cette promesse, c'est-à-dire mettre en oeuvre le programme sans délai et de manière socialement responsable, compte tenu de considérations de parité hommes-femmes.

ANNEXE I

BARÈME DES CONTRIBUTIONS 2008-2009
 (le barème 2006-2007 est indiqué à des fins de comparaison)

État Membre	Barème proposé 2008-9 %	Barème 2006-7 %
Afghanistan	0,001	0,002
Afrique du Sud	0,292	0,298
Albanie	0,006	0,005
Algérie	0,086	0,078
Allemagne	8,619	8,835
Andorre	0,008	
Angola	0,003	0,001
Antigua-et-Barbuda	0,002	0,003
Arabie Saoudite	0,752	0,727
Argentine	0,327	0,975
Arménie	0,002	0,002
Australie	1,796	1,624
Autriche	0,891	0,876
Azerbaïdjan	0,005	0,005
Bahamas	0,016	0,013
Bahreïn	0,033	0,031
Bangladesh	0,010	0,010
Barbade	0,009	0,010
Bélarus	0,020	0,018
Belgique	1,108	1,090
Belize	0,001	0,001
Bénin	0,001	0,002
Bhoutan	0,001	0,001
Bolivie	0,006	0,009

¹ Dérivé directement du barème des quotes-parts des Nations Unies en vigueur pour 2007-2009 tel qu'adopté par l'Assemblée générale (Résolution 61/237 du 22 décembre 2006).

¹ Dérivé directement du barème des quotes-parts des Nations Unies en vigueur pour 2004-2006 tel qu'adopté par l'Assemblée générale (Résolution 58/1B du 23 décembre 2003).

État Membre	Barème proposé	Barème
	2008-9	2006-7
	%	%
Bosnie-Herzégovine	0,006	0,003
Botswana	0,014	0,012
Brésil	0,880	1,554
Bulgarie	0,020	0,017
Burkina Faso	0,002	0,002
Burundi	0,001	0,001
Cambodge	0,001	0,002
Cameroun	0,009	0,008
Canada	2,992	2,869
Cap-Vert	0,001	0,001
Chili	0,162	0,228
Chine	2,680	2,094
Chypre	0,044	0,040
Colombie	0,106	0,158
Comores	0,001	0,001
Congo	0,001	0,001
Costa Rica	0,032	0,031
Côte d'Ivoire	0,009	0,010
Croatie	0,050	0,038
Cuba	0,054	0,044
Danemark	0,743	0,732
Djibouti	0,001	0,001
Dominique	0,001	0,001
Égypte	0,089	0,122
El Salvador	0,020	0,023
Émirats arabes unis	0,304	0,240
Équateur	0,021	0,019
Érythrée	0,001	0,001
Espagne	2,983	2,571
Estonie	0,016	0,012
États-Unis d'Amérique	22,000	22,000
Éthiopie	0,003	0,004
Fédération de Russie (la)	1,206	
Fidji	0,003	0,004

État Membre	Barème proposé	Barème
	2008-9	2006-7
	%	%
Finlande	0,567	0,544
France	6,332	6,151
Gabon	0,008	0,009
Gambie	0,001	0,001
Géorgie	0,003	0,003
Ghana	0,004	0,004
Grèce	0,599	0,541
Grenade	0,001	0,001
Guatemala	0,032	0,031
Guinée	0,001	0,003
Guinée Équatoriale	0,002	0,002
Guinée-Bissau	0,001	0,001
Guyana	0,001	0,001
Haïti	0,002	0,003
Honduras	0,005	0,005
Hongrie	0,245	0,129
Îles Cook	0,001	0,001
Îles Marshall	0,001	0,001
Îles Salomon	0,001	0,001
Inde	0,452	0,430
Indonésie	0,162	0,145
Iran, (République islamique d')	0,181	0,160
Iraq	0,015	0,016
Irlande	0,447	0,357
Islande	0,037	0,035
Israël	0,421	0,476
Italie	5,104	4,983
Jamahiriya arabe libyenne	0,062	0,135
Jamaïque	0,010	0,008
Japon	16,706	19,858
Jordanie	0,012	0,011
Kazakhstan	0,029	0,026
Kenya	0,010	0,009
Kirghizistan	0,001	0,001
Kiribati	0,001	0,001

État Membre	Barème proposé	Barème
	2008-9	2006-7
	%	%
Koweït	0,183	0,165
Lesotho	0,001	0,001
Lettonie	0,018	0,015
Liban	0,034	0,025
Libéria	0,001	0,001
Lituanie	0,031	0,025
Luxembourg	0,086	0,079
Madagascar	0,002	0,003
Malaisie	0,191	0,207
Malawi	0,001	0,001
Maldives	0,001	0,001
Mali	0,001	0,002
Malte	0,017	0,014
Maroc	0,042	0,048
Maurice	0,011	0,011
Mauritanie	0,001	0,001
Mexique	2,268	1,921
Micronésie (États fédérés de)	0,001	0,001
Moldova	0,001	0,001
Monaco	0,003	0,003
Mongolie	0,001	0,001
Monténégro	0,001	
Mozambique	0,001	0,001
Myanmar	0,005	0,010
Namibie	0,006	0,006
Nauru	0,001	0,001
Népal	0,003	0,004
Nicaragua	0,002	0,001
Niger	0,001	0,001
Nigéria	0,048	0,043
Nioué	0,001	0,001
Norvège	0,786	0,693
Nouvelle-Zélande	0,257	0,226
Ouganda	0,003	0,006
Ouzbékistan	0,008	0,014

État Membre	Barème proposé	Barème
	2008-9	2006-7
	%	%
Panama	0,023	0,019
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,002	0,003
Paraguay	0,005	0,012
Pays-Bas	1,882	1,724
Pérou	0,078	0,094
Philippines	0,078	0,097
Pologne	0,504	0,470
Portugal	0,530	0,479
Qatar	0,086	0,065
République Arabe Syrienne	0,016	0,039
République Centrafricaine	0,001	0,001
République de Corée	2,184	1,832
République démocratique du Congo	0,003	0,003
République démocratique populaire lao	0,001	0,001
République Dominicaine	0,024	0,036
République populaire démocratique de Corée	0,007	0,010
République Tchèque	0,282	0,187
Roumanie	0,070	0,061
Royaume-Uni	6,675	6,250
Rwanda	0,001	0,001
Sainte-Lucie	0,001	0,002
Saint-Kitts-et-Nevis	0,001	0,001
Saint-Marin	0,003	0,003
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,001	0,001
Samoa	0,001	0,001
Sao Tomé-et-Principe	0,001	0,001
Sénégal	0,004	0,005
Serbie	0,021	0,019
Seychelles	0,002	0,002
Sierra Leone	0,001	0,001
Slovaquie	0,063	0,052
Slovénie	0,097	0,084
Somalie	0,001	0,001
Soudan	0,010	0,008
Sri Lanka	0,016	0,017

État Membre	Barème proposé	Barème
	2008-9	2006-7
	%	%
Suède	1,076	1,018
Suisse	1,222	1,221
Suriname	0,001	0,001
Swaziland	0,002	0,002
Tadjikistan	0,001	0,001
Tchad	0,001	0,001
Timor-Leste	0,001	0,001
Togo	0,001	0,001
Tonga	0,001	0,001
Trinité-et-tobago	0,027	0,023
Tunisie	0,031	0,033
Turkménistan	0,006	0,005
Turquie	0,383	0,380
Tuvalu	0,001	0,001
Ukraine	0,045	0,040
Uruguay	0,027	0,049
Vanuatu	0,001	0,001
Venezuela (République bolivarienne du)	0,201	0,174
Viet Nam	0,024	0,021
Yémen	0,007	0,006
Zambie	0,001	0,002
Zimbabwe	0,008	0,007
	100,000	100,000

COMITÉ DU PROGRAMME
(novembre 2007 – novembre 2009)

Président	Membres	
Royaume-Uni (Vic Heard)	Afghanistan (Abdul Razak Ayazi)	Canada (James Melanson)
	Angola (Carlos Alberto Amaral)	Égypte (Abdelaziz M. Hosni)
	Argentine (Ms Maria del Carmen Squeff)	Guinée équatoriale (Pascual Bacale Mbiang)
	Australie (Ms Fiona Barlett)	Inde (Ramalingam Parasuram)
	Brésil (José Antonio Marcondes Carvalho)	Japon (Seiichi Yokoi)

COMITÉ FINANCIER
(novembre 2007 – novembre 2009)

Président	Membres	
Égypte (Yasser Sorour)	Allemagne (Eckhard W. Hein)	France (Jean-Jacques Soula)
	Cameroun (Medi Mounqui)	Mexique (Jorge Eduardo Chaen Charpentier)
	Chine (Li Zhengdong)	Ouganda (Robert Sabiti)
	Danemark (Soeren Skafte)	Pakistan (Aamir Ashraf Khawaja)
	État-Unis d'Amérique (Lee Brudvig)	Panama (Eudoro Jaen Esquivel)

COMITÉ DES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES
(novembre 2007 – novembre 2009)

Etats-Unis d'Amérique	Lesotho
Chili	Pays-Bas
Gabon	République arabe syrienne
Indonésie	

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PAM 2008

Mandat expirant le	Élus par le Conseil de la FAO	Élus par le Conseil économique et social
31 décembre 2008	Autriche (D) ¹ Colombie (C) Slovénie (E) Soudan (A) ² Suisse (D) ³ République-Unie de Tanzanie (D) ⁴	Indonésie (B) Japon (D) Mexique (C) Ukraine (E) Royaume-Uni (D) Zimbabwe (A)
31 décembre 2009	Pays-Bas (D) Pakistan (B) Pérou (C) Philippines (B) États-Unis d'Amérique (D) Zambie (A)	Cap-Vert (A) Inde (B) Iran, République islamique d' (B) Nouvelle-Zélande (D) ⁵ Fédération de Russie (E) Suède (D)
31 décembre 2010	Canada (D) République démocratique du Congo (A) Allemagne (D) Guinée (A) Haïti (C) Koweït (B)	Australie (D) Burundi (A) Cuba (C) Norvège (D) Soudan (A) Thaïlande (B)

¹ L'Autriche se retire le 31 décembre 2007 et l'Italie la remplace pour le reste de son mandat.

² Sièges auparavant occupés par l'Algérie. Le Soudan se retirera le 31 décembre 2007 et l'Algérie le remplacera pour le reste du mandat.

³ La Suisse se retire le 31 décembre 2007 et la Finlande la remplace pour le reste de son mandat.

⁴ Sièges pourvus par rotation entre les listes A, B et C comme suit: Liste A (2000-2002), Liste B (2003-2005), Liste A (2006-2008) et Liste C (2009-2011).

⁵ La Nouvelle-Zélande se retire le 31 décembre 2007 et la Belgique la remplace pour le reste de son mandat.

MEMBRES DE LA FAO

Afghanistan	Grenade	Panama
Afrique du Sud	Guatemala	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Albanie	Guinée	Paraguay
Algérie	Guinée-Bissau	Pays-Bas
Allemagne	Guinée équatoriale	Pérou
Andorre	Guyana	Philippines
Angola	Haïti	Pologne
Antigua-et-Barbuda	Honduras	Portugal
Arabie saoudite, Royaume d'	Hongrie	Qatar
Argentine	Îles Cook	République arabe syrienne
Arménie	Îles Marshall	République centrafricaine
Australie	Îles Salomon	République de Corée
Autriche	Inde	République dém. pop. lao
Azerbaïdjan	Indonésie	République dominicaine
Bahamas	Iran, République islamique d'	République pop. dém. de Corée
Bahrein	Iraq	République tchèque
Bangladesh	Irlande	République-Unie de Tanzanie
Barbade	Islande	Roumanie
Bélarus	Israël	Royaume-Uni
Belgique	Italie	Rwanda
Belize	Jamahiriya arabe libyenne	Sainte-Lucie
Bénin	Jamaïque	Saint-Kitts-et-Nevis
Bhoutan	Japon	Saint-Marin
Bolivie	Jordanie	Saint-Vincent-et-les Grenadines
Bosnie-Herzégovine	Kazakhstan	Samoa
Botswana	Kenya	Sao Tomé-et-Principe
Brésil	Kirghizistan	Sénégal
Bulgarie	Kiribati	Serbie
Burkina Faso	Koweït	Seychelles
Burundi	Lesotho	Sierra Leone
Cambodge	Lettonie	Slovaquie
Cameroun	L'ex-République yougoslave de Macédoine	Slovénie
Canada	Liban	Somalie
Cap-Vert	Libéria	Soudan
Chili	Lituanie	Sri Lanka
Chine	Luxembourg	Suède
Chypre	Madagascar	Suisse
Colombie	Malaisie	Suriname
Communauté européenne (Organisation Membre)	Malawi	Swaziland
Comores	Maldives	Tadjikistan
Congo, République démocratique du	Mali	Tchad
Congo, République du	Malte	Thaïlande
Costa Rica	Maroc	Timor-Leste
Côte d'Ivoire	Maurice	Togo
Croatie	Mauritanie	Tonga
Cuba	Mexique	Trinité-et-Tobago
Danemark	Micronésie, États fédérés de	Tunisie
Djibouti	Moldova, République de	Turkménistan
Dominique	Monaco	Turquie
Égypte	Mongolie	Tuvalu
El Salvador	Monténégro	Ukraine
Émirats arabes unis	Mozambique	Uruguay
Équateur	Myanmar	Vanuatu
Érythrée	Namibie	Venezuela,
Espagne	Nauru	(Rép. Bolivarienne du)
Estonie	Népal	Viet Nam
États-Unis d'Amérique	Nicaragua	Yémen
Éthiopie	Niger	Zambie
Fédération de Russie	Nigéria	Zimbabwe
Fidji	Nioué	Îles Féroé
Finlande	Norvège	(Membre associé)
France	Nouvelle-Zélande	
Gabon	Oman	
Gambie	Ouganda	
Géorgie	Ouzbékistan	
Ghana	Pakistan	
Grèce	Palaos	

ISBN 978-92-5-205802-1 ISSN 0251-1401



9 789252 058021

TR/M/K0669F/1/09.07/80